

Les Émeutes en Grèce

Déjà parus

Le Démocratisme radical

Roland SIMON

Le Travail et son Dépassement

Bruno ASTARIAN

THÉORIE DU COMMUNISME VOLUME I

Fondements critiques d'une théorie de la révolution

Au-delà de l'affirmation du prolétariat

Roland SIMON

Moyen-Orient 1945-2002 :

histoire d'une lutte de classes

Théo COSME

Rupture dans la théorie de la révolution

Textes 1965-1975 présentés par François Danel

Collectif

À l'assaut du ciel

*Composition de classe et lutte de classe
dans le marxisme autonome italien*

Steve WRIGHT

À paraître

Histoire critique de l'ultragauche

Trajectoire d'une balle dans le pied

Collectif

Theo Cosme

Les Émeutes en Grèce

Recueil de textes établi
par THÉORIE COMMUNISTE



Les éditions Senonevero s'attachent à la publication d'une théorie critique du capitalisme, c'est-à-dire une théorie de son abolition.

Une époque est maintenant révolue, celle de la libération du travail, celle du prolétariat s'affirmant comme le pôle absolu de la société : l'époque du socialisme. La révolution sera l'abolition du mode de production capitaliste et de ses classes – le prolétariat comme la bourgeoisie – et la communisation des rapports sociaux. En deçà, il n'y a aujourd'hui que la promotion de la démocratie, de la citoyenneté, l'apologie de l'alternative. Ces pratiques et ces théories n'ont d'autre horizon que le capitalisme.

De la période actuelle à la révolution, nul ne connaît le chemin à parcourir : il est à faire, donc à comprendre, par des analyses et des critiques diversifiées. Nous en appelons l'élaboration.

Lutte contre le capital, lutte à l'intérieur de la classe elle-même, la lutte de classe du prolétariat n'est pas le fait de muets et de décérébrés : elle est théoricienne - ni par automatisme, ni par choix. Comme la production théorique en général, nos publications sont activités. Leur nécessité est leur utilité.

En couverture : « Flics, porcs, assassins »

ISBN : 978-2-9516460-6-3

Editions SENONEVERO, avril 2009

ARHIS, 8, rue Chateaudon, 13001 Marseille

<http://www.senonevero.net>

LES ÉMEUTES EN GRÈCE, et leur écho mondial, sont le signe que la crise mondiale du capital, qui s'est d'abord présentée comme crise financière, est effectivement une crise du rapport d'exploitation, une crise de l'implication réciproque entre les deux classes de ce mode de production. Crise de la reproduction du face à face entre la force de travail et le capital, qui, pour le meilleur et pour les limites des émeutes en Grèce, est apparue comme une *affaire de discipline*.

Alors que toutes les mesures, contre-mesures, plans – en termes stratégiques, les *offensives* du capital – emplissaient l'horizon, les volutes de fumée des cocktails Molotov, à Athènes, Patras, Thessalonique, Malmö, les bruits de verre brisé, à Gand, Paris, Londres, les pierres lancées sur les flics, partout, sont venus faire écran entre l'horizon indépassable du capitalisme et le présent terrifiant de sa crise. Trois mois après l'effondrement des Bourses mondiales, trois ans après les émeutes des banlieues françaises, les feux grégeois des jeunes prolétaires du monde entier nous rappellent que *la guerre de classe a bien lieu*.

LE PLANCHER DE VERRE

Théorie Communiste

LES ÉMEUTES ¹ (ou l'émeute diffuse et fractionnée dans le temps et l'espace) qui ont éclaté en Grèce à la suite du meurtre du jeune Alexandre dans la soirée du 6 décembre 2008 sont productrices de théorie. Elles sont pratiquement, c'est-à-dire consciemment, la compréhension de ce cycle de luttes par lui-même, de son stade présent, elles sont un marqueur théorique et chronologique. Dans toutes ses limites, ce mouvement est la première réaction prolétarienne (bien que non globale) à la crise du capital restructuré. En tant que production de théorie, ce mouvement peut être plus ou moins arbitrairement considéré sous six caractéristiques essentielles :

- la pratique et le discours de ces émeutes font de la crise actuelle de la reproduction capitaliste, une crise de *l'avenir* de ce mode de production ;

1. Le terme grec εξέγερση [ekseyersi] a été largement utilisé par les participants eux-mêmes pour décrire ce qui se passait, ce terme peut se traduire par « soulèvement », « rébellion », « insurrection », « émeute ». « Soulèvement » est trop neutre ; « rébellion » n'implique pas de formes d'actions particulières ; « insurrection » est trop fort pour ce qui s'est réellement passé en Grèce, il n'y a jamais eu ni la volonté, ni la possibilité, ni l'enjeu de renverser le pouvoir en place et les rapports de production qu'il exprime ; « émeute » correspond à la forme pratique du soulèvement, à son caractère spontané et à la « rébellion » comme refus qui s'y est manifesté.

- la caractérisation, dans une topologie de la reproduction des rapports sociaux capitalistes, du moment de l'oppression et de la *coercition* dans l'autoprésupposition du capital ;
- la question du caractère « périphérique » ou non des émeutiers par rapport à un « cœur » de la classe ouvrière, c'est-à-dire la question de l'unité de la classe et de sa recomposition ;
- le dépassement de ce qui avait été la dynamique contradictoire de la lutte anti-CPE en France, ce qui n'est pas sans relation avec le deuxième point ;
- le dépassement dans la lutte de l'objectivité du cours du capital et les activités des classes en présence comme choix, décisions, tactiques, stratégies ;
- le questionnement de la théorie de la valeur et de la crise du mode de production capitaliste à la lumière d'une attaque du capital hors de la production et de l'extension des pratiques de blocages.

[Plusieurs points sont regroupés dans un même chapitre.]

L'avenir

On peut bien sûr reprendre toutes les analyses qui ont été faites sur la crise permanente du système d'éducation en Grèce (et la récurrence des luttes qui s'y déroulent) : sa sélectivité de plus en plus intolérable, « l'intensification du travail étudiant », son mensonge permanent sur les opportunités qu'il ouvre, le fait que d'« ascenseur social », il devient un pur et simple « reflet des injustices et des clivages sociaux ». Participer aux études devient purement et simplement l'acceptation (*sans contrepartie*) de tous les rapports d'exploitation qui donnent leur forme et leur contenu au système global d'enseignement. Il est nécessaire de rappeler tout cela et le texte de TPTG, *La crise permanente de l'éducation : sur quelques luttes récentes en Grèce*, le fait très bien ². Mais ce n'est pas suffisant, il faut aller plus loin. Si, dans de nombreux pays, l'éducation se trouve être un secteur particulièrement instable et remuant de la société capitaliste, ce n'est pas seulement du fait des « réformes » que la reproduction du capital impose à ce secteur, mais du fait que c'est *la reproduction du capital qui est devenue problématique*. C'est en devenant problématique, c'est-à-dire en étant *en crise comme reproduction*, que l'autoprésupposition du capital désigne, dans un premier temps, comme le lieu de sa crise, les secteurs de la société

2. Ce texte est publié dans ce volume, p. 95.

où sa reproduction prend une forme *spécialisée* par rapport à la société même. Elle touche d'abord les « entrants » et construit la catégorie sociale de la jeunesse. Cette crise de la reproduction s'est concentrée dans les lieux spécialisés de la reproduction, désignant la jeunesse précarisée comme son principal acteur (la « génération 600 euros »), dont les étudiants sont demeurés tout au long du mouvement les principaux *représentants*. C'est par là que le mouvement étudiant a été ce mouvement *général* d'émeutes.

Certains textes grecs, comme ceux de Blaumachen parlent de l'Université comme « fraction du capital » et considèrent les facs comme des lieux de travail – et d'exploitation – en conséquence, le blocage des facultés est compris comme une entrave à la reproduction d'ensemble, si ce n'est à la production tout court, dans la mesure où l'étudiant est considéré comme producteur d'une marchandise particulière : sa force de travail. Dans une telle approche, il faut distinguer deux choses : le dit et le non-dit, c'est-à-dire de quoi une telle analyse, théoriquement fautive, est le symptôme vrai.

À moins d'être des universités privées dans lesquelles s'engagent des capitaux particuliers réclamant au moins le taux de profit moyen et dans lesquelles l'étudiant est le client qui achète la marchandise leçon, les universités ne sont pas des fractions du capital (même dans ce cas, les universités ne seraient pas un secteur productif). Elles sont une fonction essentielle de la production/reproduction de la force de travail, mais, quelle que soit leur *utilité*, dans la mesure où, *via* l'État, c'est de l'argent comme revenu qui y fonctionne, elles ne sont pas des entreprises capitalistes, quelle que soit, là encore, la nécessité de la rationalisation de leur fonctionnement (moins l'étudiant traîne dans ses études, moins il coûte), comme pour n'importe quel *faux-frais* de la production. L'étudiant qui étudie (il ne s'agit pas ici du fait que « être étudiant » soit devenu une position sur le marché du travail précaire : il existe des emplois pour « étudiant », que ceux-ci soient tenus ou non par des étudiants) n'entre dans aucun rapport d'achat-vente de la force de travail et ne produit aucune marchandise contenant une plus-value que son employeur (l'administration de l'université) s'approprierait. L'étudiant doit s'investir dans la production de sa marchandise force de travail en tant que force de travail complexe, mais il ne se l'achète, ni ne se la vend à lui-même. Tant que cette marchandise reste attachée à sa personne, pure subjectivité, elle n'entre dans aucun rapport productif avec le capital. Même si nous admettions l'idée d'une fabrication par l'étudiant d'une marchandise, il ne serait pas un travailleur productif (de capital), tout au plus un petit producteur indépendant

portant sa marchandise sur le marché. Il faut remarquer ici que cette « idée de gauche » de l'étudiant producteur d'une marchandise rejoint un thème récurrent de la droite dite libérale selon lequel chacun est le petit entrepreneur de sa personne.

Dans l'autocompréhension vraie du mouvement comme anti-capitaliste, ce qui en fait un mouvement anti-capitaliste, la crise de la reproduction, produit une compréhension fautive de soi : l'étudiant est un travailleur productif, l'Université est un capital. Cette analyse « fautive » est le symptôme vrai de la situation qui structure la révolte « étudiante ». Le mouvement ne s'est pas construit lui-même comme anti-répression, anti-gouvernemental ou anti-réforme universitaire (en cela il marque une coupure par rapport à la continuité des révoltes étudiantes en Grèce). De fait, dans la révolte lycéenne et étudiante, c'est bien la reproduction de la société capitaliste qui est en jeu, qui est l'objet de la contradiction. Mais, en tant que telle, cette révolte est enfermée, malgré toutes les manifestations de sympathie et de solidarité de la « population », dans les formes institutionnelles de cette reproduction, comme une « rupture de contrat », comme faillite d'un État corrompu surveillé par le FMI et mentant sur son propre fonctionnement à la Commission de Bruxelles.

Le mode de production capitaliste lui-même est *en panne d'avenir*.

« Ce à quoi l'on assiste [en Grèce] est une espèce originale de révolte, préfigurée par les émeutes de Los Angeles, Londres et Paris, mais qui se déploie à partir d'une compréhension plus profonde du fait que l'avenir a été de toute façon pillé d'avance. Et en effet, on peut se le demander : quelle génération dans l'histoire moderne (mis à part les fils de l'Europe de 1914) a-t-elle été à ce point entièrement trahie par ses patriarches ? [...] Ma génération, celle du *baby-boom* lègue à ses enfants une économie mondiale en ruines, des inégalités sociales extrêmes, qui atteignent des niveaux stupéfiants, des guerres brutales sur les marges impériales et un climat planétaire devenu incontrôlable. » (Mike Davis, interview donnée à un journal grec, reproduit et traduit sur le site de *Contretemps*).

Si, dans l'aire capitaliste occidentale, les épisodes de plus forte conflictualité sociale se centrent sur la jeunesse précarisée (*s'unifiant* dans les émeutes en Grèce, contrairement à ce qui s'était déroulé dans la France de 2005-2006 entre les émeutes de banlieues et la lutte anti-CPE), c'est que la « jeunesse » est une construction sociale. C'est là que se situe le passage du mouvement étudiant à celui des émeutes, de façon tout à fait immédiate, c'est le contrat de travail qui résume ce passage. La crise construit et frappe (c'est un même mouvement) la

catégorie des « entrants » et cela selon les modalités de leur « entrée » : formation, précarité (et ceux qui sont dans une situation identique - immigrés). L'essentiel ici, c'est le *contrat de travail* qui situe cette force de travail dans son rapport à l'exploitation capitaliste au niveau des aléas du marché, de la mobilité du capital, etc. C'est quelque chose que l'on rencontre, avec plus ou moins de violence, partout en Europe et aussi aux États-Unis. C'est la crise de la reproduction en tant que telle qui annihile l'avenir et construit la jeunesse comme sujet de contestation sociale. L'avenir, dans le mode de production capitaliste, c'est la reproduction, sans cesse renouvelée, du rapport social capitaliste fondamental entre la force de travail et les moyens de production comme principal résultat de la production capitaliste elle-même. La crise du capital financiarisé n'est pas simplement le décor, la toile de fond, les circonstances, des émeutes en Grèce, elle est la forme spécifique de la panne d'avenir du mode de production capitaliste, par définition elle situe immédiatement la crise au niveau de la reproduction.

Le passage du mouvement étudiant à un mouvement généralisé d'émeutes prolétariennes visant la reproduction du capital en tant que telle dans ce qui la rendrait possible (nous verrons plus loin que ce fut là la limite de ces émeutes), c'est-à-dire les institutions, l'État, la violence, l'idéologie, l'échange, la marchandise, a produit ses acteurs à partir d'un matériau existant. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le développement du capitalisme en Grèce a été chaotique, détruisant les anciennes relations sociales plutôt que construisant de nouvelles impliquant et définissant l'ensemble de la société ; exemplaire à cet égard, l'entrée dans l'Union européenne en fut, pour l'instant, la dernière étape. La bourgeoisie grecque a toujours fait preuve de pusillanimité, à la remorque des grandes puissances capitalistes (depuis « l'indépendance » même) et regardant plutôt vers le large que vers son territoire national. L'industrie capitaliste grecque, après s'être développée sous la forme de quelques enclaves, le plus souvent aux mains de capitaux étrangers (comme l'était la famille royale), est maintenant exsangue. L'emploi, c'est la marine marchande, le tourisme et le secteur du bâtiment qui lui est lié, l'administration. La révolte contre le capitalisme qui ne l'a jamais fait vivre décemment est intrinsèque à la société grecque.

Les émeutes de décembre 2008 se situent à la conjonction de ce capitalisme prédateur dont l'organe est l'État, tenu par des mafias clientélistes, et de la cristallisation, dans le mouvement étudiant, de la défiance sociale, faite de haine et de mépris, qu'il suscite. Car, en Grèce, le mouvement étudiant est un « milieu social » débordant lar-

gement la situation étudiante ou lycéenne. Dans un tel capitalisme, les « marges », la « génération 600 euros », ont vite fait de *représenter* l'ensemble du fonctionnement social, surtout lorsqu'elles sont déjà organisées, comme dans le quartier d'*Exarchia* à Athènes, dans tout un réseau de résistance et d'alternatives (centres sociaux, imprimeries, cafés, locaux associatifs, artisanat, bazars, ateliers de coutures...), c'est-à-dire quand elles sont massives et traitent le capitalisme et l'État comme on considère une armée étrangère d'occupation. Le mouvement des émeutes n'est pas un mouvement étudiant non seulement parce que les étudiants et lycéens ont été immédiatement rejoints par toute une fraction de la population précaire et immigrée, parce qu'il a bénéficié de la sympathie et de la participation occasionnelle d'une partie de la population, mais aussi parce que le mouvement étudiant n'était *déjà* pas un mouvement « étudiant », la situation d'étudiant est une situation sociale et *politique* : c'est-à-dire un rapport conflictuel à l'État, à la fois l'exploiteur à venir (l'administration est quasiment le seul débouché), mais un exploiteur potentiel qui, se refusant, condamne à un *no man's land* social. Dans cette situation, produite par le fonctionnement même du capitalisme, la contrainte et l'extériorité du rapport social capitaliste apparaissent comme un *état*, un point de départ, et non comme une *activité* (nous avons là simultanément la force et la faiblesse de ces émeutes). La production de l'appartenance de classe et du rapport social capitaliste comme une contrainte extérieure, qui est une *activité* de classe à l'intérieur du rapport lui-même, apparaît ici comme *état* d'extériorité dont la simple violence est le fondement social. Que l'on comprenne bien que « l'extériorité » dont nous parlons est intrinsèque à une activité de classe qui, contre le capital, inclut pour la classe sa propre remise en cause, il n'est absolument pas question ici d'extériorité militante, interventionniste ou activiste. Quelles que soient les limites spécifiques du mouvement dont nous parlons ici, il serait absolument faux d'y plaquer les schémas de la critique du militantisme et de l'interventionnisme.

De façon cohérente les objectifs, les cibles, de ces émeutes ont été les *institutions où la reproduction du mode de production acquiert une forme séparée* par rapport à la société dont elles sont les institutions de reproduction tant politiques qu'économiques et idéologiques, ainsi que les formes de la *circulation* dans lesquelles le capital fait retour à lui-même. Quand c'est l'avenir qui est déjà pillé et que pratiquement et consciemment un mouvement se situe à ce niveau de la reproduction, même si celle-ci demeure perçue et attaquée comme instances séparées de la production, il ne peut y avoir de revendication, car il n'y

a plus d'alternative et même pas l'illusion, comme en Italie au même moment, qu'il puisse y en avoir une. C'est dans cette crise de la reproduction des rapports sociaux que s'ancre, dans l'autoprésupposition du capital, le moment *coercition et normalité* dont les émeutes ont été non seulement la mise à jour mais pratiquement *la mise en forme*.

La police et l'armée sont le dernier mot de l'autoprésupposition du capital face à la résistance aux dispositions prises par la classe capitaliste dans le domaine du travail, de la protection sociale (santé, retraite...), de l'éducation. Directement dans le rapport au travail, être précaire ou travailleur migrant signifie qu'il faut travailler chaque fois que le patron en a besoin, accepter de faire des heures supplémentaires non rémunérées et d'être licencié selon les aléas de la conjoncture. Cela signifie également être tabassé ou vitriolée à la moindre revendication ou même plainte. Être travailleur précaire ou migrant, c'est déjà vivre sous un régime de terreur, si l'on est un travailleur « grec-stable », la terreur du travail ce sont les « accidents » dont la multiplication suit l'intensification de l'exploitation. De façon absurde, le salaire et la reproduction de la force de travail tendent à devenir illégitimes pour le capital lui-même (cf. dans *Théorie Communiste* 22, le texte *Revendiquer pour le salaire*)³. C'est cela la crise de la reproduction, la panne d'avenir. C'est cela aussi, dans l'objectivité même du capital, la reproduction de son appartenance de classe devenant, pour le prolétariat, une contrainte extérieure dans le rapport même d'exploitation qui le reproduit comme classe et le lie indissociablement, en tant que classe, avec le capital. Il y a partout dans ces émeutes comme un sentiment de « rupture de contrat » de la part du capital : « Gagnerons-nous assez d'argent pour avoir des enfants ? »

Les émeutes en Grèce signifient la fin de la période ouverte, dans le

3. Dans le capitalisme restructuré, la reproduction de la force de travail a été l'objet d'une *double déconnexion*. D'une part déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail, d'autre part, déconnexion entre la consommation et le salaire comme revenu. C'est cette double déconnexion qui constitue la revendication salariale comme structurellement illégitime dans cette période du mode de production capitaliste et pas seulement contraire à la valorisation maximale du capital. C'est pour cela que la revendication salariale est certainement devenue le terrain où se prépare la production de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure et cela *au plus intime d'elle-même* : le rapport salarial par lequel, pour le prolétariat, son existence physique/sociale dépend du capital.

cycle de luttes actuel, avec la vague de grèves de 1995 en France et les concentrations « anti-sommets » de la fin des années 1990, c'est-à-dire la fin de la période du *démocratisme radical*⁴ comme expression et fixation des limites de la lutte de classe. Il n'y a plus d'autre avenir possible, parce qu'il n'y a plus d'avenir : *l'alternative est morte*. « Souvenez-vous des manifestations contre l'OMC et la "bataille de Seattle" en 1999 qui ouvrirent une nouvelle ère de protestation non-violente et d'activisme local⁵. La popularité des forums sociaux mondiaux, les millions de manifestants contre l'invasion de l'Irak par Bush et le large soutien aux

-
4. Ce que nous entendons par *démocratisme radical* ne désigne pas seulement une idéologie (« le citoyennisme »), c'est une pratique dont le contenu consiste à formaliser et entériner les limites des luttes actuelles dans leur spécificité. Ce qui est la dynamique révolutionnaire de ce cycle de luttes en est simultanément sa limite intrinsèque. Plus d'existence pour soi confirmée de la classe face au capital. Cela signifie que le prolétariat produit tout ce qu'il est, toute son existence dans les catégories du capital, c'est pour cela qu'il peut en être l'abolition ; mais c'est aussi toute la limite des luttes de cette période que formalise le *démocratisme radical* : entériner l'existence de la classe dans le capital. Tout cela est bien réel dans la lutte de classe et il existe un *parti de l'alternative* dont l'existence devient la justification de son idéologie. Pour le *démocratisme radical* la critique du mode de production capitaliste se limite à la nécessité pour le prolétariat de maîtriser ses conditions d'existence. Pour cela ce mouvement social trouve dans la démocratie revendiquée comme radicale la forme et le contenu le plus général de son existence et de son action (maîtrise, contrôle). Le prolétaire est remplacé par le citoyen, la révolution par l'alternative. Le mouvement est vaste : de formes qui ne revendiquent qu'un aménagement, un capitalisme à visage humain, jusqu'à des perspectives alternatives qui se veulent rupture d'avec le capitalisme tout en demeurant dans la problématique de la maîtrise, du contrôle, de la gestion.
5. Ici, Mike Davis oublie l'importance des affrontements des *Black blocs* avec la police dans l'importance et la dynamique de ces anti-sommets. Si cela ne change rien à l'analyse générale présentée dans cette citation, cet oubli ne permet pas de comprendre les contradictions mêmes de cette période du *démocratisme radical* et donc ne permet pas de comprendre que, dans la situation présente, sont en passe d'être dépassées *et* le *démocratisme radical* *et* l'autonomisation de la dynamique de ce cycle de luttes, c'est-à-dire la remise en cause de son appartenance de classe comme quelque chose à réaliser *face* au capital et non comme étant intrinsèque à la contradiction qu'est l'exploitation : dans les deux cas une autre vie était possible comme une alternative.

accords de Kyoto – tout cela véhiculait l’immense espoir qu’un “alter monde” soit déjà en train de naître. Dans le même temps, la guerre n’a pas pris fin, les émissions de gaz à effet de serre ont monté en flèche et le mouvement des forums sociaux a déperî. C’est tout un cycle de protestations qui est arrivé à son terme le jour où la chaudière du capitalisme mondialisé a explosé à Wall Street, laissant dans son sillage à la fois des problèmes plus radicaux et de nouvelles opportunités pour la radicalité. La révolte d’Athènes répond à une soif de colère : elle met fin à la récente sécheresse en la matière. Il est vrai que ceux qui l’animent semblent n’avoir qu’une faible tolérance pour les slogans d’espoir et les solutions optimistes. Ils se distinguent ainsi des revendications utopiques de 1968 ou de l’esprit rêveur et volontaire de 1999. C’est bien sûr cette absence de demande de réformes (et ainsi l’absence de toute prise permettant la gestion de la protestation) qui est l’élément le plus scandaleux – et pas les cocktails Molotov ou les vitrines brisées. Cela rappelle moins les mouvements étudiants des années 1960 que les révoltes intransigeantes de l’anarchisme des bas-fonds dans le Montmartre des années 1890 ou du *Barrio Chino* à Barcelone au début des années 1930. » (Mike Davis, *op. cit.*)

L’absence d’avenir, ce n’est pas seulement la disparition de la promesse de vivre mieux, mais encore le fait de poser comme enjeu la possibilité de pouvoir survivre et se reproduire en tant qu’être en chair et en os. Ce que les prolétaires ont la fâcheuse habitude d’être. Ce n’est pas de leur faute : être de chair et d’os est absolument une contrainte et une construction *sociales*, le prolétaire est le premier travailleur purement physique, une subjectivité sans objet (il n’a aucune relation objective ou personnelle à aucun moyen de production ou de subsistance). Quand le prolétaire est menacé dans sa constitution physique, c’est sa définition sociale qui est en jeu.

Au même moment, les « slogans d’espoir » et les « solutions optimistes » sont encore de mise en Italie. On peut voir dans cette discordance un simple effet de situations économiques contrastées entre l’Italie et la Grèce, où l’État vient de voir sa note rétrogradée quant à la confiance que les investisseurs peuvent mettre en lui. Mais demain, l’Italie peut connaître une vague d’émeutes semblable à la Grèce et la Grèce un vaste mouvement revendicatif avec floraison de collectifs de base. Il faut surtout considérer que la lutte de classe est un processus mondial et global, mais qui n’est pas homogène, et dans lequel les luttes ne prennent pas place sur un axe chronologique, où il y aurait des « mouvements d’avant-garde » et des « anachronismes ». Si la situation où le prolétariat agissant en tant que classe est dans un rapport

contradictoire tel avec le capital que sa lutte peut être sa propre abolition, si cette situation est la dynamique de ce cycle de luttes, elle se construit de façon chaotique. Là, au travers de revendications salariales que le mode de production capitaliste ne peut et ne veut plus satisfaire ; là, au travers de vastes mouvements de base auto-organisés proposant des alternatives ; là, au travers d'émeutes produisant l'appartenance de classe comme contrainte extérieure et le rapport d'exploitation comme pure et simple coercition. Personne n'est en avance, personne n'est en retard, parce qu'aucun n'est indépendant.

Cependant, dans ce chaos, tous les termes ne sont pas identiques et n'entretiennent pas le même rapport à la dynamique de ce cycle considérée comme totalité. La dynamique de ce cycle de luttes, c'est l'*écart* que certaines pratiques actuelles créent à l'intérieur même de ce qui est la limite générale de ce cycle de luttes : agir en tant que classe. L'activité de classe du prolétariat est maintenant de plus en plus déchirée de façon interne : elle n'a, en demeurant action de classe, que le capital pour horizon (toute libération du travail et affirmation du prolétariat comme classe dominante ayant disparu), simultanément dans son action contre le capital, c'est sa propre existence comme classe qu'elle rencontre et qu'elle doit traiter comme quelque chose à supprimer. La plupart des luttes actuelles sont amenées à vivre cet écart, cette déchirure intérieure, les émeutes en Grèce n'y ont pas échappé.

Agir en tant que classe comporte un écart par rapport à soi, dans la mesure où cette action comporte la propre remise en cause de la classe par rapport à elle-même : la négation par le prolétariat de son existence comme classe à l'intérieur de son action en tant que classe (c'est cela l'écart dans l'action en tant que classe). Dans les émeutes en Grèce, le prolétariat ne revendique rien et ne se considère contre le capital comme le fondement d'aucune alternative, simplement, il ne veut plus être ce qu'il est.

Au même moment, malgré son ampleur bien plus grande, sa large mise en mouvement de la classe ouvrière, l'« *Onda anomala* » italienne est renvoyée, de par la seule simultanéité des émeutes en Grèce, à ses impasses, à son absence de perspective. Les émeutes en Grèce signifient que l'*Onda* n'a pas de perspectives, n'indique pas l'avenir de la lutte des classes. Inversement, la simultanéité même de ces luttes (italiennes et grecques) confère aux émeutes en Grèce un sens qu'elles n'aurait pas en dehors de cette simultanéité, celui de désigner, dans le fait d'agir en tant que classe, la nature même des limites actuelles de la lutte de classe à l'intérieur de celle-ci considérée comme un tout.

Cette intrication, comme écart, des éléments de la lutte de classe

a d'ores et déjà un sens, celui de la remise en cause par le prolétariat de son existence de classe dans sa lutte contre le capital. En Grèce, le principal contenu de cette remise en cause a été de montrer et mettre en forme la reproduction des rapports sociaux capitalistes comme incluant la coercition.

Le moment coercition

L'exploitation n'est pas le contenu d'un rapport contradictoire entre deux termes symétriques (il n'y aurait pas alors de contradiction), elle est une différence de relation à la totalité qui, vu son contenu, détermine un terme à remettre en cause et dépasser cette totalité. Ce n'est pas l'exploitation en soi qui porte son dépassement, c'est la situation et l'activité spécifique du prolétariat, comme pôle que le mode de production capitaliste comme totalité implique, qui porte et produit le dépassement de cette totalité.

L'exploitation, c'est la valorisation du capital dans ses trois moments constitutifs : le face à face de la force de travail et du capital, la subsomption du travail sous le capital, la transformation de la plus-value en capital additionnel. Ici, c'est ce troisième moment qu'il faut plus particulièrement prendre en compte. Une crise de la reproduction se définit par le fait que le mouvement de l'autoprésupposition du capital, le double moulinet de sa reproduction ⁶, ne remet pas de lui-même chacun à sa place.

6. « Le procès de production capitaliste reproduit donc de lui-même la séparation entre travailleur et conditions du travail. Il reproduit et éternise par cela même les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre, et mettent le capitaliste en état de l'acheter pour s'enrichir. Ce n'est plus le hasard qui les place en face l'un de l'autre sur le marché comme vendeur et acheteur. C'est le double moulinet du procès lui-même, qui rejette toujours le premier sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme son produit toujours en moyen d'achat pour le second. Le travailleur appartient en fait à la classe capitaliste, avant de se vendre à un capitaliste individuel. Sa servitude économique est moyennée et, en même temps, dissimulée par le renouvellement périodique de cet acte de vente, par la fiction du libre contrat, par le changement des maîtres individuels et par les oscillations des prix de marché du travail. Le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité ou comme reproduction, ne produit donc pas seulement marchandise, ni seulement plus-value ; il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié » (Marx, *Le Capital*, Livre I, chapitre XXIII, Ed. Sociales, t. 3, pp. 19-20).

Cette transformation de la plus-value en capital additionnel n'est jamais acquise : de par la concurrence, bien sûr, au niveau le plus superficiel, aussi de par le fait que cette transformation implique la rencontre du capital marchandise et de l'argent comme capital ou moyen de circulation (c'est la possibilité générale des crises), mais surtout parce qu'elle implique la transformation sous-jacente de la plus-value en profit, donc le rapport de la plus-value au capital total engagé et, dans le renouvellement des cycles de production, l'augmentation de la composition organique. La baisse du taux de profit est constamment le caractère *jamais acquis* de la transformation de la plus-value en capital additionnel, et donc du renouvellement du procès. Il ne s'agit pas ici d'un problème qui n'affecterait que des capitaux individuels en tant que tels. Si, en effet, le caractère jamais acquis de cette transformation de la plus-value en capital additionnel apparaît au niveau des capitaux individuels, c'est qu'il y a concurrence ; mais ce n'est pas là qu'il trouve son origine, s'il y a concurrence, c'est qu'il y a baisse du taux de profit. Le caractère jamais acquis de la transformation de la plus-value en capital additionnel est une caractéristique du capital social.

Que ce soit la transformation de la plus-value en capital additionnel qui soit problématique passe tout autant par les transformations du capital, les faillites, les licenciements, la transformation d'une partie de la population en surnuméraires, que par l'augmentation des cadences, la transformation du procès de travail, la fixation du prix de la force de travail. La transformation de la plus-value en capital additionnel c'est aussi et tout d'abord l'extraction d'une plus-value « suffisante » pour permettre cette transformation. « Les deux formes [de l'extorsion de surtravail] ont en commun que le capital est un *rapport coercitif* (souligné dans le texte) visant à extorquer du surtravail... » (Marx, *Un chapitre inédit du Capital*, Ed. 10/18, p. 195)

C'est là que réside la possibilité générale de la crise de l'exploitation comme pratiques contradictoires entre des classes, c'est là que réside le processus de particularisation des termes de la contradiction dans leurs activités de sujets, c'est là que réside leur indépendance et leur implication réciproque, c'est là que *dans l'exploitation*, réside la coercition.

L'autoprésupposition du capital n'est pas un mouvement automatique qui, en tant que tel, se suffirait à lui-même pour remettre chacun à sa place. L'autoprésupposition du capital n'est pas la respiration d'un monstre automatique, elle contient, comme fonction d'elle-même, l'action des sujets de la contradiction. C'est là que le rapport d'exploitation est coercition, tant comme activité de la classe capitaliste que comme activité du prolétariat en tant que lutte contre cette remise à sa

place. Pour la classe capitaliste, cette action se concentre comme État.

Le mode de production capitaliste tel qu'il est sorti de sa restructuration est une autre organisation de l'espace de la reproduction du capital et une autre organisation de la violence. Les « marges » ne sont plus rejetées à la périphérie, mais partout intégrées à tous les niveaux d'échelles de la reproduction. Si le principal résultat du procès de production, c'est la reproduction du face à face entre le prolétariat et le capital, que de ce face à face découle *ipso facto* le premier moment de l'échange entre le capital et le travail (achat-vente de la force de travail) ne va pas de soi. Partout la disciplinarisation de la force de travail face à un prolétaire redevenu, *en tant que prolétaire*, un pauvre, est le contenu de l'ordre du jour. Les formes d'interventions sont celles de la discipline.

Le rapport d'exploitation contient de façon immanente un rapport de domination directe, d'assujettissement et de contrôle social et policier. Mais si on prend le rapport de domination, d'assujettissement, pour l'ensemble du rapport d'exploitation, la partie pour le tout, on perd en route le rapport d'exploitation et les classes. Le moment de la coercition, pris comme point de départ et posé comme la totalité du rapport de l'individu à la société, sombre inéluctablement dans le point de vue de l'individu isolé et de la critique de la vie quotidienne. C'est-à-dire que l'on a perdu la *structure* qui fait qu'il y a *individu isolé*, on se contente alors de partir de ce qui n'est qu'un résultat.

Dans certaines conditions et configurations de la lutte des classes, peuvent se développer des pratiques qui, *pour elles-mêmes*, se séparent des autres moments de l'exploitation. C'est alors fondamentalement à l'intérieur du rapport d'exploitation que le prolétariat produit pratiquement le capital comme coercition, comme une contrainte extérieure à l'intérieur même du rapport de classe. En même temps, à l'autre pôle de la contradiction, la reproduction du capital devient corruption, affairisme, népotisme. Dans une crise de la reproduction qui, comme en Grèce, place au premier plan comme fondement de la société les instances institutionnelles et marchandes de sa reproduction, l'autoprésupposition du capital semble être devenue folle. Ce qui n'est que coercition d'un côté, apparaît comme pur affairisme et corruption de l'autre. Le « contrat » est rompu : « Tout cela se déroule [la misère du peuple] alors que des millions d'euros atterrissent dans les poches d'entreprises religieuses [référence aux scandales fonciers du Mont Athos] et d'athlètes olympiques dopés et payés des sommes extravagantes pour "glorifier la patrie". Un argent qui finit dans les poches des riches et des puissants. Des pots-de-vin sont versés aux "copains" et

des journalistes corrompus se livrent à de sordides marchandages afin de couvrir des scandales impliquant le gouvernement. Alors que des dizaines de personnes périssent dans des incendies de forêts pour permettre au grand capital de transformer ces zones en sites touristiques et que des travailleurs crèvent dans les chantiers de construction et dans les rues et que leurs décès sont classés comme de simples "accidents du travail". » (Tract *Plus rien ne sera jamais comme avant*, traduit sur le site de *Ni patrie Ni frontières*)⁷

En Grèce, la crise de la reproduction, la panne d'avenir, ont désigné les catégories sociologiques qui en sont les acteurs (étudiants, lycéens, immigrés de la seconde génération, travailleurs précaires) et construit la catégorie sociale qui en est la synthèse : la jeunesse.

C'est toute l'ambivalence de ces émeutes : la remise en cause de ce que l'on est, non seulement part de ce que l'on est (ce qui va de soi), mais encore fait de ce que l'on est la catégorie *particulière* devant exprimer la dissolution *générale* des conditions existantes. En tant que réponse policière, la réponse de l'État n'est pas « à côté de la plaque ». La réponse de l'État est au niveau de ce contenu général, le quadrillage policier semblable à celui d'une armée d'occupation est un avertissement donné à tout le prolétariat précaire et au-delà. La reproduction du face à face entre la force de travail et le capital devient une affaire de discipline. Ces émeutes ont été un mouvement de classe et non une simple agitation d'activistes (ce qui serait également un mouvement de classe), mais il n'a pas été une lutte dans ce qui est la matrice même des classes : *la production*. C'est par là que ces émeutes ont pu accomplir cette chose capitale de produire et de viser l'appartenance de classe comme contrainte, mais elles n'ont pu le faire et atteindre ce point qu'en se heurtant, comme à leur limite, à ce *plancher de verre* de la production. Et la façon (objectifs, déroulement des émeutes, composition des émeutiers, etc.) dont ce mouvement a produit cette contrainte extérieure a été intrinsèquement définie par cette limite. Ce fut l'ambivalence de ce mouvement. Les émeutes en Grèce n'ont pas été que la fin du démocratisme radical, *mais aussi celle des milieux alternatifs* qui, à partir de leur propres critiques en actes du mode de production capitaliste, ont fait apparaître *pour eux-mêmes*, dans leur propre pratique, la séparation entre reproduction et production, séparation qui est devenue leur plancher de verre.

La configuration de la lutte des classes qui se met alors en place fait que ces acteurs balancent sans cesse entre, d'une part, le point de vue

7. Ce texte se trouve dans ce volume, p. 120

de l'individu isolé et la réduction du rapport capitaliste à la coercition, et, d'autre part, l'inclusion de ce moment dans l'exploitation et la reproduction de classe. Mais cette inclusion prend la forme particulière d'un appel et d'une référence à la classe ouvrière dans une perspective syndicaliste de base et auto-organisationnelle. Cet appel avec ce contenu prit une forme caricaturale avec les militants de l'ESE (Union syndicaliste libertaire), qui se réclame de l'anarcho-syndicalisme (opposée à la majorité du mouvement anarchiste située sur des bases dites « insurrectionnalistes ») C'est le dilemme dans lequel se situe ce mouvement, c'est une de ses limites et simultanément là où il définit un *écart* (comme on le verra au chapitre suivant) dans l'action du prolétariat en tant que classe. En fait, l'ESE est un tout petit groupe, ce sont les seuls à se réclamer officiellement de l'anarcho-syndicalisme. Ils ont un écho très limité ou même insignifiant dans le « milieu » en Grèce. Mais il est difficile de dire d'autre part qu'une forte majorité du « milieu anarchiste » est composée d'« insurrectionnalistes », même s'il est clair que la manière d'envisager l'usage de la violence comme une nécessité concerne la grande majorité de ce milieu. Après 2003 et le déclin du mouvement anti-mondialisation, on a assisté en Grèce à une sorte de « restructuration » du milieu anarchiste, beaucoup de jeunes l'ont rejoint, entraînant un élargissement et une modification de son rapport à la « société ». Les tentatives de mettre en place des « syndicats de classe », selon un anarcho-syndicalisme pas complètement théorisé, sont le produit de cette modification. Les membres de ces syndicats (en premier lieu le syndicat de tous ceux qui travaillent, comme indépendants, avec leur moto) jouèrent un rôle essentiel dans l'initiative d'occuper le siège de la GSEE. Ce nouvel aspect des rapports à l'intérieur du milieu anarchiste fut un des facteurs expliquant, d'un côté, la forte interaction entre la généralisation des émeutes et le milieu anarchiste, et, d'un autre côté, la scission telle qu'elle s'est manifestée lors de l'occupation du siège de GSEE et dans quelques autres cas moins tranchés. En ce sens, on peut dire, que le « milieu » lui-même reproduisait en son sein l'ambivalence générale de ces émeutes et, à son niveau, *l'écart* qui s'y est produit.

En Grèce, c'est dans cette configuration et dans l'ambiguïté qu'elle contenait que, pour les prolétaires en lutte, leur appartenance de classe, leur propre définition comme classe dans leur rapport au capital, a été produite et est apparue comme une contrainte extérieure. *Ils se sont, par leur propre pratique, remis en cause comme prolétaires dans leur lutte, mais ils ne l'ont fait qu'en séparant, dans leurs attaques et leurs objectifs, les moments et les instances de la reproduction sociale.* Pour le reste, il

s'agissait de se référer à une classe ouvrière demeurant ce qu'elle était et appelée seulement à s'auto-organiser (même lorsque des étudiants/travailleurs précaires ont investi deux centres d'appel (*call centers*), le travail n'a été interrompu que quelques instants). *Reproduction et production du capital sont demeurées étrangères l'une à l'autre*. Le résultat de ce balancement, ce fut le caractère minoritaire du mouvement et *finalement*, lors de son repli, son auto-enfermement sur les quartiers d'Exarchia à Athènes et d'Ano Poli à Thessalonique.

La lutte est restée centrée sur la reproduction et le troisième moment de l'exploitation, les émeutiers grecs ne pouvaient pas faire grève, ils n'ont pas mis en avant, pour eux, une identité ouvrière, ils l'ont uniquement invoquée pour les autres. Attaquer le capital comme reproduction séparée et comme contrainte à la reproduction des rapports sociaux, c'est non seulement ne pas interrompre la production capitaliste, mais c'est aussi ne pas pouvoir envisager, même très hypothétiquement, l'expropriation du capital, l'emparement des éléments du capital productif et des éléments matériels de la reproduction sociale et des flux, pour ses propres buts avec toutes les limites et les ambiguïtés qui vont avec (autogestion...).

Les « Assemblées populaires de quartiers » n'ont, en général, jamais duré et ont laissé « les gens du coin » indifférents ou, au mieux, simplement curieux⁸. Il faut cependant signaler le cas de l'occupation de la mairie d'un quartier sud d'Athènes où les employés municipaux poursuivent certaines activités en liaison avec l'assemblée du quartier : « Dans Aghios Demetrios, l'assemblée populaire de l'occupation a essayé de coopérer avec les employés municipaux pour redémarrer quelques services sans la médiation des autorités municipales. L'objectif était de satisfaire les besoins sociaux urgents, tels que le fait d'éditer des cartes vertes pour les immigrants et de payer les salaires et les allocations supplémentaires. Le maire et le conseil municipal ont intimidé les ouvriers en essayant de les empêcher de fournir ces services. » (TPTG et Blaumachen, *op. cit.*).

De façon générale, il faut banalement regarder les chiffres relatifs aux diverses manifestations qui excèdent rarement 200 ou 300 personnes dans une agglomération (Athènes-Le Pirée) qui dépasse les quatre millions d'habitants (*cf.*, dans ce volume, *Présentation actua-*

8. Aghios Dimitros : 5 jours ; Halandri : 8,5 jours ; Zografou, en janvier, occupation d'un vieux café municipal qui a duré 12 jours ; seule l'occupation d'un autre vieux café municipal à Nea Smirni est toujours en cours après deux mois et demi (mars 2009).

lisée des événements récents à Athènes et Thessalonique vus par les yeux de quelques participants prolétariens). Dire sur un ton emphatique qu'il s'agit d'une « révolte de toute une partie de la population », comme on peut le lire dans un tract diffusé en région parisienne, relève de la pure fantaisie. Cependant, ce qui échappe aux chiffres c'est la diffusion du mouvement. Si l'on peut dire que les émeutiers ou même les manifestants étaient minoritaires, il faut ajouter qu'ils étaient minoritaires... *partout*. Certains jours à Athènes il pouvait y avoir quatre manifs de quartier simultanées en plus d'une manif centrale et de la poursuite des occupations. De toute façon, la question d'un « mouvement de masse » ou non ne se ramène pas simplement à une question de nombre, le critère c'est la liaison entre production et reproduction qui perd alors ses déterminations d'*institutions* de la reproduction et de vie quotidienne⁹. La limite de l'extension de ces émeutes ne fut pas un phénomène purement quantitatif ou un simple manque (« il aurait fallu que la classe ouvrière directement engagée dans la production et la circulation entre dans la danse »), *la limite ne doit pas être considérée comme un extérieur, comme simplement quelque chose qui borde mais comme définitoire même de ce dont elle est la limite*, de façon intérieure.

Dans *Comme un hiver d'un millier de Décembre*, TPTG et Blaumachen écrivent : « Les flics sont de façon crue et visible le sommet de l'iceberg dont la masse est faite de la corruption scandaleuse du gouvernement, d'un État de contrôle sécuritaire – renforcé après les Jeux Olympiques de 2004 – qui n'hésite pas à tuer de sang-froid, de l'attaque continuelle des salaires, de la perpétuelle augmentation du coût de la vie et du coût pour les ouvriers de leur reproduction par la démolition graduelle de l'ancien système de retraite et de santé, d'une détérioration des conditions de travail et d'une augmentation

9. L'évaluation du nombre des manifestants et, encore plus, parmi ceux-ci, des émeutiers est, on le sait, un exercice difficile. Si l'on compare les chiffres donnés dans la *Présentation actualisée...* écrite en décembre par TPTG et Blaumachen et ceux figurant dans le texte *Comme un hiver d'un millier de Décembre* des mêmes auteurs, rédigé début février 2009, on constate des écarts notables. Les 10 000 émeutiers de la nuit du 6 décembre (*Présentation actualisée...*) deviennent 2 000 dans le texte de février ; en revanche les 4 000 du second jour deviennent 10 000. Le troisième jour (lundi 8 décembre), les 1 500 émeutiers de la manifestation de 20 000 personnes (chiffre inchangé quant à lui) deviennent 10 000 dans le texte de février. Pour les manifestations des jours suivants, le texte de février ne donne plus de chiffres, on peut supposer « valables » ceux du texte de décembre.

du travail précaire et du chômage, d'une surcharge de travail insupportable dans les lycées et les universités, d'une destruction effrayante de la nature, d'une apparence clinquante constituée d'inconsistants objets du désir dans les centres commerciaux et les clips télé, accessibles seulement si vous acceptez un lourd surcroît d'exploitation et d'anxiété. » Le problème c'est que tout cela ne fut attaqué que comme attaque des flics, attaque de ce sommet de l'iceberg.

La lutte contre la coercition, c'est la lutte contre la « normalité », c'est-à-dire « leur normalité, la normalité de l'exploitation capitaliste, la misère, la répression et la mort » dit un tract du mouvement. Le mouvement, dans sa limite et sa dynamique, exprime, pour le meilleur et pour le pire, le point de vue de la vie quotidienne. Du point de vue de sa transformation, la banalité et l'inintérêt de la vie quotidienne sont renversés en preuve de sa centralité. La banalisation et l'ennui sont posés comme le principe général de cette société : le sapin de Noël géant en plastique de la place Syntagma peut alors devenir une cible hautement stratégique que la police anti-émeutes protège et les magasins de la rue Ermou, ouverts le dimanche pour faciliter et accélérer les achats de Noël, sont des objectifs tout comme le métro et son morne transport de la force de travail : « je consomme, donc je suis », « travaille, consomme, meurs » proclament les banderoles déployées lors d'une petite manif (150 personnes) et d'une intervention qui ont duré une heure dans un centre commercial. Mais, du point de vue de la critique de la vie quotidienne, le prolétariat n'est que marchandise-force de travail à partir de laquelle se produit la révolte contre sa situation de marchandise, cette révolte provient non de la contradiction que recèle cette situation *dans le mode de production capitaliste lui-même et pour lui*, c'est-à-dire de sa situation même de marchandise force de travail, des contradictions qui y sont présentes (surtravail/travail nécessaire ; valeur d'usage/valeur d'échange), mais de ce que cette situation nie : la vie, le vécu, etc. Parce que la critique de la vie quotidienne ne dépasse pas celle de la marchandise et de l'échange, entre le prolétariat et le capital il ne s'agit pas de la contradiction de deux termes formant une totalité et n'existant que l'un par l'autre, mais de deux termes qui ne sont pas chacun la raison d'être de l'autre et sa négation ; en fait ce n'est pas une contradiction.

Avoir construit dans l'exploitation, par sa pratique, le moment coercition comme inclus dans la reproduction du mode de production capitaliste et non comme simple répression policière, est le principal apport général des émeutes en Grèce. La coercition ne se limite pas à la répression, elle inclut tous les processus sociaux et toutes les institu-

tions par lesquels le prolétariat est constamment mis en situation par le capital de le valoriser. Ce moment est inclus dans l'exploitation en tant qu'autoprésupposition du capital, inclus dans le procès qui fait de la production capitaliste une reproduction. Le moment de coercition de l'autoprésupposition, au-delà de la simple intervention policière, n'a pas été la cause mais le contenu des émeutes. Ces émeutes ont montré l'inclusion de la coercition dans le procès de reproduction des rapports sociaux capitalistes, mais elles ont montré cette *inclusion* comme étant, de façon interne, leur propre *manque*, dans la mesure où l'attaque de ce moment et de toutes les institutions qui le mettent en œuvre est demeurée séparée de la production. C'est la situation sociale même des émeutiers qui est apparue dans cette contradiction de l'inclusion et du manque. Étudiants sans avenir, jeunes immigrés, travailleurs précaires, ils sont des prolétaires vivant au quotidien la reproduction des rapports sociaux capitalistes comme coercition, coercition *incluse* dans cette reproduction parce qu'ils sont prolétaires, mais la vivant quotidiennement comme *séparée* et aléatoire (accidentelle et non nécessaire) par rapport à la production même. Ils luttent à la fois dans ce moment de la coercition comme séparé et conçoivent et vivent cette séparation que comme un manque de leur propre lutte contre ce mode de production.

C'est par là que ce mouvement a produit l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure, mais ce ne fut qu'ainsi. C'est par là qu'il se situe au niveau de ce cycle de luttes et en constitue un moment historique déterminant. C'est l'attaque des institutions et des formes de la reproduction sociale prises pour elles-mêmes qui, d'un côté, l'a constitué et a fait sa force qui en a simultanément exprimé ses limites. Limites dont la manifestation empirique la plus évidente est son impossibilité, par ce qui en a constitué sa force, à s'étendre. Malgré toute la sympathie populaire qui a été la sienne, il n'a jamais été un mouvement de masse. Ce fut une sympathie de spectateurs intéressés, mais de spectateurs. Le mouvement, par là même, est demeuré à la périphérie de ce qui était ses objectifs mêmes : les institutions de la reproduction, ne les affectant jamais de façon déterminante, paradoxalement parce que c'était ses objectifs et sa raison d'être spécifiques. Ni la production, ni la circulation du capital ne furent à aucun moment réellement affectées, même le blocage des achats dans les magasins de la rue Ermou (ou dans des centres commerciaux de la périphérie), le dimanche précédant Noël, fut finalement un échec pour la simple raison que les chalands se pressaient pour leurs achats. Tout comme interrompre une minute la diffusion d'un programme télé pour dire aux spectateurs de descendre

dans la rue relève du fantôme pur et simple s'ils n'y sont pas déjà.

Essentiellement, ce mouvement a été celui de l'autonomisation de la reproduction, globalement comme vie quotidienne, spécifiquement comme critique des appareils institutionnels de la reproduction. Les deux aspects se sont trouvés synthétisés dans la critique de la démocratie. Les émeutes en Grèce semblent être le premier mouvement de l'époque récente où la démocratie est centralement et réellement critiquée tant comme forme politique gouvernementale que comme mode de fonctionnement de la lutte elle-même. C'est un mouvement qui n'a aucune illusion politique, si ce n'est précisément celle de la critique de la démocratie.

Voyant le mouvement de France, les auteurs du tract circulant en région parisienne que nous citions précédemment peuvent justement écrire : « Les émeutiers grecs nous montrent ainsi une voie qui avait été cherchée lors de la contestation du CPE et ces dernières semaines (occupations de lycées et d'autres bâtiments, blocage de voies de communication et quelques baignoires cramées) ils font mieux et refusent le dialogue truqué avec l'État et ses sbires ». Cette contestation de la démocratie gouvernementale et du fonctionnement démocratique dans la lutte elle-même ne relève pas d'une meilleure méthode de lutte enfin trouvée mais de son absence de revendication et de représentant. En tant que crise de la reproduction, c'est l'existence même d'un rapport avec l'État et quelque institution que ce soit qui est contestée : le mouvement ne produit ni revendication, ni représentant. « Disparition de tous ceux qui parlent pour nous : partis, syndicats, experts, journalistes, associations », dit le même tract.

En juin 2006, le groupe Blaumachen de Thessalonique avait publié un texte, *L'occupation, pas la démocratie !*, tirant une expérience critique de la lutte anti-CPE telle qu'elle s'était déroulée en France et des luttes étudiantes en cours à ce moment-là en Grèce. Quelques mois plus tard, dans une brève présentation, le contenu du texte est ainsi défini : « [II] a été défini par ce que nous voyions alors comme la principale faiblesse du mouvement, c'est-à-dire l'adhésion aux procédures démocratiques et généralement à l'idéologie démocrate, accompagnant l'absence de toute critique du travail scolaire et du rôle de médiation des médias ». Cette même présentation évoque un autre texte contemporain (*Que les occupations deviennent des barricades temporelles*) « introduisant la revendication d'un "salaire social" ». Si tout le texte définit bien les entraves à la lutte que constitue son cours démocratique, ce qui n'est pas compris c'est la liaison entre le contenu de la lutte, l'existence même de revendication(s) (la revendication implique la démocratie comme

auto-reconnaissance du groupe et rapport à l'adversaire), ses acteurs, et la mise en forme démocratique. Le cours démocratique de la lutte est simplement critiqué comme une mauvaise méthode de luttes. En cela, l'idéologie démocratique chassée par la porte revient par la fenêtre.

« Quand se constituent des procédures de délibération (une assemblée, une coordination ou un Parlement), la principale question ce ne sont pas les procédures par lesquelles la volonté de tous les participants peut s'exprimer, mais le rapport entre le processus de débat et l'action, une question qui ne peut être dissociée de la nature de l'action elle-même. Nous n'avons que faire des procédures par lesquelles l'opinion de tout un chacun peut s'exprimer. Nous ne voulons pas débattre avec tout le monde. » (Blaumachen, *op. cit.*). Malgré la remarque selon laquelle « cette question ne peut être dissociée de l'action », la question demeure toujours celle de la prise de décision, c'est-à-dire que le point de départ est toujours l'individu et le groupe qui va agir comme une somme d'individus ayant décidé d'agir ensemble. Quelle que soit la procédure mise en œuvre pour prendre la décision, la question est toujours celle de l'individu et de la décision. Dans le cours d'une lutte, la démocratie n'est pas une forme de la prise de décision et du rapport à l'action que l'on pourrait remplacer par une autre. La critique formelle de la démocratie ne dit pas pourquoi celle-ci existe, pourquoi elle s'impose en tant que contenu comme forme de cette lutte. Cette critique dit bien pourquoi cette forme est une entrave mais ne dit pas pourquoi l'entrave existe et est *choisie* par les acteurs de cette lutte. À ce moment-là, si la critique elle-même demeure démocratique, c'est qu'elle propose un autre choix, une autre façon de faire. Mais, en réalité, dans toute lutte où apparaît une critique des procédures démocratiques, ce qui est en jeu c'est le passage à un autre contenu de la lutte, *ce n'est pas alors la procédure ancienne qui est l'objet de la critique mais l'ancien contenu de la lutte*. C'est ce passage que la critique des procédures démocratiques manque dans sa compréhension de la lutte en cours et dans la propre compréhension d'elle-même.

Durant les émeutes récentes en Grèce, il semblerait que le mouvement ait spontanément débuté et se soit construit dans l'action directement au-delà des procédures démocratiques, reconnues comme entraves, aussi bien dans la lutte elle-même, qu'en tant que forme de gouvernement (la démocratie étant immédiatement considérée comme la forme actuelle de l'État et de sa police que l'on hait, ni plus ni moins). Bien sûr, il fut question de « démocratie directe » et d'un meilleur processus de discussion pendant les assemblées (« plus de gens doivent parler », « tout le monde a le droit de parler », « nous ne voulons pas que les "spécialistes" parlent à notre place », « nous

sommes tous égaux »). Mais un mouvement qui ne formule aucune revendication face à l'État donne à sa lutte un contenu qui ne nécessite aucune forme de représentation, le mouvement n'a à exister que pour lui-même dans ses affrontements et ses contradictions. Les procédures de prises de décision sont conflictuelles, mais ne sont pas *démocratiques* au sens où ces décisions n'impliquent ni majorité, ni minorité, ni formation d'organes de représentation, ni contrainte générale d'application. En fait, ce ne sont pas des procédures de prises de décision, mais des confrontations et des échanges insérés dans l'action.

Il faut citer longuement le *Deuxième communiqué de l'occupation de la Faculté d'économie* d'Athènes pour se rendre compte de l'énorme et radicale avancée théorique et pratique que furent ces émeutes dans leur critique simple et directe de la démocratie. « De l'autre côté [le premier côté était celui de la « rage sociale »], une démocratie qui s'écroule dans la crise économique, illégitimée socialement par des petits et grands scandales, avec plein de pauvres et de marginalisés, une démocratie qui essaye d'arracher le consentement pour réprimer les émeutes... Des actes théâtraux de sensibilité du Premier ministre, des ministres, des députés, des journalistes et autres parasites devant les caméras, qui demandent la nécessité de la paix sociale et de la coopération de l'État et de la société sous la promesse de plus de démocratie. Cependant le fameux mythe de la démocratie, "le contrat social", devient cendres dans les rues de la mutinerie sociale actuelle. C'est pour cela que le régime essaye de se reconstituer. C'est pour cela qu'il y a plein de rencontres et de meetings du gouvernement. C'est pour cela que les médias jouent un rôle de propagande étatique, de création de la peur et du mensonge organisé. [...] C'est pour cela que les écoles sont fermées dans une tentative de ne pas laisser les écoliers se retrouver et se concentrer. C'est pour cela que le syndicat central a transformé la manifestation de grève en un simple rassemblement à Syntagma. C'est pour cela que les piliers gauchistes du système "comprennent" la cause juste de la rage sociale mais condamnent les actions extrêmes et posent la question de la chute du gouvernement en transformant la mutinerie en simple manifestation contre la politique gouvernementale. » Tout simplement, « de l'autre côté », c'est la démocratie qui se dresse ou plutôt qui s'effondre dans la « rupture du contrat », dit le texte cité.

Mais une telle critique ne signifie pas pour autant que la démocratie ne soit pas revenue dans le mouvement sous la forme de sa critique. Ce retour de la démocratie sous la forme de sa critique, c'est la lutte contre la coercition, la normalité de la vie quotidienne et l'inscription des émeutes comme lutte contre la reproduction en tant que forme séparée.

Les émeutes en Grèce ont été, en actes, une certaine conception de la reproduction des rapports sociaux et de l'idéologie. Faute de pouvoir pratiquement attaquer la reproduction des rapports sociaux capitalistes à la racine, c'est-à-dire en tant que production de valeur et de plus-value, le mouvement a amalgamé production et circulation de la valeur (même si les blocages de la circulation semblent être demeurés symboliques) et a réduit, dans sa pratique, la reproduction des rapports sociaux à une attaque contre la normalité de la vie quotidienne marchande. Si l'on peut parler de démocratisation de la critique de la démocratie, c'est que, ce que l'on critique, les rapports sociaux capitalistes, est alors réduit à l'intériorisation par l'individu de ce qui lui est inculqué par l'école, les médias, les intellectuels collaborateurs, l'expérience sociale. L'idéologie est bien vue comme une force pratique portée par toutes sortes d'institutions et de comportements, mais la reproduction des rapports sociaux qu'elle autorise est réduite à une mécanique d'intériorisation/inculcation qui lui conférerait sa force pratique. Le mécanisme de l'intériorisation des normes dominantes, qui déterminent et contraignent les actes des individus, lui donnerait sa force matérielle perpétuant les rapports sociaux : « Tais-toi et consomme. » ; « Lui travaille, vote, et se tait. » ; « La conscience naît dans les barricades. Réveille-toi. » (Quelques pancartes lors d'une manifestation devant le centre commercial *The Mall* à Athènes).

À ce prix, et c'est le prix que les émeutes en Grèce ont payé pour que leurs limites soient leur dynamique, l'absence d'impact et d'actions dans la sphère de la production (chose évidente tout au long du mouvement) est devenue, au prix de cette réduction idéologique de la reproduction des rapports sociaux capitalistes, une attaque globale contre leur reproduction. Le problème, c'est que la reproduction des rapports sociaux, y compris les rapports de production, est posée comme assujettie à la soumission des individus à des normes de comportement dont la consommation et le travail sont les paradigmes, de même que la production de valeur apparaît comme assujettie à sa circulation. En fait, toute société est bien reconnue comme se reproduisant comme production, mais cette production est suspendue à l'acceptation de la reproduction des rapports sociaux inculqués aux individus qui, par là, acquièrent un rôle de ciment de la structure sociale. La reproduction des rapports sociaux consiste en ce que, pour les individus, les idées sont des actes matériels, insérés dans des pratiques, normés par des rituels, définis par les appareils idéologiques et les institutions desquels dérivent les idées de ces sujets. Attaquer globalement la société capitaliste devient attaquer les comportements et

les peurs enfermant l'individu dans un carcan idéologique, lui dictant inconsciemment sa conduite et ses objectifs, dans un sens évidemment favorable à la reproduction du système existant. Chacun de ces comportements, chacune de ces institutions sont alors produites comme autant de *terrains de luttes politiques*.

La reproduction économique, centrée sur la production/reproduction du capital, doit être complétée par la reproduction des rapports de production comme rapport de domination, étant entendu que cette reproduction doit découler de l'intégration/intériorisation des valeurs et des normes de la société actuelle ou alors, quand tout cela se déchire, de la répression violente et sans phrases. La visée stratégique consiste alors à défaire cette inculcation et ces habitudes constituant le ciment de la société, ce par quoi les hommes peuvent vivre ensemble sous la domination des capitalistes et des maîtres du monde.

Défaire cette inculcation, c'était la lutte elle-même et son contenu, cela n'a jamais été en Grèce une activité militante apportant la conscience de son aliénation au peuple. Les émeutiers agissaient à partir de leur propre situation et contre elle. Si l'on peut parler de la lutte contre les rapports sociaux en tant qu'inculcation et idéologie dont dépendrait la reproduction générale de la société, il n'y a là aucun rapport « d'éclaircissement » ou de désintoxication, dirigé vers une population à éveiller, de la part d'une avant-garde éclairée. Le mouvement a été foncièrement anti-capitaliste et fièrement affirmatif de lui-même, c'est par là qu'il a rejoint une grande partie de la population *sans propagande*. C'était un mouvement adéquat à une crise du rapport entre le capital et le prolétariat, dans laquelle l'initiative revenait jusque là au pôle de la contradiction qui subsume l'autre en tant qu'économie et nécessité. C'était la mise-en-lutte-de-classes de la crise du capital, une désobjectivation.

Mais une désobjectivation qui faisait l'économie de l'objectivité de l'économie. Comme nous l'avons dit en introduction, « c'est en devenant problématique, c'est-à-dire en étant *en crise comme reproduction*, que l'autoprésupposition du capital désigne, dans un premier temps, comme le lieu de sa crise, les secteurs de la société où sa reproduction prend une forme *spécialisée* par rapport à la société même » et nous ajoutons : désigne comme acteurs de cette crise cette fraction du prolétariat pour laquelle les aléas de la reproduction sont sa définition même. Cette crise de la reproduction touche d'abord les « entrants » et construit la catégorie sociale de la jeunesse, elle s'est concentrée dans les lieux spécialisés de la reproduction, désignant la jeunesse précarisée comme son principal acteur (la génération 600 euros). Cette fraction n'avait besoin d'aucune propagande pour toucher le reste de la classe,

mais pour elle la reproduction apparaissait comme *une activité et un statut particuliers*.

Il en résulte que chaque comportement ou institution devient le lieu et l'enjeu d'une lutte spécifique contre la domination du capital (même si elles sont destinées à s'unifier) ; les luttes portent contre le système de domination coupable de maintenir le sujet dans sa sujétion (en général, la prison devient la cible paradigmatique de cette vision idéologique du mode de production capitaliste). Mais ni l'école, ni la famille, ni la consommation, ni la politique, ni la prison ne produisent les classes, ce ne sont pas là la matrice de la division sociale, ce que suppose, pris pour lui-même, le concept de domination et l'attaque même bien réelle de celle-ci. La lutte contre la domination prend pour objet la même fausse question qui fonde l'idéologie démocratique : comment des individus forment une société, quel est le ciment qui les tient ensemble, pour les uns dans une position dominante, pour les autres dans une position dominée ? La société devient un environnement de l'individu. Le point de départ est la forme « individu », distincte (opposée ou intégrée) de la « Société » comme ensemble de relations qui échappent à l'individu et lui paraissent étrangères, comme environnement, structure objective, contrainte extérieure avec laquelle il doit composer. L'idéologie de la démocratie se fonde sur la question du « comment les individus *font* société ? » ; la proposition inverse « comment les individus *défont* la société ? » demeure alors une critique démocratique de la démocratie. *À la théorie du contrat, comme résultante de la diffusion de l'échange marchand, succède la critique de la vie quotidienne et de la normalité comme critique de l'intériorisation du fétichisme du capital.*

Sous quelque aspect qu'on les considère, dans leur puissance même, ces émeutes ont constamment, elles-mêmes, désigné un angle mort : la classe ouvrière, la sphère de la production.

Dynamique et limite des émeutes en Grèce

Actuellement, la révolution est suspendue au dépassement d'une contradiction constitutive de la lutte de classe : être une classe est pour le prolétariat l'obstacle que sa lutte en tant que classe doit franchir/abolir. Les émeutes en Grèce ont posé cet obstacle, formalisé la contradiction *et elles en sont restées là*. Ce fut là leur limite, mais la contradiction est maintenant posée pratiquement pour ce cycle de luttes dans le capitalisme restructuré *et sa crise*.

Les émeutes, par leurs cibles, leur modalités d'action, leur type d'organisation, l'attaque de la société capitaliste en tant que reproduction

des rapports sociaux, la production pratique du moment coercition de l'autoprésupposition du capital, ont eu pour contenu principal la lutte du prolétariat contre sa propre existence comme classe. Cette détermination essentielle des luttes actuelles ne s'est pas autonomisée comme elle avait pu le faire dans le « mouvement d'action directe » au début des années 2000, le fait d'être prolétaire n'est pas devenu quelque chose à dépasser, comme un préalable à la contradiction et à la lutte contre le capital. Le mouvement des émeutes en Grèce ne s'est pas satisfait de lui-même, contrairement au mouvement d'action directe, il ne s'est pas construit comme autoréférentiel. Le mouvement s'est toujours voulu et a réellement été un mouvement de la classe prolétarienne. Mais c'est précisément à cette volonté et à cette existence réelle de son action en tant que classe qu'il s'est heurté, comme à sa limite interne. D'un côté, la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe est demeurée minoritaire, parce qu'enfermée dans un segment de la force de travail (étudiants, précaires, immigrés) même si cette minorité était présente *partout*, la généralité de la situation de ce segment est demeurée sa particularité et la remise en cause de la reproduction est restée *séparée de la production dans le moment coercition de l'autoprésupposition du capital* ; de l'autre, l'existence du mouvement comme activité de classe s'est scindée entre cette remise en cause et un « appel » à être rejoint par la classe ouvrière dans la manifestation de son autonomie et de son auto-organisation, ce qui était dans une contradiction évidente avec la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe qui était alors en jeu.

C'est dans ce dernier aspect des émeutes que s'est joué l'essentiel de la dynamique et des limites du mouvement. D'un côté l'action en tant que classe qu'était ces émeutes, du fait même de ses acteurs, produisait l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure, de l'autre elle ne pouvait demeurer action de classe (fuir l'autonomisation de son refus de la condition prolétarienne en mode de vie), dans sa séparation minoritaire (on a vu qu'il ne s'agit pas que d'une question de chiffres), qu'en se référant à une classe ouvrière largement devenue mythique en tant qu'autonomie et auto-organisation. Cela a pu prendre la forme étrange et caricaturale de ce texte qui a beaucoup circulé sur le *web* tant son intitulé était accrocheur : *Lettre ouverte des travailleurs d'Athènes à ses étudiants*¹⁰. On pouvait y lire cette phrase pleine de grandiloquence

10. Ce texte a circulé en France sous ce titre, mais son titre exact est seulement *Une lettre ouverte aux étudiants*, elle a été écrite par un participant aux événements dans le but de réduire la distance entre travailleurs et étudiants.

mais dénuée de sens : « Ne restez pas seuls ; faites appel à nous. [...] N'ayez pas peur de nous appeler pour que nous changions nos vies tous ensemble ».

Cette jonction, aux dires d'un anarcho-syndicaliste grec, a été principalement recherchée par les occupants de l'École d'économie que l'on pourrait qualifier d'anarchistes-lutte des classes (par rapport aux occupants de l'École polytechnique : anarchistes « puristes », selon le même texte relayé par le site de la CNT-AIT de Caen). Les « Comités de travailleurs » organisés à l'École d'économie (ASOEE), mentionnés par ce même texte, n'ont jamais existé sans parler de « Comités » d'un secteur particulier, la chose s'est limitée à des interventions sans grande efficacité sur les lieux de travail. Même si massivement la classe ouvrière n'a pas bougé durant toute ces journées, le travail de liaison et de jonction n'était pas un pur acte militant et la sympathie générale que rencontrait le mouvement au sein de la masse des ouvriers une simple compassion. Le lundi 8 décembre (deux jours après l'assassinat d'Alexandre), lors d'une manifestation estimée à 20 000 personnes, nombre d'entre elles, peut-être plus de 1 500, marchaient « en dehors et en dedans » de la manif attaquant les banques et détruisant les magasins de luxe du centre-ville, il y eut beaucoup de pillages dans les magasins du début de l'avenue du Pirée, les gens marchaient doucement et personne n'a vraiment essayé d'arrêter ni les attaques, ni le pillage (cf. *Présentation actualisée des événements récents à Athènes et Thessalonique vus par les yeux de quelques participants prolétariens*, TPTG et Blaumachen). De même, le jeudi 18 décembre, lors d'une autre des rares manifestations un tant soit peu massives, la tête de la manif ralentit pour empêcher l'encerclement par les flics du cortège anarchiste. La connexion existait objectivement. Il est évident pour n'importe quel travailleur que la répression étatique est intrinsèquement liée à l'exploitation économique, à la pauvreté, aux licenciements. Dans une Europe qui exige 70 heures de travail par semaine pour les travailleurs, la répression devient le dernier « argument » de la classe capitaliste et des États.

Malgré cela, durant toute cette période, aucune vague de grèves n'apparaît ni même de grève locale d'une quelconque ampleur, alors que surtout durant les premiers jours suivants le meurtre d'Alexandre les manifestations spontanées et violentes se multiplient. Même les enseignants ne font qu'une grève de 24 heures le 9 décembre, veille de la grève générale prévue par la GSEE ¹¹ bien avant les événements.

11. GSEE : Confédération syndicale des travailleurs de Grèce. Elle est la centrale syndicale unique dont la direction est liée au Parti socialiste grec.

Lors de la grève générale du 10 décembre « contre le budget 2009 de l'État », la manifestation prévue est remplacée par les syndicats par un simple rassemblement sur la place Syntagma qui ne réunit que 7 000 personnes, quelques affrontements avec la police ont lieu, mais pour la masse des manifestants ça renacle mais ça marche. Surtout, le lendemain, aucune queue de grève n'apparaît. Si, le mercredi 17 décembre, les ouvriers en grève du chantier de l'Acropole (toujours en construction) soutiennent l'accrochage par les étudiants de deux banderoles géantes sur le site, ils arrêtent leur grève dans la journée sur la promesse de la satisfaction de leurs revendications. Le lendemain 18 décembre, le syndicat de base des postiers (qui souhaite représenter tous ceux qui utilisent leur moto comme travailleurs indépendants) appelle à une grève d'une journée, alors que le syndicat des ouvriers des librairies et des maisons d'édition appelle à un arrêt de 4 heures (de 13 h à 17 h). Le vendredi 19 décembre, « pendant la journée, ouvriers permanents et intérimaires, étudiants et chômeurs des occupations de l'ASOEE et de la GSEE organisaient des interventions dans deux centres d'appel : MRB (une compagnie organisant des sondages d'opinion publique) et OTE (la compagnie de télécommunications nationale de Grèce). La première intervention est survenue autour de midi et seulement quelques personnes y ont participé à cause de la grande distance entre le site et le centre-ville. Dans la deuxième intervention, environ 60 personnes ont participé et ont bloqué le travail pendant quelques minutes. Les ouvriers intérimaires dans le centre d'appel ont répondu à l'action de façon positive. » (TPTG et Blaumachen, *op. cit.*). « De façon positive... », mais ils ont continué à travailler.

À Thessalonique, le lundi 9 décembre, jour des obsèques d'Alexandre, il y eut un débrayage de tous les travailleurs du secteur public pour l'après-midi. Toujours à Thessalonique, lors d'une manifestation traversant des quartiers populaires : « Un grand nombre d'habitants du quartier applaudissaient, alors que d'autres se joignaient à la manif, un fait qui témoigne de la large sympathie avec l'insurrection, même de la part de prolétaires qui ne participaient pas aux émeutes ou aux autres actions. » (TPTG et Blaumachen, *op. cit.*). En résumé, beaucoup de sympathie, peu d'actions. « De façon générale, les émeutes n'ont pas eu d'effets significatifs sur les lieux de travail, dans le sens qu'il n'y eut aucun appel à la grève pour les soutenir. La seule exception fut la grève des enseignants le jour de l'enterrement du jeune Alexis et la grande participation à la manifestation du jour de grève contre le budget de l'État, le 10 décembre. Cela mis à part, la rébellion ne toucha pas les lieux de travail. » (TPTG et Blaumachen, *Comme un hiver*

d'un millier de Décembre). Dans *Courant Alternatif* de janvier 2009, on peut lire : « Un mouvement de caractère global, mais peut-être pas véritablement généralisé. Et c'est sans doute sa principale limite. Il aura sans doute manqué quelques assemblées populaires communales supplémentaires pour faire tâche d'huile. Auront sans doute également fait défaut des mobilisations d'acteurs sociaux (les travailleurs, les salariés notamment), à la fois dans l'inscription de leurs localisations propres et dans la pleine visibilité de ces places et de leur manière de les occuper que les événements politiques généraux du soulèvement avaient ou auraient pu procurer. ». Au-delà de la relative obscurité de la fin de la phrase, qualifier, quand on parle de lutte de classe d'« acteurs sociaux » « les travailleurs et les salariés notamment », relève pour le moins de l'euphémisme, et qualifier leur absence de quelque chose qui simplement « a fait défaut », relève d'une théorie de la lutte de classe que l'on a du mal à cerner. Au-delà de ces critiques, que ce soit pour TPTG ou Blaumachen autant que pour *Courant Alternatif*, cette absence saute aux yeux. Mais relever cela comme simplement un manque par rapport à ce qui a eu lieu traduit une erreur de méthode et d'analyse. La limite fait partie de la définition de ce dont elle est la limite, la limite n'est pas un extérieur de la définition.

On ne peut pas juger de l'importance de ce qui s'est passé en Grèce si l'on ne tient pas compte de ces faits. Dans une telle situation, le souhait d'un anarcho-syndicaliste grec espérant « qu'il sortira de cela un nouveau mouvement avec des structures de travailleurs, syndicales, sociales plus populaires plus organisées et plus axées sur les luttes » balance entre l'incantation et l'obsolescence.

Le mouvement a été celui d'une attaque, d'une remise en cause, d'un refus, par des prolétaires de leur situation de prolétaires, mais il a été le fait d'une fraction du prolétariat (étudiants, précaires – souvent les mêmes – travailleurs migrants) qui, bien qu'exprimant la situation générale de la force de travail, est demeurée, tout au long du mouvement, une fraction particulière. Ce qui fut déterminant, c'est que cette remise en cause dans la lutte des classes ne s'est pas autonomisée, elle s'est voulue et a été tout du long une manifestation ouvrière, elle est demeurée action de classe et relations internes à la classe ouvrière. C'est clairement et *pratiquement* que ces émeutes ont formalisé l'enjeu principal de la lutte des classes actuelle : agir en tant que classe dans la lutte contre le capital contient pour le prolétariat sa propre remise en cause et pose l'action en tant que classe comme sa limite à dépasser. Les choses sont apparues et ont été pratiquées en tant que telles. On peut compter sur le cours de la crise pour que la généralité ne demeure

plus particulière.

Quand le rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital se situe au niveau de la reproduction, la contradiction du prolétariat au capital contient la remise en cause du mouvement dans lequel il est lui-même reproduit comme classe. C'est là maintenant le contenu et l'enjeu de la lutte des classes. Agir en tant que classe, c'est actuellement, d'une part, n'avoir pour horizon que le capital et les catégories de sa reproduction, d'autre part, c'est, pour la même raison, être en contradiction avec sa propre reproduction de classe, la remettre en cause. Dans le cycle de luttes actuel la contradiction entre le prolétariat et le capital se tend à un point tel que la définition de classe devient une contrainte extérieure, une extériorité simplement là parce que le capital est là. L'appartenance de classe est extériorisée comme contrainte. C'est là le moment du saut qualitatif dans la lutte de classe, c'est là que l'on peut passer d'un changement dans le système à un changement du système.

La dynamique de ce cycle de luttes apparaît comme un écart à l'intérieur de la lutte de classe, c'est-à-dire comme un écart à l'intérieur même de l'action en tant que classe.

Dans ses formes mêmes d'actions, le mouvement a exprimé cet *écart* constitutif. On a déjà insisté sur l'attaque de toutes les formes institutionnelles de la reproduction générale des rapports sociaux capitalistes (essentiellement l'État), sans que cette attaque de la *reproduction* inclue en elle la *production*. L'attaque de la reproduction s'est trouvée comme en apesanteur au-dessus du plancher de verre la séparant de la production. Il faut également considérer les blocages et les occupations comme des formes découlant de cette situation. Laissons de côté, pour les considérer en eux-mêmes, le fait que les blocages ne semblent pas avoir été d'une grande efficacité.

La stratégie du blocage part d'une idée juste : le capital est valeur en procès, c'est-à-dire que la valeur ne s'y perd jamais en passant de la forme argent à la forme marchandise, de la production à l'échange, de l'échange à la consommation (s'il s'agit de la consommation productive définissant le capital). Cette stratégie considère que le capital est un flux, une production fondée sur l'échange, que circulation et production sont chacun un moment l'un de l'autre et s'incluent réciproquement.

Énonçant les conditions fondamentales du rapport du capital (*Fondements de la critique de l'économie politique*, Ed. Anthropos, t. I, pp. 427-428), Marx nous donne : 1° d'un côté la force de travail vivante ; 2° de l'autre côté la valeur ou le travail matérialisé ; 3° un libre rapport d'échange en tant que médiation entre les deux ; 4° « Enfin, le côté représentant les conditions objectives du travail en tant

que valeurs indépendantes et existant pour elles-mêmes, doit avoir la forme-valeur et avoir pour but l'auto-valorisation de l'argent, et non pas la jouissance immédiate ni la création de valeur d'usage ». Le 4° n'est pas qu'une glose sur le 2°, mais découle de la relation double de la médiation (la circulation) aux extrêmes qu'elle médie : présupposition et résultat. Il faut alors distinguer deux acceptions de l'échange (de la circulation) : d'une part, l'échange comme moment particulier du procès de reproduction, qui alors alterne avec la phase de production, d'autre part, l'échange comme forme du procès de reproduction, comme par exemple dans des expressions comme « la production fondée sur l'échange ». En tant que moments qui se dressent l'un en face de l'autre, circulation et production sont immédiats, devant être médiatisés. Pour la circulation simple, cette médiation est le procès de production qui génère les marchandises qui doivent y être de nouveau jetées de l'extérieur. Pour le capital, dès lors que l'on considère le capital dans son mouvement d'ensemble, la production inclut la circulation tout autant que l'inverse. « La circulation n'est qu'un moment de la production car c'est uniquement par cette dernière que le capital devient capital ; et, de même, que la production n'est qu'un moment de la circulation, si nous considérons celle-ci comme la totalité du procès de production. » (*ibid.* t.2, p.10-11). Dès lors, à la différence de la circulation simple, les éléments que la circulation médie ne lui sont plus extérieurs, mais sont ses présuppositions et son résultat.

L'inclusion de la production comme moment de la circulation et vice-versa ne doit pas faire oublier que la totalité se compose de moments distincts que précisément Marx détaille au moment même où il affirme cette inclusion réciproque. « Si nous considérons l'ensemble de la circulation du capital, nous distinguons quatre moments, étant donné que les deux grands moments du procès de production et de circulation se scindent à leur tour en deux (nous pouvons partir soit de la circulation, soit de la production). [...] Ces moments sont 1° le procès de production proprement dit et sa durée ; 2° la conversion du produit en argent, et la durée de cette opération ; 3° la transformation de l'argent en portions adéquates de matières premières, moyens ou conditions du travail, bref, en les éléments productifs du capital ; 4° l'échange d'une portion du capital contre la force de travail vivante ; il faut considérer cette transaction comme un moment particulier, puisque le marché du travail est régi par d'autres lois que celle du marché des denrées par exemple. » (*ibid.*) Le procès immédiat n'épuise pas le cycle de vie du capital, il doit être complété par le procès de circulation qui devient la médiation du procès de production social.

Le procès de production social se distingue du procès de production immédiat en tant que ce dernier s'oppose à la circulation immédiate.

Si l'on en revient à la stratégie du blocage, on s'aperçoit que, de son fondement juste en théorie, elle glisse vers plusieurs amalgames. Tout d'abord l'amalgame entre circulation et transports : la circulation n'a pas le même sens pour le capital et pour la gendarmerie. L'amalgame entre la circulation comme moment particulier du procès de reproduction, qui alors alterne avec la phase de production, et la circulation comme forme générale du procès de reproduction. Il n'en reste pas moins que les marchandises et la force de travail doivent matériellement se déplacer d'un point à un autre (l'échange, au sens strictement économique, dans le mode de production capitaliste, est étranger à cette question) et que cela est indispensable à la reproduction du capital. En fait la stratégie du blocage repose sur un fondement théorique dans la théorie du capital comme circulation, qui ne correspond pas à la pratique effective qu'elle est. Cela n'est pas très gênant tant que l'on parle d'action, cela le devient quand sur ces amalgames se greffent des théories sur la définition du travail productif et de la valeur. Le blocage de la circulation (sens de la gendarmerie) entrave la production de valeur parce qu'il ne peut pas ne pas rejaillir sur elle, et non parce qu'il est en lui-même un blocage de la production de valeur. Il serait même plus juste de dire qu'il ne s'agit pas d'un blocage de la circulation, mais de la production au sens où les transports sont un prolongement du procès immédiat de production. La stratégie, dite du « blocage de la circulation », ne nécessite ni ne justifie aucun *aggiornamento* théorique.

Pour en revenir à la Grèce (entre autres car la stratégie du blocage est caractéristique d'un nombre grandissant de luttes), le blocage est reconnu par ses acteurs mêmes comme la forme de lutte de ceux qui n'ont pas une prise immédiate sur la production. Il ne s'agit cependant pas d'un pis-aller dans la mesure où le blocage peut avoir une efficacité redoutable. Mais il s'inscrit, dans le cas de la Grèce, comme forme de lutte, dans cette séparation entre, d'une part, l'attaque de la reproduction des rapports sociaux et, d'autre part, la production, séparation qui a défini ces émeutes. Ici la reproduction c'est le mouvement des entrants (*input*) dans le procès de production, la condition de sa continuité.

Pour les occupations de bâtiments publics, qui furent une nouvelle forme de luttes venant des émeutes, elles s'inscrivent dans le mouvement général d'attaque de toutes les formes institutionnelles de la reproduction.

Quand nous parlons de la séparation entre reproduction et production, production et circulation, est-ce à dire que les émeutiers grecs

n'étaient pas des travailleurs productifs ou pire n'étaient pas des prolétaires (ou des prolétaires marginaux et périphériques) ? Si l'on veut raisonner ainsi, beaucoup de ces émeutiers étaient des travailleurs productifs au sens le plus strict du terme : échangeant leur force de travail avec un capital engagé dans le secteur de la production. En outre, une stricte définition du travail productif ne signifie pas que seuls les travailleurs productifs sont des prolétaires. Un travailleur improductif vend sa force de travail et est exploité pareillement par son capitaliste, pour lequel son degré d'exploitation déterminera la part de plus-value qu'il pourra s'approprier comme profit. C'est de la définition stricte du travail productif que l'on peut déduire que le prolétariat ne se limite pas aux travailleurs productifs. En effet, premièrement, il est dans l'essence même de la plus-value d'exister comme profit, y compris pour les capitaux productifs eux-mêmes, deuxièmement, pour cette raison même, c'est toute la classe capitaliste qui exploite toute la classe ouvrière, de même que le prolétaire appartient à la classe capitaliste avant même de se vendre à tel ou tel patron. Cependant le travail social global que le capital crée en se l'appropriant (le travail social ne préexiste pas dans le prolétaire ou l'ensemble de la classe antérieurement à son appropriation) n'est pas une masse homogène sans distinctions, médiations et hiérarchie, il n'est pas une totalité significative dans laquelle chaque partie contient toutes les déterminations de la totalité. Il ne faut pas éluder un problème central : si chaque prolétaire a un rapport formellement identique à son capital particulier, il n'a pas, selon qu'il est un travailleur productif ou non, le même rapport au capital social (il ne s'agit pas de conscience, mais d'une situation objective). S'il n'y avait pas, au centre de la lutte des classes, la contradiction que représente le travail productif, pour le mode de production capitaliste et pour le prolétariat, nous ne pourrions pas parler de révolution (elle serait quelque chose d'exogène au mode de production, au mieux une utopie, au pire rien).

C'est le mode même selon lequel le travail existe socialement, la valorisation, qui est la contradiction entre le prolétariat et le capital. Défini par l'exploitation, le prolétariat est en contradiction avec l'existence sociale nécessaire de son travail comme capital, c'est-à-dire valeur autonomisée et ne le demeurant qu'en se valorisant : *la baisse du taux de profit est une contradiction entre les classes*. Le prolétariat est constamment en contradiction avec sa propre définition comme classe : la nécessité de sa reproduction est quelque chose qu'il trouve face à lui représentée par le capital pour lequel il est constamment nécessaire et toujours de trop. Le prolétariat ne trouve jamais sa confir-

mation dans la reproduction du rapport social dont il est pourtant un pôle nécessaire. C'est cela la contradiction du travail productif¹².

Les travailleurs productifs ne sont pas pour autant révolutionnaires par nature et en permanence. Les classes ne sont pas des collections d'individus, le prolétariat et la classe capitaliste sont la polarisation sociale de la contradiction que sont la baisse du taux de profit ou le travail productif qui structure l'ensemble de la société. Le rapport particulier (par rapport à tout autre travail exploité) du travail productif au capital social ne se fixe pas comme l'essence des travailleurs productifs. Cependant, dans la contradiction du travail productif qui structure *l'ensemble de la société* et la polarise en classes contradictoires, les travailleurs productifs ont une situation singulière. En bloquant la production de valeur et de plus-value, les hommes qui vivent au cœur du conflit du capital comme contradiction en procès ne font pas que « bloquer ». Dans leur action singulière, qui n'est rien de spécial, mais simplement leur engagement dans la lutte, la contradiction qui structure l'ensemble de la société comme lutte des classes revient sur elle-même, sur sa propre condition, c'est par là que l'appartenance de classe peut se déliter et qu'à l'intérieur de sa lutte le prolétariat entame son autotransformation (cela dépend de toutes sortes de circonstances et cela n'arrive pas chaque fois que des travailleurs productifs sont en grève).

Si le prolétariat ne se limite pas à la classe des travailleurs productifs de plus-value, c'est *la contradiction qu'est le travail productif qui le construit*. Le travail productif (de plus-value, c'est-à-dire de capital) est la contradiction vivante et objective de ce mode de production. Il n'est pas une nature attachée à des personnes : le même travailleur peut accomplir des tâches productives et d'autres qui ne le sont pas ; le caractère productif du travail peut être défini au niveau du travailleur collectif ; le même travailleur (intérimaire) peut passer, d'une semaine à l'autre, d'un travail productif à un autre qui ne l'est pas. Mais le rapport de l'ensemble du prolétariat au capital est construit par la situation contradictoire du travail productif dans le mode de production capitaliste. La question est de savoir, toujours historiquement et conjoncturellement, comment cette contradiction essentielle (constitutive) construit, à un moment donné, la lutte des classes, sachant qu'il est dans la nature même du mode de production capitaliste que cette

12. « Travail productif n'est qu'une expression ramassée pour désigner l'ensemble du rapport et la manière dont l'ouvrier et le travail se présentent dans le procès de production capitaliste. » (Marx, *Un chapitre inédit du Capital*, Ed. 10/18, p. 231)

contradiction n'y apparaisse pas en clair, la plus-value devenant par définition profit et le capital étant valeur en procès.

Si la révolution pourra partir des usines, elle n'y restera pas, elle commencera sa tâche propre quand les ouvriers en sortiront pour les abolir, elle se heurtera à l'auto-organisation, à l'autonomie et tout ce qui pourra se rattacher au « conseillisme ». Cette révolution sera celle de l'époque où la contradiction entre les classes se situe au niveau de leur implication réciproque et de leur reproduction. Et « le maillon le plus faible » de cette contradiction, l'exploitation qui relie les classes entre elles, se situe dans les moments de la reproduction sociale de la force de travail, là où justement, loin de s'affirmer, la définition du prolétariat comme classe du travail productif apparaît toujours (et de plus en plus dans les formes actuelles de la reproduction) comme contingente et aléatoire, non seulement pour chaque prolétaire en particulier, mais structurellement pour l'ensemble de la classe. Mais si la lutte de classe demeure un mouvement au niveau de la reproduction, elle n'aura pas intégré en elle-même sa propre raison d'être, la production. *C'est là actuellement la limite récurrente de toutes les émeutes et « insurrections », ce qui événementiellement les fait définir comme « minoritaires ».* La révolution devra investir la production pour l'abolir en tant que moment particulier des rapports entre les hommes et abolir par là-même le travail dans l'abolition du travail salarié. C'est là le rôle déterminant du travail productif et de ceux qui, à un moment donné, sont les porteurs directs de sa contradiction, parce qu'ils la vivent dans leur existence pour le capital à la fois nécessaire et superflue. Ils possèdent *objectivement* la capacité de faire de cette attaque une contradiction pour le capital lui-même, de retourner la contradiction qu'est l'exploitation contre elle-même. Le chemin de l'abolition de l'exploitation passe par l'exploitation elle-même ; comme le capital, la révolution est encore, elle aussi, un processus objectif.

C'est dans ce procès de la révolution que la propre définition du prolétariat comme classe des travailleurs productifs apparaîtra réellement, en actes, comme limitée. La définition du prolétariat n'est plus une catégorie socio-économique, tout comme celle de la classe capitaliste, mais la polarisation, comme activités, des termes de la contradiction qu'est l'exploitation, ce qui est déjà pour chaque lutte le critère permettant de juger de son approfondissement et de la mise à jour de ses propres causes.

En Grèce, aucune question ne s'est posée en termes de travailleurs productifs ou improductifs, de cœur ou de périphérie du prolétariat. Les émeutiers (travaillant par exemple dans la restauration rapide)

pouvaient être de stricts travailleurs productifs et les employés municipaux qui sont demeurés plus ou moins spectateurs de stricts travailleurs improductifs. La séparation entre reproduction et production qui a marqué le mouvement pour le meilleur et pour ses limites a résulté de la situation particulière de ces travailleurs au niveau non de leur « productivité » ou « improductivité », mais simplement de la forme de leur contrat de travail ou de leur situation dans la « panne d'avenir » du mode de production capitaliste.

La crise actuelle innove quant à la gestion de l'emploi par les entreprises. Dans les crises précédentes, y compris celle de 1993, pour ajuster la force de travail à la baisse de la production, les entreprises réduisaient d'abord les heures supplémentaires, elles mettaient fin ensuite aux missions d'intérim et aux contrats à durée déterminée, elles passaient ensuite au chômage partiel et enfin enchaînaient avec des « plans sociaux ». Dans la crise actuelle, les emplois précaires (CDD et intérim) apparaissent comme un « amortisseur » beaucoup plus important, protégeant du coup davantage le « noyau dur » du salariat (en France, par exemple, le nombre d'heures supplémentaires est en hausse en septembre et octobre 2008), ce qui n'empêche pas le chômage partiel de se développer. Ce type de gestion est le résultat de la flexibilisation du marché du travail acquise durant le développement du mode de production capitaliste restructuré. Le nombre de travailleurs précaires est devenu si important que les chiffres du chômage s'envolent.

Dans la contradiction entre le prolétariat et le capital, il n'existe plus quelque chose de sociologiquement donné *a priori* comme pouvait l'être « l'ouvrier-masse » de la grande usine. Le caractère diffus, segmenté, éclaté, corporatif des conflits, c'est le lot nécessaire d'une contradiction entre les classes qui se situe au niveau de la reproduction du capital et cela n'a pas manqué de structurer les luttes en Grèce.

Il n'y a pas de fraction de la classe ouvrière plus centrale qu'une autre, ce qui compte c'est la dynamique et la crise des modalités d'exploitation de la force de travail globale. Ce que nous pouvons raisonnablement envisager c'est que ce mode d'exploitation de la force de travail globale atteigne ses limites, comme crise de ce cycle d'accumulation et comme dépassement révolutionnaire de ce cycle de lutte, dépassement qu'il aura lui-même produit. Mais tant que l'exclusion apparaîtra comme exclusion, cela signifiera paradoxalement qu'il y a reproduction du rapport social d'exploitation. Pour l'instant, en Grèce, il n'y a eu aucune grève notable, le fonctionnement de l'État n'est nullement bloqué, les occupations n'ont essentiellement concerné que les facultés, quelques mairies de quartier, des théâtres et briè-

vement des stations de radio, le terme d'« insurrection », parfois employé, est trompeur. Si les émeutes ont fait du dégât, rien n'a bloqué les mouvements essentiels des entreprises grecques. Pour l'instant rien ne nécessite l'intervention de l'armée, parfois évoquée. Cependant, il n'existe aucun lien logique, théorique, historique, empirique entre la dynamique d'un mouvement et l'aspect minoritaire ou majoritaire de ceux qui, à un moment donné, l'ont exprimée. Simplement l'aspect minoritaire doit intervenir comme détermination dans la définition de cette dynamique

Du fait même de leur contenu, de leur déroulement et de leurs acteurs, ces émeutes ont été une lutte du prolétariat en Grèce, un mouvement de classe, à l'intérieur duquel l'action en tant que classe s'est scindée entre, d'une part, la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe qui fut telle parce que séparée au niveau de la reproduction, et, d'autre part, la recherche d'une jonction avec la « masse » qui était elle-même la confirmation de ses limites, mais qui, comme expression consciente de son manque, empêchait son autonomisation. Ce fut là l'écart qui s'est produit dans l'activité de classe durant ces émeutes.

L'occupation du siège de la GSEE, le mercredi 17 décembre, fut un moment révélateur de cette situation. L'initiative semble être venue des livreurs de *fast-food*, des employés du livre, d'un groupe anarcho-syndicaliste, du « syndicat » des « indépendants à moto » et de non-syndiqués (en tout environ 70 personnes). Alors que le secrétaire général de la GSEE, après l'échec de la reprise en force du bâtiment, déclare que les occupants « ne sont pas des travailleurs » car « les travailleurs sont au travail », deux occupants, prolétaires du bâtiment, répondent : « Nous sommes des gens qui travaillons, nous sommes des chômeurs (payant par des licenciements nos participations dans des grèves lancées à l'appel de la GSEE quand eux, les syndicalistes, sont récompensés par des promotions), nous travaillons sous contrat précaire de petit boulot en petit boulot, nous travaillons sans sécurité de façon formelle ou informelle dans des programmes de stages ou dans des emplois subventionnés pour diminuer le taux de chômage. Nous sommes une partie de ce monde et nous sommes ici. Qui veut comprendre peut comprendre. Nous sommes des travailleurs insurgés, point barre. » (texte relayé par le site de la CNT-AIT).

Il faut également citer le texte de la *Déclaration de l'Assemblée générale des travailleurs insurgés d'Athènes* (depuis le bâtiment libéré de la GSEE). « Nous avons décidé d'occuper le bâtiment de la GSEE [...] Pour disperser les mythes vendus par les médias sur l'absence des

travailleurs des affrontements, que la rage de ces derniers jours ne serait que l'œuvre de quelques 500 "cagoulés", "hooligans", ou d'autres histoires farfelues. [...] Pour démasquer le rôle de la bureaucratie syndicale dans le travail de sape contre l'insurrection, mais aussi d'une manière générale. La GSEE, et toute l'intégralité de la machinerie syndicale qui la soutient depuis des dizaines et des dizaines d'années, sape les luttes, négocie notre force de travail contre des miettes, perpétue le système d'exploitation et d'esclavage salarié. [...] Comme travailleurs, nous devons commencer à assumer nos responsabilités, et cesser de faire reposer nos espoirs dans des leaders "sages" ou des représentants "compétents". [...] La création de collectifs de résistance de base est la seule solution. Pour propager l'idée de l'auto-organisation [...] abolir les bureaucraties syndicales ».

Selon le texte cité de TPTG et Blaumachen, depuis le début, il était évident qu'il y avait deux tendances à l'intérieur de cette occupation : l'une « ouvriériste » (qualification que l'on trouve dans le texte), qui voulait utiliser l'occupation symboliquement pour critiquer la bureaucratie syndicale et promouvoir l'idée d'un basisme indépendant de l'influence politicienne ; et l'autre, « prolétarienne » (*idem*), qui voulait attaquer une autre institution de la société capitaliste, critiquer le syndicalisme et utiliser l'endroit pour créer une autre communauté de lutte dans le contexte de l'agitation générale. « Les syndiqués gauchistes qui étaient présents à l'assemblée ne surent pas vraiment que faire avec tous ces ouvriers insurgés [entre 400 et 800, selon les sources, à l'issue de la manifestation du 18 décembre] et abandonnèrent », conclut le texte de TPTG (l'occupation prend fin le 21 décembre à la suite d'une « décision » du comité d'occupation). C'est par là que cette occupation de la GSEE est révélatrice de la scission interne du mouvement, c'est-à-dire de ce que nous avons défini comme un *écart* à l'intérieur de l'activité en tant que classe qui pose à l'intérieur d'elle-même comme sa propre limite. Un des termes de cette scission se retrouve également dans la volonté de créer des coordinations à la faculté de droit tenue par les groupes gauchistes. À l'intérieur même de l'occupation de l'École polytechnique, surtout durant les trois ou quatre premiers jours, des oppositions parfois explosives existent entre les anarchistes et de nombreux jeunes prolétaires immigrés sur la question du pillage.

Cette limite a été formalisée, de façon largement incantatoire, par la fraction « anarcho-syndicaliste » du mouvement qui considère la GSEE comme « coupable pour son absence dans la mouvement. Cette absence de la plus grande rébellion de ces 50 dernières années indique la débâcle et l'échec du syndicalisme et de l'État bureaucratique. [...]

Ce comportement [l'annulation de la manifestation du 10 décembre] va à l'encontre des intérêts populaires et ouvriers, c'est un pas en avant sur la voie de la collaboration de classe, contre la lutte des classes. Nous dénonçons cette politique de trahison de la GSEE et réitérons le besoin urgent d'une nouvelle confédération syndicale en Grèce. » (Le texte, relayé par le site *alabarricadas*, est intitulé « Un anarcho-syndicaliste grec s'exprime sur l'actualité. ») Belle façon de confirmer « l'échec du syndicalisme » en appelant à la formation d'une nouvelle confédération.

Quel que soit le syndicat, le syndicalisme exprime l'activité de la classe en ce qu'elle implique *conflictuellement* le capital et *présuppose son rapport à lui*. Fonction de l'implication réciproque entre les classes (parce que le prolétariat est bel et bien lui-même une classe de ce mode de production), le syndicalisme se trouve nécessairement amené à envisager le renouvellement de ce rapport sur la base des nécessités du capital, il est une fonction de l'activité de la classe dans son implication avec le capital, il ne peut, sans trahir, que travailler à reproduire et conforter cette implication. Le syndicat est une expression fonctionnelle d'une situation réelle de la classe ouvrière.

Mais cette fraction ne se limite pas à la *dénonciation* du syndicat existant, en attendant la formation d'une nouvelle confédération ou pour la préparer, elle en appelle à l'autonomie et à l'auto-organisation de la classe ouvrière. Enfin, le but à atteindre est défini dans le texte-tract *Plus rien ne sera jamais comme avant* (traduit et relayé par *Ni, patrie Ni frontière*) : « La destruction des temples de la consommation, la réappropriation des biens, le pillage de toutes les choses qui nous sont dérobées alors qu'on nous bombarde de publicités correspondent à la prise de conscience que toute cette richesse est nôtre, parce que nous la produisons. [...] Cette richesse n'appartient pas aux propriétaires des magasins, ni aux banquiers, cette richesse est notre sueur et notre sang. [...] Une société où tout le monde prendra des décisions collectives dans les assemblées générales des écoles, des universités, des lieux de travail et des quartiers ». Une telle perspective d'appropriation, non seulement n'a aucun sens, mais encore elle est le plus bel hommage que l'on puisse rendre à cette société (passons sur une « société » où existera encore des écoles, des universités et des lieux de travail).

À suivre les promoteurs de l'autonomie et de l'auto-organisation ouvrières, on peut se demander si leur opposition aux syndicats est une opposition de fond, qui exprime l'opposition révolutionnaire du prolétariat à sa situation « économique », à son état de « catégorie » marchande, ou si elle est une opposition « démocratique » au caractère

« permanent », « bureaucratique » et « incontrôlé » de ces organes. On sait très bien quel rôle peuvent jouer ces « comités », qui tendent à n'être que des syndicats de secours lorsque les flics permanents sont débordés. Toute organisation qui n'est pas un moment du dépassement révolutionnaire devient un syndicat et que ce dernier soit « temporaire », « démocratique », « révocable » ou en dehors des vieilles boutiques ne change rien à l'affaire.

Le processus de la révolution est celui de l'abolition de ce qui est auto-organisable. Concevoir l'« autonomie des luttes » comme faculté de passage de la lutte revendicative à la lutte révolutionnaire est une construction qui ne s'intéresse pas au contenu de ce passage, elle demeure une approche formelle de la lutte des classes. Si le contenu du passage est laissé de côté, c'est que l'autonomie interdit de comprendre ce passage comme *rupture*, saut qualitatif. Le « passage » ne serait qu'une affirmation et une révélation de la véritable nature de ce qui existe : le prolétariat tel qu'il est dans le capital triomphe dans la révolution, il devient le pôle absolu de la société. Le « saut » n'est alors qu'une formalité. Bien sûr, quand le prolétariat s'auto-organise, il rompt avec sa situation antérieure, mais si cette rupture n'est que sa « libération », la réorganisation de ce qu'il est, de son activité, sans le capital, et non la destruction de sa situation antérieure, c'est-à-dire s'il demeure auto-organisé, s'il ne dépasse pas ce stade, il ne peut être que battu.

Au cours de la lutte, le sujet qui était celui de l'autonomie se transforme et abandonne ses vieux habits pour ne plus se reconnaître comme existant que dans l'existence du capital, c'est le contraire exact de l'autonomie et de l'auto-organisation qui, par nature, n'ont pour sens qu'une libération du prolétariat, son affirmation et, pourquoi pas, (pour les nostalgiques), sa dictature.

Tant que le prolétariat s'auto-organise, il ne peut le faire qu'à partir de ce qu'il est dans les catégories du capital. Ce n'est pas une question de définition de l'auto-organisation ou de l'autonomie, c'est d'un processus social dont il s'agit, un processus de rupture dans la lutte de classe, l'autotransformation d'un sujet qui abolit ce qui le définit. Dire qu'il s'agit d'un flux, d'une dynamique, masque la rupture comme transformation du sujet de la lutte qui s'abolit comme prolétaire, qui n'est donc plus le sujet qui s'auto-organisait à partir de sa situation de prolétaire. Si le prolétariat s'abolit, il ne s'auto-organise pas. Appeler l'ensemble du mouvement auto-organisation, c'est être aveugle à son contenu.

On peut toujours soutenir que l'auto-organisation est le flux même de ce changement dans la lutte des classes. On aura d'abord fait dis-

paraître la rupture et ensuite on aura dissocié ce qui dans l'activité révolutionnaire est homogène : la coïncidence du changement des circonstances et de l'activité ou changement de soi. Alors, le prolétariat s'organise mais ne s'auto-organise pas, car le moteur de cette auto-transformation c'est avant tout la production de ce qu'il est comme une contrainte extérieure : sa raison d'être à l'extérieur de lui-même (c'est-à-dire le capital). Quand, dans le cours de la lutte, il est contraint de remettre en cause ce qu'il est lui-même, il n'y a pas d'auto-organisation parce que le cours de la lutte ne confirme aucun sujet préexistant tel qu'il serait en lui-même en dehors de la lutte. On peut parler « d'auto-organisation de la lutte », cela n'empêche que, dans leurs luttes, les prolétaires ne trouvent que toutes les divisions du salariat et de l'échange et aucune forme organisationnelle ne peut surmonter cette division, seul le peut le changement de contenu de cette lutte, mais alors c'est la rupture *consistant à reconnaître dans le capital sa propre nécessité en tant que classe* (à l'extérieur de soi), le contraire même de tous les « auto... ». On ne peut affirmer, ce qui est maintenant incontournable, que la révolution est abolition des classes et communisation immédiate et fonctionner sur un schéma qui valorise l'auto-organisation comme processus révolutionnaire ¹³. L'auto-organisation pourrait être ce processus dans la mesure où elle est le « refus des médiations », mais outre que l'on a ici ce qui a toujours été l'antienne de l'ultragauche, *ce qui annonce la rupture ce n'est pas le refus des médiations mais la remise en cause de ce qui fait qu'il y a médiation : être une classe*.

En ce sens, il n'y a pas eu d'auto-organisation durant les émeutes en Grèce. Les gens ont décidé ensemble de ce qu'ils allaient faire, sans que la décision collective et/ou majoritaire soit une condition de leurs actions. Quant aux coordinations enseignante et étudiante, elles ont été largement et purement des lieux d'empoignades formelles gauchistes ; déjà le texte de 2006 de Blaumachen (*L'occupation, pas la démocratie !*) évoquait toute la suspicion que maintenant ce genre d'organisation

13. Précisons que par communisation et abolition des classes nous entendons, dans le cours même de la lutte révolutionnaire, l'abolition de l'État, de l'échange, de la division du travail, de toute forme de propriété, l'extension de la gratuité comme unification de l'activité humaine. Ce sont là des « mesures » abolissant le capital, imposées par les nécessités mêmes de la lutte contre la classe capitaliste. C'est ce contenu de la révolution à venir que, dans le cycle de luttes actuel, les luttes annoncent chaque fois que le fait même d'agir en tant que classe apparaît comme une contrainte extérieure, une limite à dépasser.

suscite : « La coordination nationale est une tentative politique certaine de dominer le mouvement » (Blaumachen, *op. cit.*).

De nos jours, la multiplication des divers collectifs, qui ont le plus grand mal à se coordonner quand ils le cherchent, rend palpable que l'unité de la classe est une objectivation dans le capital. C'est l'extériorisation de l'appartenance de classe qui est annoncée comme caractéristique actuelle, présente, de la lutte en tant que classe. Il ne s'agit pas de dire que plus la classe est divisée, mieux c'est, mais que la *généralisation* d'un mouvement de grèves ou d'émeutes n'est pas synonyme de son *unité*, c'est-à-dire du dépassement de différences considérées comme purement accidentelles et formelles. Il s'agit de commencer à comprendre ce qui se joue dans ces mouvements diffus, segmentés et discontinus : *la création d'une distance avec cette unité « substantielle » objectivée dans le capital*. L'unité du prolétariat ne peut plus être que l'activité dans laquelle il s'abolit en abolissant tout ce qui le divise.

Comment pourra se construire, dans un mouvement général de lutte de classe, une « unité » qui n'en soit pas une, mais une *inter-activités* ? Nous n'en savons rien... Mais la lutte de classe nous a souvent prouvé son infinie inventivité.

Un jalon historique

Durant les émeutes, si la production par le prolétariat de sa propre existence comme classe en tant que contrainte extérieure ne s'est pas autonomisée dans le refus de la condition prolétarienne devenant mode de vie et préalable à l'opposition au capital, c'est que d'emblée se trouvaient unifiés en lui les termes de la lutte contre la précarité qui avaient scindé, par exemple en France, la lutte anti-CPE du printemps 2006 dans sa relation aux émeutes qui l'avaient précédée en novembre 2005 dans les banlieues. C'est en cela que ces émeutes sont un jalon historique : elles sont une claire formulation de la production d'un écart à l'intérieur de l'activité en tant que classe ; elles sont un « dépassement » des limites de mouvements qui les ont précédées ; elles ne se situent pas seulement dans le capital tel qu'il est sorti de la restructuration des années 1970-1980, mais encore dans le début de la crise de ce capitalisme.

En France, en novembre 2005, en ce qu'elle n'a rien revendiqué, le contenu de la révolte fut le refus des causes de la révolte, les émeutiers ont attaqué leur propre condition, ils ont pris pour cibles tout ce qui les produit et les définit. S'il en a été ainsi, cela ne tient pas à un imaginaire radicalisme intrinsèque aux « lascars de banlieues ». Cela

tient à la conjonction de deux causes actuelles : d'une part, la situation particulière de cette fraction du prolétariat, d'autre part, le fait que, de façon générale, *la revendication n'est plus ce qu'elle était* (elle n'est plus le marche-pied de la montée en puissance du prolétariat à l'intérieur de la société capitaliste préfigurant et préparant son affirmation comme classe dominante, généralisant sa condition à l'ensemble de la société). Les émeutiers révélèrent et attaquèrent *la situation de prolétaire maintenant* : cette force de travail mondialement précarisée. Ce qui rendit immédiatement caduc, dans le moment même où une telle revendication aurait pu être prononcée, de vouloir être un « prolétaire ordinaire ».

Cette intrication entre revendiquer et se remettre soi-même en cause comme prolétaire, qui est caractéristique de ce cycle de luttes et qui se résume dans l'appartenance de classe comme limite générale de ce cycle, a été portée à son paroxysme dans les émeutes de novembre 2005 du fait de la particularité de leurs acteurs. La revendication avait disparu.

Trois mois après (au printemps 2006), durant la lutte anti-CPE, tout le monde savait ce qui pouvait sortir d'un retrait du CPE, au mieux, si les projets syndicaux avaient triomphé : une flexsécurité à la française. Qui en voulait ? Certainement pas la majorité des étudiants, précaires, lycéens qui étaient dans la rue. En tant que mouvement revendicatif, cela aurait été pourtant la seule issue. Issue que le mouvement ne pouvait pas se dire à lui-même. Le mouvement anti-CPE était un *mouvement revendicatif dont la satisfaction de la revendication était inacceptable pour lui-même en tant que mouvement revendicatif*. En tant que mouvement revendicatif, le mouvement des étudiants ne pouvait se comprendre lui-même qu'en devenant le mouvement général des précaires, mais alors, soit il se sabordait lui-même dans sa spécificité, soit il ne pouvait qu'être amené à se heuter plus ou moins violemment à tous ceux qui, dans les émeutes de novembre 2005, avaient montré qu'ils refusaient de servir de masse de manœuvre. Faire aboutir la revendication par son élargissement sabotait la revendication. Qui pouvait croire à la jonction avec les émeutiers de novembre sur la base d'un CDI pour tous ? Cette jonction était d'une part objectivement inscrite dans le code génétique du mouvement et, d'autre part, cette *nécessité* même de la jonction induisait un amour/haine interne au mouvement, tout aussi objectif. La lutte anti-CPE a été un mouvement revendicatif dont la satisfaction de la revendication est devenue inacceptable pour lui-même en tant que mouvement revendicatif.

Les émeutes en Grèce ont commencé là où la lutte anti-CPE avait fini.

« Je n'ai aucune compétence particulière pour commenter la spécificité de la situation grecque, mais j'ai l'impression qu'elle présente d'importants contrastes avec les événements de 2005 en France. Si la ségrégation spatiale de la jeunesse pauvre et immigrée semble moins extrême qu'en région parisienne, les perspectives d'emploi pour les enfants de la petite bourgeoisie sont bien pires : le croisement de ces deux facteurs met dans les rues d'Athènes une coalition plus diverse d'étudiants et de jeunes adultes sans emploi. Par ailleurs ils, héritent d'une tradition continue de protestation et d'une culture de résistance unique en Europe. » (Mike Davis, *op. cit.*).

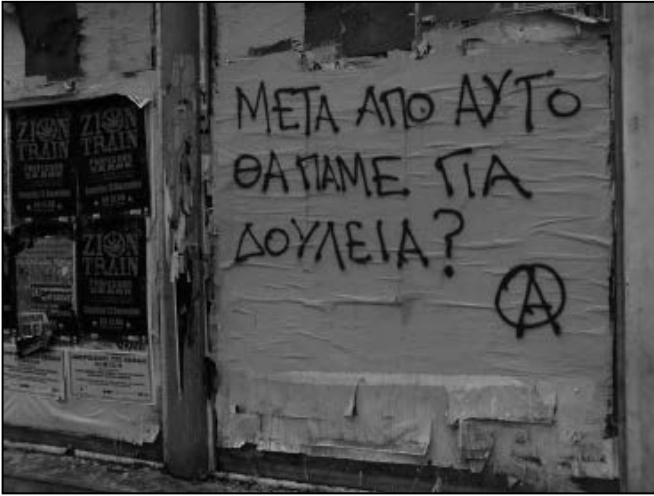
L'inclusion des travailleurs migrants dans le mouvement est un des éléments les plus significatifs de ce jalon historique posé par les émeutes en Grèce. « En ce qui concerne les immigrés, les Albanais de deuxième génération participèrent principalement aux attaques contre les flics et les bâtiments, et les immigrés d'autres origines – principalement Afghans et Africains – s'en tinrent aux pillages. » (TPTG et Blaumachen, *op. cit.*). Les militants du « Repaire athénien des immigrés albanais » distribuaient le 15 décembre un tract au piquet de grève étudiant à l'extérieur du quartier général de la police, revendiquant leur part dans les émeutes : « Ces jours sont également les nôtres ». L'attaque au vitriol d'une syndicaliste d'une entreprise de nettoyage bulgare un peu trop récalcitrante, Konstantina Kuneva, durant cette période d'émeutes ne peut être simplement le fruit du hasard. Pour la classe capitaliste, il s'agit pas seulement de combattre mais de *punir*. À terme, c'est l'ensemble du prolétariat qui devra être traité en *ilotes*¹⁴ au sein du mode de production capitaliste.

Il faut bien considérer que nous sommes engagés dans une lutte des classes qui est un large mouvement historique avec ses tendances profondes, ses restructurations, ses *nécessités*, mais nous y sommes engagés *au jour le jour*. C'est dans l'interaction incessante de tous ces niveaux, entre le spécifique et le général, que nous nous fauflions, que nous devons peser nos actions et celles de l'adversaire. (Dans le même ordre d'idée, Marx dit quelque part que l'on ne doit pas tenir compte du hasard car les événements hasardeux, par définition, vont dans tous les sens et à la fin s'annulent ; cela est vrai, mais sur une grande série

14. Les ilotes, qui appartenaient aux anciennes populations soumises par Sparte, étaient des esclaves d'État, attachés à la terre et astreints à des redevances, concédés par la cité à des citoyens déterminés. Ils n'avaient pas de droits politiques, mais leur nombre était grand et les Spartiates redoutaient leurs révoltes.

et à long terme). Il en est ainsi en ce qui concerne, l'agression (à ce moment-là) contre Konstantina Kuneva ou les probables manœuvres de provocations que furent les tirs sur la police. Le peu d'intérêt de prendre en compte ce genre de choses est vrai pour autant que nous nous trouvons à distance, chronologique ou autre. Mais pour qui est impliqué dans les événements, cette attitude est intenable. En Italie, après Piazza Fontana, l'Italicus et la gare de Bologne, il aurait été ir-réaliste d'être indifférent à l'interprétation de ces événements. Nous n'avons pas le loisir de faire l'économie d'une compréhension critique en continu de ce fil des événements qui, avant d'être l'histoire, ses lois et sa nécessité, est notre quotidien aléatoire et ambigu. Les « provocations » sont une composante ordinaire de la répression et de la gestion de la lutte des classes de la part du capital et de son État. Évacuer ce type de question, c'est avoir une conception du capital dans sa virginité objectiviste qui n'aurait qu'à se contenter d'être. Le procès du capital, c'est le procès de la lutte des classes et celles-ci sont composées d'être humains bien réels avec leurs décisions, leurs erreurs, leur génie.

Pour conclure : il se peut que cette lutte n'ait pas été vraiment massive, mais unifiante, elle a dépassé les contradictions internes de la période automne 2005/printemps 2006 en France. L'adhésion de beaucoup d'autres que les « enragés » ou les « manifestants directs », dans leur attitude offensive vis-à-vis des flics vus comme une « armée d'occupation » et l'écho qu'elle a un peu partout, peut indiquer que ce qui est en jeu en Grèce, dans ce conflit-là, est reconnu largement de par le monde, que la situation des prolétaires grecs est une situation générale dans ce moment particulier où la crise s'annonce largement et dont les conséquences concrètes sont perceptibles partout. Il s'agit de la création d'une position commune dans le rapport d'exploitation qui n'est pas parvenue à terme dans les émeutes en Grèce, mais dont la dynamique à l'intérieur de la lutte de classe a été posée : abolir le capital et s'abolir comme classe en agissant en tant que classe. *Hic Rhodus, hic salta.*



Et après tout ça, on ira au boulot ?

NOTE SUR LES DIFFÉRENTS TEXTES DU MOUVEMENT GREC

TPTG

Τα Παιδιά Της Γαλαρίας [Ta Paidia Tis Galarias : les enfants du paradis, nom inspiré du film de Marcel Carné] est un groupe communiste anti-autoritaire situé à Athènes, qui est actif depuis plus de 15 ans. Nous appartenons à une tendance historique qui considère le communisme non pas comme une autre idéologie, un programme ou un dogme, mais comme une nécessité concrète qui prend son origine dans les impasses du mouvement contradictoire du rapport social capitaliste et les luttes quotidiennes, concrètes, du prolétariat, pour la recomposition de la communauté humaine.

Blaumachen

Le groupe politique Blaumachen est né à Thessalonique en juin 2005. Le mot « Blaumachen » est une des traces que les luttes prolétariennes ont laissé dans la langue allemande, et il a pris le sens de : « faire le macadam » [se faire porter pâle, dans l'argot ouvrier du début du XX^e siècle].

Comme sujets, face à la réalité objective du capitalisme, nous partons de la présupposition que le travail, la valeur et le profit sont les déterminations essentielles de la vie. Nous saisissons le capitalisme comme rapport social et nous considérons que ce n'est qu'à travers une lecture de classe de l'existant que nous pouvons avoir une contribution pratique à la lutte sociale. La théorie, comme critique concrète de la totalité du monde capitaliste, est une arme dans notre lutte contre le capital, et elle est pratique, dans la mesure où nous prétendons que la seule solution pratique à nos problèmes est le renversement du capital.

Le capital est la forme actuelle de la domination de classe. C'est un rapport social contradictoire, et cela s'exprime par ses crises périodiques. Nous comprenons la crise comme le résultat des luttes prolétariennes. Mais à part la rupture, la crise est l'opportunité pour le capital de se restructurer. Le capital tire ses solutions de ces mêmes luttes, du moment que ces dernières ne vont pas au-delà de leurs limites. En tant que prolétaires, d'un côté, nous sommes juste des matériaux à exploiter, et de l'autre nous formons la négation potentielle du monde du capital, la classe révolutionnaire.

Le capital est une forme transitoire des rapports sociaux, qui sera abolie. La révolution prolétarienne, la puissance subjective de la classe, sera l'abolition du prolétariat lui-même, l'assaut du ciel.

Le communisme est le mouvement révolutionnaire du prolétariat vers le renversement du capital. Le communisme est un mouvement incessant vers le dépassement de toutes les limites de nos luttes et l'abolition de toutes les séparations qui nous divisent. Le communisme n'est pas une organisation économique juste de la société ; il est constitué des rapports et des actes porteurs de la tendance vers la communauté humaine. En ce sens, nous nous nommons communistes.

« Anti-autoritaire »

Ce que nous traduisons par « libertaire » ou « anti-autoritaire » correspond presque toujours à un mot grec (*αντιέξουσιαστής*, « anti-pouvoir » dans le sens large de « pouvoir », non confiné au pouvoir étatique) qui a un sens beaucoup plus serré que ce qu'on pourrait souvent comprendre par ces deux mots français ou les mots anglais correspondants. En grec, « anti-autoritaire » au sens d'« adversaire de l'autoritarisme » ou « antidespotique » (comme dans « éducation antiautoritaire »), correspond à un mot bien distinct (*αντιαυταρχικός*). Le mot « *αντιέξουσιαστής* » a été utilisé pour la première fois dans les années 1970 par les intéressés eux-mêmes, notamment par les camarades participant aux activités éditoriales ou autres des éditions « *Διεθνής Βιβλιοθήκη* » (« Bibliothèque Internationale »), et correspondait à un double souci : donner une solution adéquate au problème de traduction que posait, précisément, l'éventail trop large des sens de « anti-autoritaire » ou même « libertaire » ; et surtout, trouver un déterminatif nécessaire à une époque où « communiste » renvoyait automatiquement au stalinisme et où « anarchiste » serait compris comme référence limitative à l'anarchisme classique ou « officiel » genre FA. (En Grèce même, le mouvement anarchiste classique avait été complètement rayé de la carte, son dernier représentant, K. Speras, assassiné comme des centaines de trotskistes, communistes de gauche ou divers autres opposants de gauche par les staliens durant la seconde guerre mondiale ou la guerre civile qu'il s'ensuivit). Ces camarades se refusaient toute formalisation organisationnelle ou politique et toute dénomination stable (ainsi, par exemple, leur premier tract après la chute de la dictature militaire était signé « Un groupe d'extrémistes ») et, au niveau théorique, s'inspiraient surtout des situationnistes et des groupes ou publications « communistes » français de l'époque, tels que *Le Mouvement Communiste*, *Intervention Communiste* et *Bulletin Communiste* (ancêtres de l'actuelle *Théorie Communiste*), ou *Le Voyage*. Par la suite, il s'est produit un phénomène classique du type « c'est la canaille/et bien, j'en suis ! » : la propagande officielle hurlant contre les « anarchistes », mot utilisé comme une injure, les intéressés ont relevé le défi et ont pour la première fois signé leur tract du 1^{er} mai 1975 « Un groupe de travailleurs anarchistes ». Très vite, on en est venu à se référer communément, dans la presse et partout ailleurs, au « milieu anarchiste » ou « anti-pouvoir » (utilisés le plus souvent comme stricts synonymes) pour désigner un milieu fondé de façon décisive sur ces bases théoriques, et qui d'ailleurs, au moins au début, ne s'intéressait pas trop aux dénominations données. De nos jours, l'élargissement de ce milieu a amené l'apparition de groupes qui, soit se réclament d'un anarchisme assez classique, soit se qualifient d'« anti-pouvoir », mais non d'« anarchistes », et l'usage s'est stabilisé : en allant du plus spécifique au plus général, il y a une graduation entre « anarchistes » (parfois conçus, dans le cadre d'une généralisation arbitraire, comme des casse-flics inconditionnels ou comme peu soucieux d'une compréhension théorique), « anti-pouvoirs » et « libertaires » (ce dernier est peu usité pour qualifier des groupes ou, à plus forte raison, le « milieu »). Mais encore et toujours, dans l'usage grec courant, le plus proche synonyme d'« anti-pouvoir » est « anarchiste ».

PRÉSENTATION ACTUALISÉE DES ÉVÈNEMENTS RÉCENTS À ATHÈNES ET THESSALONIQUE VUS PAR QUELQUES PARTICIPANTS PROLÉTARIENS

Partie I

TPTG
1^{er} janvier 2009

Le coup de feu de la police le samedi 6 décembre a déclenché, dans toutes les villes grecques, les plus violentes émeutes depuis des décennies. Ce qui suit est une première – et incomplète – présentation des récentes émeutes à Athènes, toujours en cours, basée sur nos propres expériences et sur ce dont nous avons entendu parler. D'un côté, la férocité des émeutes et la détermination des émeutiers et des pillards, et de l'autre, la stratégie à venir de l'État prendront du temps à être analysées correctement, ce que nous ne sommes honnêtement pas en position de faire en ce moment, impliqués que nous sommes dans les nombreuses actions locales, manifés et assemblées.

Samedi 6 décembre

Vers 21h10, un garde spécial de la police a tué par balle un jeune de 15 ans, Alexis-Andreas Grigoropoulos, de sang-froid, dans une altercation ordinaire près de la place Exarchia. Immédiatement après, un nombre considérable de personnes – la plupart libertaires – se sont rassemblées dans le quartier pour s'informer et exprimer leur colère contre la brutalité policière. Des centaines de policiers tentèrent de boucler le quartier pour étouffer les réactions, sans résultat. Spontanément, les gens ont commencé à attaquer la police dans les rues près de la place, par tous les moyens possibles. En moins de deux heures, plus de 10 000 personnes avaient envahi les rues avoisinantes pour parler des événements et affronter la police. Quelques groupes anarchistes oc-

cupèrent le bâtiment historique de l'École polytechnique, à quelques pâtés de maison, et la Faculté d'économie, qui se trouve à un kilomètre du centre, afin de les utiliser comme centres de lutte. Les gauchistes firent la même chose à la Faculté de droit, à moins d'un kilomètre du lieu du meurtre. Dans ce quartier, les affrontements avec la police et les attaques contre les banques et les magasins durèrent jusqu'à 4h, pour ce dont nous avons été témoins.

Les nouvelles concernant le meurtre se diffusèrent rapidement, via les téléphones portables et Internet. En conséquence, environ 150 personnes, qui se trouvaient déjà sur la place Monastiraki, attaquèrent spontanément et pillèrent presque tous les magasins de la rue Ermou, la onzième rue la plus chic du monde. Là, s'ajoutèrent beaucoup de passants venant des bars et boîtes alentour.

Dans le centre d'Athènes, cette nuit-là, quelques personnes attaquèrent le commissariat près de l'Acropole, causant pas mal de dégâts.

Il faut noter que les informations concernant le meurtre de ce jeune se diffusèrent immédiatement vers beaucoup de villes (Thessalonique, Ioannina, Heraklion, Volos), où eurent aussi lieu plusieurs attaques contre des banques, des commissariats et des magasins.

Dimanche 7 décembre

Les occupants de la Faculté de droit appelèrent à une manifestation à 14h devant le musée d'Archéologie, juste à côté du bâtiment historique de l'École polytechnique également occupé, dans l'avenue Patisson. De nombreuses personnes se rassemblèrent et, vers 15h30, la manif commença, en direction du quartier général de la police athénienne. Nous savions d'ores et déjà que la police ne nous laisserait jamais atteindre son quartier général, mais nous étions déterminés à nous en approcher le plus possible. Les destructions de banques et les jets de pierre contre les flics commencèrent immédiatement après que nous eûmes quitté la place. Comme nous tournions à droite vers l'avenue Alexandre, en fin de la manif, nous réalisons que nous étions environ 4 000, de tous âges. Il y eut des attaques contre tous les magasins qui se présentaient, principalement des boutiques de voitures de luxe et des banques. Au début, la police se tenait à bonne distance des émeutiers et ne se laissait pas prendre pour cible. Ensuite, comme ils se rapprochaient, les émeutiers les attaquèrent principalement avec des pierres. La police fit une première tentative pour casser la manif, à l'aide de gaz lacrymogène, près de la place d'Argentine, mais sans succès. Dix minutes plus tard, à l'angle de la rue Hippocrate, ils firent

une seconde tentative plus féroce avec beaucoup de gaz lacrymo, qui finit par réussir : la manif se fractionna et ses groupes principaux se dirigèrent vers la droite à travers Neapoli. Les attaques contre les magasins et les banques continuaient, accompagnées aussi de destruction de voitures. Beaucoup de gens choisirent de continuer à marcher vers le quartier général de la police, par une rue parallèle mais, au bout d'un certain temps, il fut évident qu'il n'y avait pas moyen d'y accéder ; la déjà fameuse photo du policier anti-émeute, tenant une arme a été prise dans une petite rue perpendiculaire à l'avenue Alexandre. L'ambiance était très tendue. Nous avons décidé de reculer et de retourner à la place Exarchia pour préparer la suite. Sur le retour, il y avait toujours des affrontements avec la police, mais moindres. Quelques personnes attaquèrent le commissariat 5 qui se trouve à coté, et la police répliqua avec des balles en caoutchouc.

Plus tard dans la soirée, les affrontements avec la police recommencèrent – et dans une moindre mesure les attaques de magasins – autour de l'École polytechnique et de la Faculté d'économie, et durèrent jusqu'à tard dans la nuit.

Lundi 8 décembre

Le matin, des jeunes de plusieurs lycées se rassemblèrent spontanément en face du quartier général de la police pour manifester. Beaucoup de jeunes des banlieues nord, est et ouest allèrent au centre-ville, pour une manif spontanée. Les jeunes des écoles du Pirée (un port au sud-ouest de la ville) attaquèrent le commissariat central en renversant les voitures de police.

À 18h, les occupants de la Faculté de droit appelèrent à une manifestation à Propylaia, une place centrale d'Athènes. Nous estimons que plus de 20 000 personnes, principalement des jeunes, participèrent à cette manif. Nombre d'entre eux, peut-être plus de 1 500, marchaient « en dedans et en dehors » de la manif attaquant les banques et détruisant les magasins de luxe du centre-ville. Ils commencèrent à détruire ou piller les marchandises, presque dès le début de la manif. Les jeunes détruisirent des banques place Omonia et attaquèrent plus de la moitié des magasins des avenues Stadiou et Filellinon. Il y eut aussi beaucoup de pillages dans les magasins des premiers pâtés de maisons de l'avenue du Pirée. Les gens marchaient doucement et personne n'essayait vraiment d'arrêter ni les attaques, ni le pillage. Certains s'arrêtèrent même et acclamèrent les jeunes en train d'attaquer. Au même moment, des jeunes attaquaient aussi les flics, les banques et les magasins,

à différents endroits de la ville, tout le long de l'avenue Syggrou, une rue menant au sud d'Athènes. Le montant réel des dommages causés à la propriété privée cette nuit-là n'a pas encore été estimé. Les médias disent que cela se monte à 10 millions d'euros, ce qui est peut-être vrai puisque des dizaines de magasins furent attaqués, pillés ou brûlés, principalement par des « jeunes incontrôlables », grecs et immigrés.

Bien qu'on puisse dire que les jeunes Grecs (étudiants et travailleurs précaires) ont pris l'initiative et que les immigrés ont suivi, nous devons admettre qu'il était très difficile de les distinguer dans les rues. En ce qui concerne les immigrés, les Albanais de deuxième génération principalement participèrent aux attaques contre les flics et les bâtiments, et les immigrés d'autres origines – principalement Afghans et Africains – s'en tinrent aux pillages. Les émeutes et pillages couvrirent approximativement la moitié du centre-ville. Bien que la police ait procédé à de nombreuses arrestations ce soir-là, il serait faux de dire qu'elle pouvait même penser contrôler la situation, du fait du grand nombre de gens dans les rues, agissant en petits groupes de dix ou vingt personnes.

Mardi 9 décembre

Les enseignants du primaire et du secondaire firent grève ce jour-là contre la brutalité policière. À midi, la manifestation commença place Propylaia et se dirigea vers le Parlement, mais il n'y avait pas plus de 3 000 participants. Après la fin de la manif, et en dépit du fait qu'ils étaient peu nombreux, 150 jeunes lancèrent des cocktails Molotov, des pierres et autres objets sur la police anti-émeute.

Le parti soi-disant communiste (KKE), effrayé par la perspective d'une émeute généralisée, révéla une fois encore sa nature contre-révolutionnaire, réactionnaire. Ils qualifièrent les émeutiers et pillards d'agents secrets d'« obscures forces étrangères » et appelèrent le « mouvement populaire », un sujet imaginaire, dont ils étaient prétendument les représentants légitimes, à rester à distance du combat. L'histoire se répète : ce parti, durant les 35 dernières années, a psalmodié le même mantra, dangereux et monotone, à propos des « provocateurs » ; en 1973 ils avaient fait la même chose contre les étudiants et les ouvriers qui avaient occupé l'École polytechnique ; une émeute qui avait menée au renversement de la dictature. Une fois encore, ils essaient de sauver l'État et de restaurer l'ordre public.

À 15h, l'enterrement du jeune homme tué se déroulait au cimetière de Palaio Faliro, une banlieue du sud d'Athènes. Plus de 5 000 personnes étaient rassemblées pour rendre un dernier hommage à Alex

et hurler une fois de plus contre les assassins de la police. Durant les obsèques, environ 200 jeunes prirent part à des attaques contre la police anti-émeute, qui se trouvait tout près. Cet affrontement dura plus d'une heure, pendant laquelle quelques magasins et banques furent attaqués ; des pierres furent aussi lancées contre une voiture de police. Au bout d'une heure, les jeunes se dirigèrent vers le commissariat de Palaio Faliro mais furent arrêtés non loin de là. Durant cette émeute, trois motards de la police tirèrent plus de dix fois en l'air pour « effrayer » les émeutiers.

Pendant la nuit, des fascistes firent leur apparition dans les rues autour de l'École polytechnique et de la Faculté d'économie où de durs affrontements avec la police avaient lieu. Sur la place Victoria, des immigrés attaquèrent la police et tentèrent de piller trois magasins, mais des civils et des « citoyens » arrêtaient brutalement l'un d'entre eux. Plus généralement ce fut le jour où l'État mit en avant officiellement le soi-disant « automatisme social » et encouragea la collaboration entre propriétaires de magasins, fascistes, « citoyens » et la police, contre les émeutiers.

Mercredi 10 décembre

C'était un jour de grève générale dont le mot d'ordre avait été déterminé un mois auparavant : principalement « contre le budget 2009 de l'État ». Du fait des émeutes en cours, les leaders syndicaux condamnèrent la brutalité policière, tout en distinguant en même temps les « émeutiers » des « manifestants responsables, tranquilles ». Plus de 7 000 personnes rejoignirent le rassemblement sur la place Syntagma. Quelques manifestants lancèrent des cocktails Molotov sur la police, pendant une grève générale qui paralysait la Grèce et mettait la pression sur un gouvernement chancelant.

Il y eut quelques petites échauffourées sur l'avenue Panepistimiou. Après la manif, de nombreuses personnes rejoignirent les assemblées à l'École polytechnique et à la Faculté de droit pour discuter de ce qui allait être fait dans les jours à venir. Plus tard, il y eut une grande assemblée du milieu libertaire à la Faculté d'économie. Plus tôt dans la matinée, les lycéens avaient attaqué le commissariat local dans la banlieue de Kaisariani. Durant la nuit, il y eut des affrontements avec la police sur l'avenue Tritis Septemvriou, au centre d'Athènes.

Les émeutes se sont étendues à quelques 42 préfectures de Grèce, même dans des villes où il n'y avait jamais eu de manif auparavant. Le schéma était le même : principalement des lycéens, des étudiants,

et d'autres jeunes attaquent des commissariats, des banques, des magasins et des bâtiments d'État. Ils se rassemblent spontanément, après avoir communiqué entre eux par téléphones portables. Les anarchistes et les « politisés » représentent juste une petite fraction des émeutiers, et dans bien des cas, ils sont pris au dépourvu par la férocité, la diffusion et la durée des émeutes.

C'est principalement à Athènes et à Héraklion (Crète) qu'une grande partie des émeutiers sont des immigrés et, de la sorte, cette émeute peut être nommée, à juste titre, multinationale, la première de ce genre en Grèce. Contre cette situation totalement nouvelle, les médias ont tenté d'adapter leur propagande et parlent de « manifestants grecs » et de « pillards étrangers », dans une tentative de raviver le racisme.

Jusqu'à aujourd'hui, la moitié des gens arrêtés à Athènes sont des immigrés et le principal chef d'accusation retenu contre eux est le pillage. L'immense majorité de ceux qui ont été arrêtés dans le pays sont des jeunes.

Jeudi 11 décembre.

Le jeudi, les lycéens désertèrent leurs écoles et se rassemblèrent devant les commissariats partout dans Athènes. Certains furent attaqués avec des containers et des pierres, et la police lança des gaz lacrymo en retour, et dans certains cas... des pierres. En tout 35 commissariats furent bloqués à Athènes, et à certains endroits d'autres personnes participèrent tout autant, principalement des parents. L'entrée de la prison de Koryllos fut aussi attaquée par les étudiants.

Les médias disent que 4 500 cartouches de gaz furent utilisées par la police durant ces cinq jours. Ils sont à court de lacrymo et pensent en importer d'Israël !

Le matin, un groupe de libertaires occupa l'Hôtel de Ville d'Aghios Dimitrios, une banlieue du sud d'Athènes. De nombreuses personnes du quartier participèrent à l'assemblée du soir, et les travailleurs municipaux qui soutenaient l'occupation firent un communiqué qu'on trouvera en annexe. L'hôtel de ville a été utilisé depuis lors comme un point de rassemblement et un centre de contre-information.

Des assemblées eurent lieu dans beaucoup d'universités et les occupations se répandirent. Des militants de l'organisation étudiante du Parti communiste (PKS) tentèrent de bloquer les assemblées afin d'empêcher les occupations (Université du Pantheon, École de philosophie de l'Université d'Athènes). Leurs tentatives échouèrent alors

que les occupations se développaient à Athènes et dans l'ensemble du pays.

Il y eut une grande manif tôt dans la soirée (peut-être 5 000 personnes), au centre d'Athènes, à l'appel d'une assemblée de syndicalistes, principalement gauchistes, qui se réunissaient à la Faculté de droit occupée. À la fin de la manif, les affrontements avec la police commencèrent dans le centre-ville et autour de la Faculté de droit et durèrent quelques heures.

À Komotini, une ville du nord-est, près de la Turquie, une manif d'étudiants fut attaquée et pourchassée dans l'université par de nombreux fascistes et nervis d'extrême-droite qui infestent la région pour protéger... la sécurité nationale.

Il y a un sentiment général d'hostilité envers les flics et un ras-le-bol d'ensemble. La brutalité policière dans un État de plus en plus policier depuis les Jeux Olympiques de 2004, de très mauvais salaires et conditions de travail, des lycéens surmenés et sous pression, le mécontentement étudiant contre une vie de plus en plus caractérisée par l'insécurité et la peur, la corruption du gouvernement et des officiels de l'Église, la surexploitation des immigrés et une société déchirée par des divisions de classes qui se creusent : un mélange explosif dont le meurtre de ce jeune fut juste la mèche.

La publication d'extraits de la déposition du flic qui a assassiné le garçon souleva une indignation générale. Il « accusa » le lycéen d'avoir « un comportement déviant » parce qu'il « *avait été renvoyé de l'école privée où il allait* » (ce qui est un mensonge, soit dit en passant). Son avocat, une célébrité télévisuelle, fit une déclaration encore plus provocante : « *c'est seulement à la justice grecque de décider si le jeune garçon a été tué justement ou non* ». Le rapport balistique était attendu aujourd'hui. « Des fuites » dans les médias, les jours précédents, suggéraient que le rapport dirait qu'Alexandros avait été tué par ricochet et non par un tir direct (ce qui va à l'encontre des affirmations de chacun des témoins oculaires). Toutefois, de telles provocations ont trouvé au moins leur réponse dans les rues. Entre autres choses, de nouveaux slogans imaginatifs furent inventés chaque jour : « nous n'avons pas lancé de pierres ; elles ont ricoché », « une bonne chose serait que l'avocat soit tué par ricochet ».

Vendredi 12 décembre

700 lycées et 100 universités sont occupés et on s'attend à ce que ce nombre grimpe. Une grande manif étudiante fut organisée à Athènes

(10 000 personnes ou plus). Les étudiants et d'autres manifestants attaquèrent la police et quelques banques furent dévastées. Pendant la manif, 200 anarchistes saccagèrent le bureau de l'avocat. Les flics anti-émeute arrêtaient plusieurs lycéens (certains d'entre eux de 13 ou 14 ans).

Samedi 13 décembre

Un sit-in fut organisé place Syntagma à midi, par le comité de coordination des occupations d'université et des groupes politiques. Plus de 1 000 personnes, de tous âges, y participèrent : étudiants, lycéens aussi bien que travailleurs. Le sit-in devait durer jusqu'au bout de la nuit. Après minuit, la police attaqua la manif pacifique avec des lacrymos et dispersa la foule qui s'était assemblée. Des rassemblements et des manif furent aussi organisés dans les banlieues autour d'Athènes : Nea Smirni, Peristeri, Zografou.

Dans la soirée, le ministère de l'Environnement et des Travaux publics, rue Patisson, fut attaqué par une foule de 200 personnes. À 21h, environ un millier de personnes se rassemblèrent à Exarchia pour protester contre le meurtre d'Alexis-Andreas Grigoropoulos, près de l'endroit où il avait été assassiné. Certains attaquèrent le commissariat local pendant que d'autres affrontaient la police anti-émeute. Une manif se dirigea vers Monastiraki et Gazi, des quartiers où beaucoup de gens vont en boîte le samedi soir. La manif fut attaquée par la police, et peu de manifestants parvinrent à continuer. Les bagarres continuaient à Exarchia, mais les attaques de la police forçaient les gens à se disperser dans toutes les directions. Une grande partie de la foule fut repoussée aux environs de l'École polytechnique. Les échauffourées continuèrent dans les rues autour de l'École polytechnique pendant la nuit.

Les gens qui avaient réussi à poursuivre la manif traversèrent Monastiraki, Thisseio, Gazi et essayèrent alors de revenir dans le centre en passant par la rue du Pirée. Les manifestants attaquèrent quelques banques et caméras de surveillance. La police attaqua de nouveau la manif vers la place Omonia, et il y eut alors près de 50 arrestations. Les gens arrêtés furent relâchés sans poursuites.

Pendant la journée, pas mal de banques furent attaquées partout dans Athènes.

Dimanche 14 décembre

Il y a eu des manifestations dans plusieurs banlieues d'Athènes ain-

si que dans beaucoup de villes de Grèce (Thessaloniki, Corfu, Volos, Xanthi, etc.). Plus tôt dans la nuit, une manifestation pacifique place Syntagma, appelée par des bloggeurs, était dispersée au gaz lacrymogène par la police anti-émeute.

Sur la place centrale de Nea Smirni, une banlieue au sud-est d'Athènes, un grand café abandonné appelé « Galaxias », appartenant à la municipalité, était occupé à midi par une centaine de personnes (libertaires, membres d'un parti municipal et plusieurs résidents) pour être transformé en centre de contre-information et de coordination d'actions. L'occupation de bâtiments publics est une nouvelle forme de lutte produite par les émeutes. Comme nous l'avons vu, cela a commencé dans la banlieue d'Aghios Demetrios, avec l'occupation de la mairie. L'occupation du « Galaxias » a adopté le nom de « Eleftheros Galaxias » (qui signifie « la Galaxie Libre ») et a appelé à une assemblée de voisinage plus tard dans l'après-midi.

Durant la journée, quatre stations de radio furent occupées. Elles ont été utilisées pour des déclarations radiophoniques et des communiqués d'appel à la généralisation de l'insurrection.

L'après-midi, le Comité des résidents d'Exarchia a appelé à un rassemblement sur la place où le meurtre d'Alexis a eu lieu. Malgré la pluie, un nombre significatif de personnes y participèrent et discutèrent des événements lors d'un rassemblement en plein air. Quand la police anti-émeute est apparue, les gens l'ont repoussée en criant et en les insultant.

Le maire d'Athènes annonça qu'un nouvel Arbre de Noël sur la place Syntagma serait érigé le mercredi, puisque le précédent avait été brûlé par les cocktails Molotov dans la nuit du 8 décembre. Pour l'État, cet arbre symbolise l'esprit consumériste et le retour à la normale alors que pour les insurgés, son incendie signifie que l'émeute continue. Plusieurs tentatives d'y mettre le feu sont survenues pendant les manifestations.

Lundi 15 décembre

À 17h00, les occupants de la vieille mairie de Halandri, une banlieue du nord-est d'Athènes, étaient attaqués par une poignée de nervis soupçonnés de liens mafieux avec les propriétaires de magasin locaux. L'un d'entre eux forçait les manifestants à quitter le bâtiment en les menaçant avec un fusil de chasse et une batte de base-ball. Néanmoins, les gens réussirent à réoccuper le bâtiment deux heures après.

Dans Aghios Demetrios, l'assemblée populaire de l'occupation a essayé de coopérer avec les employés municipaux pour faire redémarrer

quelques services sans la médiation des autorités municipales. L'objectif était de satisfaire les besoins sociaux urgents, tels que le fait d'édi-ter des cartes vertes pour les immigrés et de payer les salaires et les allocations supplémentaires. Le maire et le conseil municipal ont intimidé les travailleurs en essayant de les empêcher de fournir ces services.

Le matin, une centaine de lycéens environ, quelques ouvriers et des militants se sont rassemblés à l'extérieur du tribunal dans la rue Evelpidon pour exprimer leur solidarité envers les interpellés des affrontements contre la police anti-émeute de la semaine précédente. Les jeunes sont entrés dans le tribunal, en évitant les contrôles. En même temps, une manifestation était organisée dans la banlieue de Korydallos par plus de mille jeunes des écoles proches. Ils sont allés à la prison Korydallos (la plus grande prison du pays) et ont attaqué la police avec des pierres et des cocktails Molotov. Par ailleurs, dans le quartier de Pagrati, des lycéens manifestaient à l'extérieur du poste de police. À midi, plus de mille jeunes des écoles locales se rassemblaient à l'extérieur du quartier général de la police dans l'avenue Alexandras et attaquaient la police avec des œufs, de la farine et des pierres. Deux lycéens furent arrêtés après avoir été battus.

L'après-midi, environ 150 personnes participaient à une manifestation musicale place Propylaia. Les manifestants bloquaient l'Avenue Panepistimiou en chantant et en dansant, mais subirent une violente attaque de la police spéciale. En même temps environ 100 personnes faisaient une intervention dans la station de métro souterraine de Propylaia. Des tracts étaient distribués, exprimant une critique explicite de la circulation capitaliste de la marchandise-force de travail, en demandant le transport libre pour tous et en promouvant la violation des politiques de tolérance zéro à l'intérieur des stations de métro. L'intervention prit fin avec le sabotage de tous les distributeurs automatiques, l'inscription de slogans sur les murs de cet environnement stérilisé et le bombardement des caméras de surveillance. La police spéciale surgit dans la station de métro et les joyeux participants les attaquèrent verbalement et se moquèrent d'eux du haut des escaliers à l'entrée de la station. Dans le même temps, une action similaire se déroulait dans la station de métro de Daphni, organisée par l'assemblée populaire de l'Hôtel de Ville occupé d'Aghios Demetrios.

Une énorme banderole représentant Kugias, l'avocat du flic tueur, était accrochée sur l'université place Propylaia, avec le slogan « va te ricocher toi-même, espèce de cafard ». Peu après l'intervention à la station de métro, une manifestation appelée par l'assemblée de l'occupation de la Faculté de droit commençait depuis cette même place.

Environ 2 000 personnes y participaient, se dirigeant vers le Parlement puis revenant place Propylaia.

Dans la banlieue de Nea Filadelfia, le centre culturel municipal était occupé pour être utilisé comme un lieu de rassemblement et un centre de contre-information.

Les occupations de bâtiments municipaux et stations de radio aussi bien que de départements universitaires ont continué de s'étendre partout dans Athènes et dans d'autres villes.

Ce jour-là, 14 représentants de communautés immigrées ont publié une déclaration essayant de prendre leurs distances avec les émeutes et le pillage en particulier : « nous ne sommes pas des pillards, les immigrés ont une expression publique et de la dignité [...] Nous déclarons que la grande majorité des immigrés ne sont ni des pillards, ni des criminels ». Adoptant une position tout à fait différente, les militants du Repaire athénien des immigrés albanais distribuaient le matin un tract au piquet de grève étudiant à l'extérieur du quartier général de la police, revendiquant leur part dans les émeutes, « Ces jours sont également les nôtres ». Le texte peut être trouvé en annexe.

Mardi 16 décembre

Un groupe de 50 personnes réussit à entrer dans les studios de NET, la chaîne de télévision nationale, contrôlée par l'État, et interrompit le bulletin d'information de 15h00 pendant environ 1 minute. Les caméras furent retournées vers les manifestants qui portaient les banderoles demandant « libération immédiate de tous les prisonniers de l'insurrection », et « Liberté pour tous » et enjoignant aux téléspectateurs : « [d']arrêter de regarder la télé et [de] sortir dans les rues ». Le groupe qui a organisé cette action a publié un communiqué qui peut être trouvé dans l'annexe de la chronologie.

À midi, un groupe d'environ 70 militants attaqua le poste de police central d'Ilissia qui sert aussi de quartier général d'une unité des polices spéciales (YMET). Un fourgon et quatre véhicules de la police furent brûlés et 2 agents blessés. L'après-midi, des rassemblements et des manifestations étaient organisés dans les banlieues de Petralona, Daphni, Aghios Demetrios avec la participation d'étudiants de lycéens, d'ouvriers et d'autres habitants. Simultanément, environ mille personnes se rassemblaient dans Exarchia et se dirigeaient vers le poste de police local où ils furent arrêtés par d'importantes forces de police.

L'occupation de l'Hôtel de Ville d'Aghios Demetrios se terminait par une manifestation d'environ 300 personnes.

À un autre endroit du centre-ville, une intervention était organisée à la station de métro de la place Victoria, l'après-midi. Les distributeurs automatiques étaient détruits, des slogans écrits sur les murs (l'un d'entre eux était « rendons l'insurrection souterraine ») et les caméras de surveillance bombées.

Mercredi 17 décembre

Les bureaux centraux de la Confédération Générale du Travail de Grèce (GSEE), situés au carrefour de Patission et de l'avenue Alexandras, furent occupés tôt le matin par un groupe d'environ 70 travailleurs. Les buts de l'occupation étaient exprimés dans un premier communiqué de l'occupation qui peut être trouvé en annexe. Environ 50 bureaucrates et leurs nervis essayaient d'expulser les squatters vers 15h00 mais ils étaient repoussés avec l'aide des occupants de l'ASOEE, se trouvant à proximité. Un rassemblement était appelé à 18h et regroupa 800 personnes.

Depuis le début, il est évident qu'il y avait deux tendances à l'intérieur de l'occupation – peu importe leur manifestation extérieure : l'une, ouvriériste, qui voulait utiliser l'occupation symboliquement pour critiquer la bureaucratie syndicale et promouvoir l'idée d'un basisme indépendant de l'influence politique ; l'autre, prolétarienne, qui voulait attaquer encore une institution de la société capitaliste, critiquer le syndicalisme et utiliser l'endroit pour créer encore une communauté de luttes dans le contexte de l'agitation générale. Les syndiqués gauchistes qui étaient présents à l'assemblée ne surent pas vraiment que faire avec tous ces ouvriers insurgés et abandonnèrent.

Le matin, les étudiants accrochaient deux banderoles géantes sur l'Acropole avec des slogans appelant à des manifestations de masse à travers l'Europe le 18 décembre, et à la résistance. Les ouvriers du site archéologique soutenaient l'action. Dans les jours précédents, ils étaient en grève à cause d'une diminution de leur salaire suite à la réduction d'une allocation spéciale. Plus tard dans la journée le ministère promettait de satisfaire les demandes des grévistes et la mobilisation était suspendue.

Le soir, les occupants du vieil Hôtel de Ville dans Halandri organisaient une manifestation dirigée contre le poste de police. Au moins 400 personnes ont participé et attaqué le poste de police avec œufs, pierres, bouteilles, etc ; 30 minutes plus tôt, la même manifestation avait lancé des œufs et de la peinture sur le tribunal local. Une autre manifestation traversait les banlieues de Kesariani, Pangrati et Vironas. 300 personnes y prenaient part et se dirigeaient vers le poste de police où ils s'affron-

taient brièvement à la police. Ensuite, la manifestation se dirigea vers l'Hôtel de Ville de Kesariani qui a été occupé durant quelques heures.

Le sabotage de distributeurs automatiques de ticket et de caméras de surveillance se répétait le soir dans 5 stations de métro : Attiki, Ano Patisia, Kato Patisia, Tavros et Monastiraki.

Un nouveau lycéen se fit tirer dessus par des inconnus sur un lieu de rencontre de jeunes dans Peristeri, une banlieue à l'ouest d'Athènes. Heureusement, le lycéen, dont le père est un syndicaliste bien connu et un membre du parti soi-disant communiste, n'a pas été blessé sérieusement.

Un groupe de professeurs (pour la plupart enseignants le droit dans les universités grecques) appelait le gouvernement et les groupes politiques à prendre quelques mesures contre « les maux » de la société grecque, demandant surtout une utilisation plus stricte de l'asile universitaire et des poursuites judiciaires contre l'utilisation de cagoules pendant les manifestations. Ainsi les intellectuels, bien que tardivement, essayaient de réintroduire le vieux Black Act ¹ dans la Grèce de 2008 en actualisant son sens à l'encontre des insurgés.

Jeudi 18 décembre

Une manifestation part à midi de la place Propylaia avec la participation de lycéens, étudiants, enseignants et autres travailleurs. Le syndicat de base des postiers appelait à une grève d'une journée, alors que le syndicat des ouvriers des librairies et des maisons d'édition appelait à un arrêt de travail de 5 heures. Les postiers formaient leur propre bloc dans la manifestation. De même, la Confédération des syndicats des ouvriers du secteur public (ADEDY) appelait à un arrêt de travail de 5 heures. Cela donnait l'occasion à beaucoup de travailleurs de participer de façon indépendante à la manifestation. Le nombre des manifestants était très élevé. Certains les estiment à environ 20 000. Quand la manifestation atteignit le Parlement, les affrontements avec la police anti-émeute commencèrent. Les flics protégeaient principalement l'Arbre de Noël nouvellement érigé place Syntagma ; ils l'entouraient, en essayant d'empêcher son incendie par les cocktails Molotov. C'était un spectacle si ridicule à voir que des centaines de manifestants

1. Décret du Parlement de Grande-Bretagne de 1723, pendant le règne de George I. Il punissait le fait d'apparaître armé dans un espace public, avec le visage masqué ou obscurci, comme félonie (c'est-à-dire une infraction passible de pendaison).

criaient et se moquaient d'eux. Le vrai esprit de Noël : l'Arbre de Noël, (en plastique, en fait), symbole du consommateur heureux, protégé par les forces de la loi et de l'ordre ! Les affrontements se propagèrent à l'Avenue Panepistimiou, l'Avenue d'Akadimias et la Rue Solonos jusqu'au soir. Plusieurs personnes furent arrêtées et parmi eux un soldat qui passait par là et qui fut brutalement frappé par les flics.

Après une manifestation semblable dans la ville de Patras, la Bourse du travail locale fut occupée par des manifestants suite à l'exemple de l'occupation du GSEE.

Une manifestation antiraciste avec quelques centaines de personnes était organisée l'après-midi par des organisations d'immigrés et antiracistes. Certaines de ces organisations étaient celles qui avaient nié la participation d'immigrés dans les émeutes et le pillage, démontrant ainsi leur rôle de médiateurs des rapports sociaux capitalistes.

Le soir, les membres de la Jeunesse soi-disant Communiste ont organisé une manifestation dans Peristeri pour protester contre l'attentat contre le lycée la veille. Selon des témoignages, quelques lycéens ont conspué les membres de la Jeunesse Communiste.

Un groupe d'étudiants en art a interrompu un concert de musique classique dans Megaro Mousikis, la plus importante salle de concert de Grèce, distribuant des tracts critiquant le rôle de l'art et des artistes en relation avec les événements récents, et a scandé quelques slogans contre les flics et l'État.

Vendredi 19 décembre

L'Institut français était attaqué à midi par 40 personnes avec des cocktails Molotov et des pierres. Des slogans étaient bombés sur les murs : « Étincelle à Athènes, incendie à Paris, l'insurrection vient » et « Grèce-France : insurrection partout ». Cette action exprimait la solidarité avec les activistes qui sont accusés d'avoir saboté les chemins de fer aussi bien qu'avec les mobilisations lycéennes en France.

L'après-midi un concert de solidarité était donné place Propylaia avec la participation de centaines d'artistes et de plus de 5 000 personnes.

À 18h00, une manifestation était organisée dans Egaleo, une banlieue d'Athènes, par le groupe anarchiste local. Plus de 100 personnes ont participé à la manifestation qui s'est dirigée vers le poste de police. Les manifestants ont attaqué le poste de police et ont cassé les vitrines et les caméras de surveillance de toutes les banques sur leur chemin. Au même endroit avait lieu une manifestation organisée par des groupes gauchistes qui suivaient une autre route.

Pendant la journée, ouvriers permanents et intérimaires, étudiants et chômeurs des occupations de l'ASOEE et du GSEE organisèrent des interventions dans deux centres d'appel : MRB (une compagnie organisant des sondages d'opinion publique) et OTE (la compagnie de télécommunications nationale de la Grèce). La première intervention est survenue autour de midi et seules quelques personnes y ont participé à cause de la grande distance entre le site et le centre-ville. Dans la deuxième intervention, environ 60 personnes ont participé et ont bloqué le travail pendant quelques minutes. Les ouvriers intérimaires dans le centre d'appel ont répondu positivement à l'action.

À ce moment-là, 800 lycées étaient occupés, selon le Syndicat des enseignants des écoles secondaires (OLME).

Environ cent personnes ont interrompu la première du Théâtre national à Athènes, tard le soir. Ils ont pris la scène et ont tendu une banderole disant « Tout le monde dans la rue. Libération immédiate de tous les interpellés pendant la révolte ». Le texte distribué dans la salle et lu par des acteurs disait, entre autres : « maintenant que vous avez éteint vos portables, il est grand temps d'allumer votre conscience ».

Samedi 20 décembre

Ce jour-là, 3 stations de radio furent occupées. L'après-midi, des manifestations étaient organisées dans beaucoup de banlieues et quartiers d'Athènes : Gyzi, Peristeri, Halandri, Vironas, Petralona, Nea Smirni. Les manifestations étaient organisées par les occupations locales ou par des groupes libertaires ou gauchistes locaux. Cette mobilisation survenait après l'appel à une journée internationale d'action lancé par les occupations de l'ASOEE et de l'École polytechnique d'Athènes. Des centaines des gens ont participé aux manifestations.

Plus tard, un grand magasin d'Aghios Panteleimonas, un quartier pauvre d'Athènes où vivent beaucoup d'immigrés, a été pillé par un groupe de militants.

Le soir, le bâtiment de Teiresias, une compagnie interbancaire qui « traite les données qui reflètent le comportement économique des individus et des entreprises » a été attaqué et incendié.

Plus tard, plus de mille personnes se sont rassemblées dans les rues autour de la place Exarchia, commémorant le meurtre d'Alexandros. Les affrontements commencèrent avec la police mais la foule fut dispersée et repoussée à l'intérieur des locaux de l'École polytechnique. Les affrontements ont continué autour de l'université jusqu'à tôt le matin.

Le département financier de la police grecque dans Nea Filadelfeia fut attaqué aux cocktails Molotov. En dehors des dégâts causés au bâtiment, 7 voitures furent détruites.

Dimanche 21 décembre

À midi, des manifestations se déroulèrent dans Kesariani-Pagrati (environ 250 participants) et Ilion (environ 100 participants). Dans Ilion, les manifestants ont lancé des pierres et ont cassé les vitrines de 4 banques et d'une agence pour l'emploi (OAED).

L'occupation du GSEE s'est terminée dans l'après-midi par une manifestation qui s'est dirigée vers l'École polytechnique via l'avenue Patisson. Le parcours initial de la manifestation devait traverser des quartiers prolétariens proches où beaucoup d'immigrés vivent. Mais cela fut modifié car des rumeurs circulaient disant que la police violerait l'asile universitaire et évacuerait l'École polytechnique. Le dernier rassemblement dans le GSEE, centré sur la question de la solidarité avec les insurgés emprisonnés ou subissant la répression de la police, décida d'organiser une manifestation le mercredi 24 décembre à 16h00, de la place Monastiraki à la place Syntagma, par la rue Ermou qui est le centre commercial le plus riche de Grèce.

Environ cent étudiants des écoles de théâtre ont interrompu 15 pièces de théâtre autour d'Athènes. Les slogans principaux des interventions : « Nouvel an insurrectionnel, tout le monde dans la rue », « Il n'est pas possible de tuer nos rêves ».

Lundi 22 décembre

L'Hôtel de Ville de Peristeri fut occupé à midi par environ 100 personnes.

Un groupe de type mafieux a attaqué une intérimaire du nettoyage, K. Kuneva, 44 ans, secrétaire du syndicat des nettoyeurs, qui rentrait chez elle, tard le soir. Ils brûlèrent son visage à l'acide sulfurique. Elle a perdu un œil et est restée en soins intensifs à l'hôpital, en situation critique, souffrant encore aujourd'hui de sérieux problèmes de la vue et du système respiratoire. K. Kuneva travaillait dans une des compagnies sous-traitantes de l'ISAP (transports urbains d'Athènes-le Pirée) et disait qu'elle était en conflit constant avec ses patrons et que, ces derniers temps, elle avait reçu des appels anonymes menaçants.

Mardi 23 décembre

Tôt le matin, des coups de feu visèrent un car de la police anti-émeute dans Goudi, sans blesser personne. Un groupe s'intitulant « Action Populaire » a revendiqué l'attaque en téléphonant à un centre de média en ligne, sans laisser d'explications sur leurs motivations, ce qui est tout à fait inhabituel comme pratique. Cette méthode et le lieu d'où partirent les coups (un petit bâtiment occupé utilisé comme un lieu de rencontre pour les étudiants contestataires) rendirent l'affaire très suspecte. Peu de temps après, le procureur général autorisa la police à fouiller le lieu, violant ainsi l'asile universitaire.

5 000 personnes participèrent à la manifestation organisée par les comités de coordination des universités occupées et des lycées. Avant que la manifestation ne commence, certains manifestants ont retourné une voiture de la police mais cette action n'a pas été suivie par plus d'affrontements pendant la manifestation.

La plupart des participants de l'occupation de l'École de droit ont décidé de quitter le bâtiment.

Dans Nea Filadelfia, 200 personnes ont manifesté du centre culturel municipal occupé au poste de police local. Les manifestants ont lancé des œufs, de la peinture et des pierres sur le poste de police.

Mercredi 24 décembre

L'occupation d'ASOEE s'est terminée l'après-midi.

Plus de 1 500 personnes, principalement du milieu libertaire, ont participé à la manifestation qui avait été organisée dimanche durant l'occupation du GSEE, en solidarité avec les insurgés poursuivis. La manifestation, partie de la place Monastiraki, a traversé la rue Ermou, atteint la place Syntagma et est revenue ensuite place Monastiraki par la rue Kolokotroni. Certains jeunes ont rejoint la manifestation qui traversait la partie la plus commerciale de la ville, quand les courses de Noël battaient leur plein. Les slogans de la manifestation appelaient à une poursuite de l'insurrection contre « l'esprit » des achats de Noël. L'occupation de l'École polytechnique se terminait à minuit.

Vendredi 26 décembre

Environ 150 personnes ont participé à une manifestation devant l'hôpital d'Evangelismos où K. Kuneva est suivie. Les slogans clamaient : « Résistance contre le terrorisme patronal ».

Samedi 27 décembre

À midi, 300 personnes occupaient le bâtiment du quartier général de l'ISAP comme une première réponse à l'attaque meurtrière contre Konstantina Kuneva. Le groupe qui avait organisé cette action publiait un communiqué qui peut être trouvé dans l'annexe de la chronologie.

À 16h00, une assemblée eut lieu afin d'organiser des actions de solidarité avec les insurgés emprisonnés ou sous poursuites judiciaires. 500 personnes y ont assisté. Il y fut décidé que, dimanche, seraient organisées des actions contre l'ouverture des magasins (en Grèce les magasins sont fermés le dimanche, mais l'État essaie d'imposer une loi autorisant leur ouverture). La veille, le gouvernement avait décidé d'ouvrir les magasins « exceptionnellement » dans le centre d'Athènes pour compenser les dommages « que les propriétaires de magasin » avaient subis à cause de la violence de l'insurrection. Dans la même assemblée, des gens décidèrent également de tenir une manifestation devant les prisons de Korydallos pour la Saint-Sylvestre, à 23h00, pour exprimer leur solidarité aux insurgés emprisonnés.

Dimanche 28 décembre

À 9h30, environ 200 personnes se sont rassemblées à l'extérieur d'une grande librairie sur la place Syntagma et ont bloqué les entrées. Certains d'entre eux étaient des membres du syndicat des employés de librairie, mais la plupart d'entre eux étaient des ouvriers et des étudiants de l'assemblée de solidarité du jour précédent. Beaucoup de participants décidèrent de bloquer plus de magasins et ils marchèrent sur la rue Ermou. Là, ils se répartirent en groupes de 10 à 20 personnes et ils commencèrent à bloquer les entrées de quelques magasins principaux de la rue (comme nous avons dit auparavant, une des rues commerciales les plus chics d'Europe). Les slogans criés étaient : « Liberté à ceux qui doivent travailler » « Ils nous font travailler le dimanche, nous tirent dessus et nous vivons dans une guerre quotidienne ». Au fur et à mesure qu'une foule de consommateurs envahissait la Rue Ermou, il devenait difficile de continuer à bloquer les accès d'une façon ou d'une autre. Cela restait intéressant car les patrons de magasin semblaient avoir peur : ils éteignaient les lumières et attendaient patiemment que les manifestants quittent les lieux. Certaines personnes de gauche participèrent elles aussi aux blocages apparus en même temps dans au moins 3 autres endroits du centre commercial de la ville. 500 membres du Parti prétendument communiste marchaient dans le haut et le bas

de la rue, plus intéressés à s'offrir en spectacle aux médias qu'à bloquer réellement les magasins. À 13h30 environ, les bloqueurs décidèrent de quitter l'endroit, marchant vers une grande librairie dans Exarchia (à environ 2 km de distance). Après avoir fait fermer le magasin par le patron, ils repartirent. La plupart d'entre eux allèrent à l'ISAP occupé pour participer à une manifestation de ce bâtiment à l'hôpital Evaggelismos où K. Kuneva est suivie ; l'occupation de l'ISAP pris fin avec cette manifestation.

Lundi 29 décembre

À 15h, environ 120 personnes se sont rassemblées au deuxième étage du centre commercial « THE MALL » – le plus grand et plus chic centre commercial de la région de l'Attique – à Marousi, une banlieue à 15 km du centre d'Athènes, et ont manifesté pendant 30 minutes dans le centre commercial. Il y avait deux banderoles, une demandant la libération immédiate des insurgés arrêtés et une autre avec la maxime « je consomme, donc je suis ». Pendant la manif, qui était visible par tous ceux qui se trouvaient dans le bâtiment, certains manifestants brandirent une autre banderole, sur laquelle était écrite « travaille, consomme, meurs », alors que d'autres distribuaient des tracts aux centaines de gens à l'intérieur et à l'extérieur des magasins. Après la fin de la manif, ils s'emparèrent des micros du bureau d'informations et lurent leurs tracts. Il y eut des graffitis et le slogan « travaille, vote et tais-toi » fut écrit près de l'entrée principale. Finalement, ils quittèrent le centre en jouant au foot avec les boules et décorations du sapin de Noël juste devant l'entrée principale.

L'après-midi, une manifestation organisée par l'assemblée de solidarité à K. Kuneva se dirigea vers les bureaux de l'entreprise de nettoyage (dont le propriétaire est un ex-officiel du PASOK, un des deux principaux partis politiques en Grèce), au Pirée. Ils se rendirent là-bas afin de protéger une autre ouvrière du licenciement. Toutefois, le patron avait fermé les bureaux et les flics étaient dehors, gardant l'endroit. Les gens attaquèrent la police et les mirent en fuite, quatre policiers furent blessés et hospitalisés.

Mercredi 31 décembre

À 23h30, une foule de 1 000 personnes se rassembla devant la prison d'Athènes qui se trouve dans la banlieue de Korydallos, exigeant la relaxe immédiate des rebelles arrêtés durant le soulèvement de décembre. La

foule hurlait des slogans comme « Liberté pour tous les prisonniers », « la passion de la liberté est plus forte que les cellules », « Ni droits communs, ni prisonniers politiques, brûlons toutes les prisons ». Les détenus enflammèrent des couvertures et des draps et les agitèrent par les fenêtres des cellules. À minuit, la foule assemblée alluma des feux d'artifice et des torches pour « saluer » l'arrivée d'une nouvelle année de lutte. Ensuite, ils se dirigèrent vers la prison des femmes en criant des slogans en solidarité avec les détenues. Finalement, ils se rendirent à la place centrale de Korydallos attaquant verbalement la police et se dispersèrent.

Partie II

Résumé des événements récents des émeutes grecques, à Thessalonique, entre le 6 et le 31 décembre

Blaumachen et amis

Thessalonique, 31 décembre 2008

Nous donnons ici une chronologie sommaire des événements qui ont eu lieu dans la seconde ville la plus importante de Grèce entre le samedi 6 décembre et le mercredi 31 décembre. Pendant les cinq premiers jours, quand des milliers de prolétaires enragés descendirent dans la rue et mirent ces villes de marchandises en feu, nous vivions l'apogée du récent bouleversement, du moins à Thessalonique et dans les autres villes et villages de province. Durant ces journées, nous avons rencontré des lycéens, des étudiants, des jeunes (principalement, mais pas uniquement) ouvriers, des chômeurs, des jeunes immigrés. Les comportements violents dans la rue et les affrontements diminuèrent après le 11 décembre. Contrairement à Athènes, un aspect important de l'agitation à Thessalonique est que, bien que presque toutes les facultés aient été occupées par les étudiants, très peu de lycées furent occupés, particulièrement après la première semaine. En règle générale, moins de lycéens participèrent aux manifestations et aux actions après les cinq premiers jours. Les jeunes immigrés participèrent seulement aux affrontements, pillages et attaques massifs, qui eurent lieu entre le 7 et le 10. Cette brève présentation ne peut pas répondre au besoin d'une considération en profondeur de l'agitation récente en Grèce. C'est juste une première tentative pour informer les camarades et les prolétaires à l'étranger, à propos des événements en cours, du point de vue des participants.

Samedi 6 décembre

Immédiatement après que le jeune Alexis-Andreas Grigoropoulos, âgé de 15 ans, a été assassiné par un agent spécial de la police à Athènes, 200-300 personnes, principalement des anarchistes et des militants gauchistes, se réunirent à l'École Polytechnique de l'Université Aristote de Thessalonique (UATH), qui se trouve près du centre commercial et culturel de la ville. Une manifestation spontanée se dirigea vers le commissariat de la place Aristote (la place la plus touristique de la ville), où eurent lieu des combats avec la police. Au même moment, il y avait des gens qui combattaient la police anti-émeute avec des pierres et des cocktails Molotov autour de la place Syntrivani, près de l'UATH. Les affrontements avec les flics durèrent toute la nuit.

Dimanche 7 décembre

Une manifestation est partie de la place Kamara (située dans le quartier étudiant près de l'UATH) à midi. 1 500 à 2 000 personnes (lycéens et étudiants, jeunes travailleurs, anarchistes et gauchistes) défilèrent dans les rues commerciales du centre-ville (Egnatia, Agias Sofia, Tsimiski), détruisant quelques banques et vitrines, jusqu'au commissariat de la place Aristote. Là, beaucoup de manifestants attaquèrent la police avec des pierres et quelques cocktails Molotov. Un flic prit feu. La police répliqua avec des lacrymos. La manifestation se prolongea jusqu'à la rue Ermou et ensuite à travers la rue Venizelou vers le ministère de Macédoine et de Thrace. Beaucoup de magasins, et l'Hôtel de Ville, subirent de gros dégâts rue Venizelou. Après avoir atteint le ministère, la manif se dirigea vers le commissariat d'Ano Poli par la rue Aghiou Dimitriou, où la police anti-émeute fut à nouveau attaquée. En se dirigeant vers la place Kamara, des jeunes pillèrent un supermarché. Pendant que la manif se terminait, quelques lycéens tentèrent de piller une librairie et de nouveaux affrontements avec la police commencèrent.

Plus tard dans la soirée, l'École supérieure d'Art dramatique et les bureaux du Barreau de Thessalonique furent occupés, la première par des étudiants d'art dramatique et des anarchistes, et le second principalement par des étudiants gauchistes. Ces deux endroits, situés dans le centre-ville, seront utilisés comme point de ralliement pour les participants des manif.

Durant la nuit, il y eut des affrontements avec la police devant l'UATH. Un émeutier fut blessé par une balle en caoutchouc de la po-

lice. La même nuit, le commissariat du quartier est de Toumpa, l'Hôtel de Ville du quartier d'Aghios Pavlos et les bureaux du parti Nouvelle Démocratie (le parti du gouvernement en Grèce) furent attaqués dans le quartier des 40 Ekklisies.

Lundi 8 décembre

À 10h, 400 lycéens manifestèrent dans le quartier de Toumpa et attaquèrent une fois encore le commissariat. Il y eut aussi des blocages de routes dans d'autres quartiers de la ville. Pendant ce temps, 1 500 lycéens érigèrent des barricades et affrontèrent la police anti-émeute dans les rues Syolou et Ethnikis Amynis et place Navarinou, le quartier étudiant du centre-ville. Des magasins des rues Tsimiski et Vinizelou furent aussi attaqués. Neuf facultés étaient occupées par des étudiants. Le même matin, le commissariat du quartier ouest de Sykies fut aussi attaqué. Il y avait un appel à manifester à 18h30, place Kamara. 6 000 personnes défilèrent dans le centre-ville. Il y avait des lycéens et des étudiants, quelques jeunes immigrés, des « hooligans », des jeunes travailleurs, des anarchistes et des gauchistes. Un grand nombre de banques et de magasins (téléphones portables, électronique, fringues, fast-food et bijouteries) furent détruits, principalement rue Tsimiski, la rue la plus commerçante de la ville, et rue Venizelou. Certains furent aussi pillés. Il y eut des affrontements avec les flics en face du ministère de Macédoine et Thrace. Les flics nous étouffèrent avec des lacrymos. Les combats avec les flics continuèrent autour de l'UATH pendant la nuit.

Mardi 9 décembre

C'était le jour des obsèques d'Alexis à Palaio Faliro, à Athènes. Les enseignants du primaire et du secondaire étaient en grève et il y eut un débrayage l'après-midi de tous les travailleurs du secteur public. Une manifestation partait de la place Kamara à midi. 4 000 personnes défilèrent vers le ministère de Macédoine et de Thrace, où il y eut quelques heurts avec la police.

Pendant la nuit, il y eut quelques combats entre les jeunes et la police anti-émeute dans le secteur de l'université. Nous devons signaler que plusieurs secteurs de l'université furent pillés par des étudiants et des jeunes immigrés venant de différentes banlieues durant ces jours-ci. La même nuit, les fascistes apparurent près de l'université. La même chose est survenue dans de nombreuses villes de la Grèce, spécialement

à Patras, ce qui est la preuve que cela avait été organisé par le gouvernement. Dans certains cas, comme à Larissa, les fascistes attaquèrent les émeutiers de concert avec des flics en civil et des « propriétaires de magasins en colère ».

Mercredi 10 décembre

C'était un jour de grève générale, décrétée longtemps auparavant par la Confédération Générale du Travail de Grèce (GSEE) et la Confédération des travailleurs du service public (ADEDY) contre le budget 2009. Du fait des émeutes en cours, les leaders syndicaux annoncèrent le mardi qu'ils annuleraient les manifestations prévues. À Thessalonique, les branches locales de la GSEE et de l'ADEDY tentèrent de confiner les grévistes dans un rassemblement pacifique en face de la Bourse du travail. Les lycéens et les étudiants se montrèrent alors déterminés à emmener les grévistes en manif et ils y réussirent. 4 000 étudiants et travailleurs défilèrent vers le ministère de Macédoine et Thrace. Là, quelques lycéens attaquèrent les flics qui répliquèrent avec des lacrymos. Les combats continuèrent une demi-heure dans une zone de 500 mètres entre le ministère et la Bourse du travail. Quelques jeunes combattirent la police, mais de nombreux travailleurs et étudiants les soutenaient en restant sur place et en insultant les flics. Finalement, les flics furent contraints de battre en retraite. Après ça, 500 personnes bloquèrent la rue Egnatia, une grande avenue du centre-ville, pendant plus d'une heure. Dans la soirée, des lycéens affrontèrent la police anti-émeute pendant un moment, sur la rue Ethnikis Amynis. Le même soir, l'occupation des bureaux du Barreau de Thessalonique prit fin.

Jedi 11 décembre

Tôt dans l'après midi, 80 anarchistes attaquèrent les bureaux du journal local « Makedonia », rue Monastiriou. L'occupation de l'École d'Art dramatique appela à une manifestation à 17h place Kamara. 2 000 personnes, principalement des étudiants et des anarchistes, et quelques lycéens défilèrent pacifiquement vers les quartiers est de la ville, désertiques. Il n'y eut pas d'affrontement ce jour-là, pour autant que nous le sachions.

Vendredi 12 décembre

Une manifestation à l'appel des occupants de l'École d'art est partie de la place Kamara à 18h30. 1 500 à 2 000 personnes, principalement des militants libertaires, des étudiants et de jeunes ouvriers, se sont dirigées vers les quartiers populaires de l'ouest de la ville. Les manifestants ont traversé les quartiers de Neapoli et de Sykies et sont revenus à l'École d'art par le quartier du centre-nord, Ano Poli. Malgré la pluie intense, la manifestation a duré trois heures, des slogans contre les flics et l'État et d'autres appelant à une libération immédiate de tous ceux qui avaient été arrêté durant les derniers jours, étaient répétés sans cesse et inscrits sur les murs ; beaucoup de tracs furent distribués. Un grand nombre d'habitants du quartier applaudissaient, alors que d'autres se joignaient à la manif, un fait qui témoigne de la large sympathie avec l'insurrection, même de la part de prolétaires qui ne participaient pas aux émeutes ou aux autres actions. Un bureau du LAOS (parti d'extrême droite) fut attaqué et brûlé ; un bureau politique de Nouvelle Démocratie fut aussi attaqué. Ce même soir, des militants de la gauche extra-parlementaire manifestèrent dans des quartiers voisins.

Samedi 13 décembre

Dans l'après-midi, 500 personnes, principalement des militants libertaires, se rassemblèrent place Kamara. Ils constituèrent un bloc et se dirigèrent vers la place Aristote où s'étaient principalement rassemblés des militants de la gauche extra-parlementaire, suite à l'appel pour une manif de la Coordination des assemblées générales et des occupations de l'UATH. Les deux groupes formèrent d'abord une manifestation commune de 1 000 personnes le long de la rue Egnatia. Après un moment, les deux blocs se séparèrent de quelques mètres. Ils marchèrent tous deux le long de l'avenue Nikis, la rocade du centre, pleine de cafés et de bars, où beaucoup de caméras de surveillance de banque furent détruites. Les gauchistes se dirigèrent vers le ministère de Macédoine et de Thrace alors que la plupart des gens quittaient la manif. Ce fut la première manifestation depuis sept jours qui avait un caractère plus politique que social.

Dimanche 14 décembre

Une manifestation à moto démarra de l'École d'art occupée à 13h00. Elle se dirigea vers les banlieues éloignées de l'est de la ville –

Stavroupoli, Evosmos, Eptalofos, Xirokrini – où vivent de nombreux immigrés de Russie et d’Albanie et des travailleurs pauvres. Quelques-uns d’entre eux se joignirent à la manif. En revenant, les manifestants passèrent en face du ministère de Macédoine et de Thrace, et devant le commissariat d’Ano Poli, et revinrent à l’École d’art.

Une autre manifestation eut lieu dans la banlieue éloignée, au sud-est, de Peraia. 60 lycéens et étudiants marchèrent jusqu’au commissariat et ensuite dans l’Hôtel de Ville, où ils accrochèrent une banderole proclamant : « à bas le gouvernement des assassins et de la police ».

Lundi 15 décembre

Tôt le matin, à l’initiative de militants de l’occupation de l’école d’Art, l’Hôtel de Ville du quartier de Sykies, à l’ouest de la ville, était occupé afin de le transformer en centre de contre-information local et d’appeler à une assemblée populaire locale. Les assemblées populaires dans les quartiers et les occupations des bâtiments municipaux ou d’État ont émergé comme nouvelle forme de lutte, tout d’abord à Athènes, introduites par l’occupation de l’Hôtel de Ville de la banlieue Aghios Demetrios, l’occupation de l’ancien Hôtel de Ville dans la banlieue nord d’Halandri et celle de Galaxias, dans la banlieue de Nea Smirni. Pendant cette première semaine, cette forme de lutte s’étendit aux autres quartiers et banlieues d’Athènes et à nombre de villes partout en Grèce.

Dans la journée, les habitants du coin passaient à l’Hôtel de Ville occupé de Sykies ; certains d’entre eux sympathisant avec l’action, d’autres étaient juste là en curieux. Dans la soirée, au moins 200 personnes se retrouvèrent là, dans une première assemblée populaire ; principalement des participants aux contestations et aux émeutes des jours précédents, mais aussi des habitants du coin favorables au bouleversement en cours. L’assemblée décida d’appeler à une manifestation locale mercredi après-midi et d’organiser des actions de contre-information locale mardi. Cette assemblée continue à se tenir dans l’Hôtel de Ville jusqu’à présent.

Toute la journée de lundi, beaucoup d’assemblées générales d’étudiants avaient lieu à l’UATH, votant l’occupation des locaux universitaires contre la répression d’État. La plupart des assemblées étudiantes demandaient aussi la démission du gouvernement et le désarmement de la police. Aux dires de certains étudiants, les assemblées générales étaient massives, rappelant celles qui avaient eu lieu durant le mouvement étudiant de 2006-2007. Durant cette semaine, plus d’étudiants

participèrent activement aux occupations, par rapport à la semaine précédente, quand le seul point de rendez-vous pour chacun était la rue.

Mardi 16 décembre

Le procès de huit flics avait lieu au tribunal de Thessalonique ; ils étaient accusés d'avoir molesté Avgoustinos Demetriou, un étudiant de Chypre, le 17 novembre 2006, alors qu'ils étaient en service et en civil. Bien qu'ils aient été déclarés coupables et condamnés de 15 à 39 mois d'emprisonnement, ils furent relâchés sous caution pour 5 euros par jour. 150 personnes se rassemblèrent devant le tribunal pour protester contre la police. Quand l'attendu fut prononcé, les gens attaquèrent la police anti-émeute gardant l'entrée du tribunal avec des pierres, des œufs et des bouteilles vides. Les flics répliquèrent en utilisant des lacrymos et en frappant les manifestants.

À 19h00, une manifestation appelée par la coordination des assemblées générales et des occupations de l'UATH démarra de la place Kamara. Environ 3 000 personnes, pour la majeure partie des étudiants, défilèrent dans les rues principales du centre-ville et se dirigèrent vers le ministère de Macédoine et de Thrace. Pendant la manif, des slogans et des graffitis furent inscrits sur les vitrines et les murs ; les militants étudiants occupèrent pendant un moment trois stations de radios, diffusant proclamations et communiqués. Il n'y eut pas d'affrontements, bien que les flics aient été largement insultés lorsqu'ils approchaient.

De nouvelles assemblées générales étudiantes eurent lieu et davantage de bâtiments universitaires furent occupés. L'école de cinéma occupée, située à l'ouest dans la banlieue ouvrière de Stavroupoli, appela à sept jours de projections populaires et de discussions ouvertes dans le quartier.

Mercredi 17 décembre

Le matin, un supermarché Carrefour à Stavroupoli fut pillé par 50 militants. Les marchandises furent distribuées sur un marché du voisinage.

À 14h30, une manifestation, appelée par la première assemblée populaire de l'Hôtel de Ville de Sykies, démarra de l'ancienne prison de Genti Koule et se poursuivit dans les rues du quartier de Sykies. Plus tard dans la soirée, la deuxième assemblée populaire eut lieu à Sykies. Les participants étaient moins nombreux que la première fois, principalement des habitants du coin.

Pendant ce temps, la première assemblée populaire du quartier d'Ano Poli eu lieu à 18h00, avec plus de 200 participants, la plupart d'entre eux étant de jeunes gens (ouvriers et étudiants), qui avaient participé aux contestations et émeutes des jours précédents et dont la plupart vivent dans ce quartier partiellement préservé et alternatif de la ville, mais il y avait aussi d'autres habitants du coin, d'âges divers, en sympathie avec l'agitation en cours. L'assemblée se tint dans le bâtiment de la bibliothèque municipale, qui avait accueilli dans le passé un centre social expulsé par les flics 10 ans auparavant. Beaucoup de gens participèrent à la discussion autour de comptes-rendus des événements des jours précédents, une revendication essentielle avancée a été la libération immédiate de tous ceux qui avaient été arrêtés. Des rassemblements de contre-information furent planifiés pour le lendemain. Après la fin de l'assemblée, 150 personnes participèrent à une manif spontanée dans les rues d'Ano Poli, chantant et taguant des slogans contre les flics, le travail salarié et l'État.

Ce même soir, des militants étudiants organisèrent une assemblée populaire dans le quartier ouest, éloigné, d'Ampelokipi, pour ce que nous en savons.

Jeudi 18 décembre

La Coordination des occupations et des assemblées générales de l'UATH appela à une manifestation place Kamara à 11h00. Du fait de la forte pluie, seuls 300 militants se rassemblèrent et se dirigèrent vers le ministère de Macédoine et de Thrace.

Dans la soirée un concert fut organisé place YMCA, à côté de la zone de l'Exposition internationale de Thessalonique, par l'École d'art occupée, de nombreux artistes alternatifs y participant, 4 000 à 5 000 personnes de tous âges étaient là. De nombreux tracts appelant à la solidarité avec les personnes arrêtées furent distribués, relayés en même temps par des annonces dans les haut-parleurs. Ce concert pris fin après minuit. Plus tard dans la nuit, un autre concert eut lieu à l'École polytechnique, à l'appel de la Coordination.

Vendredi 19 décembre

La seconde assemblée populaire d'Ano Poli eut lieu place Koulé Kafé, en face de la bibliothèque municipale précédemment mentionnée. 100 à 150 personnes y participèrent ; des rassemblements de contre-information furent prévus pour le lendemain.

Samedi 20 décembre

Vers 10h00, des militants libertaires occupèrent le cinéma Olympion, le plus luxueux de la ville et lieu du Festival International du Film de Thessalonique, au cœur du centre-ville. Les projections officielles laissèrent place aux films militants et aux documentaires pour le reste de la journée. Le café du cinéma servit de lieu de rendez-vous pour les occupants et les passants, les boissons étaient gratuites. Des milliers de tracts furent distribués. Des slogans furent lancés à côté de l'Olympion occupé, une boîte de bonbons fut jetée sur le maire de Thessalonique pendant une opération caritative de rue, qui fut interrompue. Une petite unité de police accourut afin de défendre le maire ridiculisé. À 18h00, 400 à 500 personnes se retrouvèrent dans une assemblée ouverte qui eut lieu au « cinéma Olympion libéré ». De nombreux comptes-rendus de l'agitation récente et des propositions pour le futur furent débattues. Tard dans la soirée, l'occupation prit fin avec une manifestation de 1 000 à 1 500 personnes dans l'avenue Nikis et la rue Ethnikis Aminis. Les flics qui gardaient l'arbre de Noël furent attaqués à la peinture, des caméras de surveillance furent détruites.

Dimanche 21 décembre

La troisième assemblée populaire eut lieu à Ano Poli. Environ 100 personnes occupèrent temporairement l'église de Taksiarches où ils firent des propositions et discutèrent des actions pour le lendemain. Un prêtre menaça d'excommunier les participants ! Cette occupation constitua un scandale majeur pour les fractions conservatrices de la société locale. Le lendemain, une douzaine de flics en civil gardaient l'église de Taksiarches alors que la police anti-émeute surveillait une autre église connue dans le quartier d'Ano Poli.

Lundi 22 décembre

Tôt le matin, la bibliothèque municipale d'Ano Poli fut occupée afin d'accueillir les assemblées populaires et d'être utilisée comme centre de contre-information. Dans la matinée, des tracts furent distribués par des occupants dans les rues et les lycées d'Ano Poli. La quatrième assemblée populaire eut lieu le soir. Outre l'organisation des actions pour le lendemain, un thème majeur de l'assemblée fut l'idée d'un appel à des actions dans le centre-ville pendant Noël, faisant valoir que « cette année on ne célèbre pas Noël, on s'émeute ».

Mardi 23 décembre

À 18h30, une manifestation locale à l'appel de la bibliothèque municipale occupée eut lieu dans les rues principales du quartier d'Ano Poli, à laquelle participèrent une centaine de militants du milieu libertaire. De nombreux tracts appelant à une libération immédiate des personnes arrêtées et dénonçant les célébrations de Noël furent distribués aux employés des magasins, aux habitants et aux passants. Après la manif, l'occupation de la bibliothèque municipale pris fin sur fond d'agitation sociale réduite. De ce fait il était devenu impossible d'organiser des contestations et d'autres actions durant Noël.

Retour à la normale ?

Jusqu'ici tout va bien. La vie dans la ville de Thessalonique semble être revenue à la normale. Toutefois, quelques réunions de militants continuent à avoir lieu, comme dans l'École d'art occupée dans la banlieue est de Kalamaria et à Ano Poli. Hier, jeudi 30 décembre, 100 personnes manifestèrent à Kalamaria contre les célébrations du Nouvel An, appelant à la libération immédiate des personnes arrêtées pendant que des ouvriers, des immigrés et des militants occupaient la Bourse du travail de Thessalonique, exprimant leur solidarité à l'ouvrière syndicaliste bulgare de l'ISAP (métro d'Athènes et du Pirée) Konstantina Kouneva, qui avait été attaquée à l'acide sulfurique le 23 décembre ; elle est toujours à l'hôpital dans un état grave.

Ce soir, il y a un appel à un rassemblement place Rotonda à minuit et demi : « *Pendant la nuit du réveillon, nous n'allons pas rester à la maison en attendant une nouvelle année morte ; nous allons sortir nous amuser et les rues seront à nous ; tout à changé, l'émeute fait maintenant partie de nos vies ; pour chaque moment assassin, pour tous les copains qui sont morts, pour tout ce que nous ressentons et que nous recherchons.* »

Il est quasiment impossible pour qui que ce soit d'estimer si ou comment cette agitation sociale va continuer après le 7 janvier, le jour de la rentrée. Quoi qu'il arrive, plus rien ne sera pareil, non seulement pour nous qui avons été dans la rue, mais aussi pour toute la classe ouvrière de ce pays.

Communiqué

Syndicat des travailleurs
de la municipalité d'Aghios Dimitrios,
Athènes, 11 décembre 2008

Samedi soir, la police grecque a tué un lycéen de 15 ans.

Le meurtre était la goutte d'eau.

C'était la continuation d'une campagne coordonnée, une campagne de terrorisme d'État aidée par l'organisation fasciste « Aube dorée », qui visait les étudiants en lutte contre la privatisation de l'enseignement, les lycéens, les immigrés qui sont sous le contrôle permanent de l'État parce qu'ils sont de la mauvaise couleur, la classe ouvrière qui doit travailler pour trois francs six sous jusqu'à la mort.

Les dirigeants gouvernementaux qui ont couvert beaucoup de crimes contre la société, qui ont brûlé les forêts grecques à l'été 2007, sont aussi responsables de l'incendie des villes ces jours-ci. Ils maintiennent le népotisme. Ils protègent les gens du gouvernement qui ont été impliqués dans le scandale des écoutes de portables, ceux qui ont pillé les fonds de retraites publiques ², ceux qui ont enlevé et torturé des immigrés et qui ont été impliqués dans des scandales judiciaires, boursiers et religieux.

Nous sommes en guerre civile avec les fascistes, les banquiers, l'État et les mass media qui veulent une jeunesse soumise et une société pacifiée. Bien qu'ils n'aient aucune excuse, ils essaient encore d'utiliser des théories du complot, et des théories d'« attaque déloyale » afin de calmer les esprits.

La rage qui s'est accumulée tout au long des années doit s'exprimer et ne prendra pas fin.

Dans le monde entier, les gens tournent le regard sur ce qui se passe ici.

Les gens doivent se soulever partout.

Cette génération de jeunes pauvres, chômeurs, précaires, sans domicile et immigrés brisera la vitrine de cette société et réveillera les citoyens séniles de leur songe d'un Rêve Américain éphémère.

NE REGARDEZ PAS LES INFOS, LA CONSCIENCE SURGIT DANS LA RUE.

QUAND LES JEUNES SONT ASSASSINÉS,

LES VIEUX NE DOIVENT PAS DORMIR.

ADIEU ALEXANDROS, PUISSE TON SANG ÊTRE LE DERNIER D'UN
INNOCENT À COULER.

2. voir p. 125, note.

« Ces jours sont les nôtres, aussi »

Repire des immigrés albanais
Lundi 15 décembre

Après l'assassinat d'Alexis Grigoropoulos, nous avons connu un état d'agitation sans précédent, une explosion de colère qui semble infinie. Il semble que ce soient les lycéens qui se trouvent en première ligne de ce soulèvement, qui avec une passion inépuisable et une chaleureuse spontanéité ont renversé la situation dans son ensemble. Vous ne pouvez pas arrêter quelque chose que vous ne contrôlez pas, quelque chose qui s'organise spontanément et dans des conditions que vous ne comprenez pas. C'est la beauté du soulèvement. Les élèves du secondaire font l'histoire et laissent à d'autres le soin de l'écrire et de la classer idéologiquement. Les rues, les objectifs, la passion leur appartiennent.

Dans le cadre de cette mobilisation élargie, derrière les manifestations lycéennes à l'avant-garde, il y a une participation massive de la deuxième génération d'immigrés et également de nombreux réfugiés. Les réfugiés viennent à la rue en petit nombre, avec peu d'organisation, mais avec de la spontanéité et de l'impétuosité. À l'heure actuelle, ils sont les plus actifs parmi les étrangers vivant en Grèce. Quoi qu'il en soit, ils ont très peu à perdre.

Les enfants d'immigrés se mobilisent en masse et dynamiquement, principalement au travers des actions de l'école secondaire et de l'université ainsi que via les organisations de gauche et d'extrême gauche. Ils sont la partie la mieux intégrée de la communauté immigrée, sa partie la plus courageuse. Ils sont différents de leurs parents, qui sont arrivés ici la tête basse, comme s'ils mendiaient un morceau de pain. Ils font partie de la société grecque, puisqu'ils n'ont jamais vécu ailleurs. Ils ne mendient rien, ils demandent avec force l'égalité avec leurs homologues grecs. Égaux en droits, dans la rue, dans leurs rêves.

Pour nous, les immigrés organisés, il s'agit d'un second Novembre 2005 français. Nous n'avons jamais eu l'illusion que lorsque les peuples se soulèveraient de rage, nous serions en mesure de les diriger d'aucune manière. Malgré les luttes que nous avons menées toutes ces années, nous n'avons jamais réussi à atteindre un tel niveau de réponse que celui d'aujourd'hui. Maintenant il est temps pour la rue de parler : le cri assourdissant que nous entendons est pour les 18 ans de violence, de répression, d'exploitation et d'humiliation. Ces jours sont les nôtres, aussi.

Ces journées sont pour les centaines d'immigrés et de réfugiés qui

ont été assassinés aux frontières, dans les commissariats de police et sur les lieux de travail. Ils sont pour tous ceux qui ont été assassinés par les flics et les « citoyens indignés »³. Ils sont pour tous ceux qui ont été assassinés pour avoir osé franchir la frontière, pour avoir travaillé jusqu'à la mort, pour n'avoir pas baissé la tête, ou pour rien. Ils sont pour GRAMOZ PALOUSI, LOUAN BERTELINA, ENTISON GIAXAI, TONI ONUOHA, ABDOURAKIM INTRIZ, MONTASER MOHAMED ASRAF et tant d'autres que nous n'avons pas oubliés.

Ces jours sont pour la violence policière quotidienne qui reste impunie et sans réponse. Ils sont pour les humiliations à la frontière et aux centres de détention d'immigrés, humiliations qui continuent à ce jour. Ils sont pour l'injustice criante des tribunaux grecs, pour les immigrés et les réfugiés injustement emprisonnés, pour la justice qui nous est refusée. Même aujourd'hui, dans ces jours et ces nuits de révolte, les immigrés paient un lourd tribut aux attaques de l'extrême-droite et des flics, avec des peines d'emprisonnement et d'expulsion que les tribunaux distribuent avec un amour chrétien aux infidèles que nous sommes.

Ces jours sont pour l'exploitation continue et sans relâche depuis 18 ans maintenant. Ils sont pour les luttes qui n'ont pas été oubliées : dans les faubourgs de Volos, les travaux olympiques, la ville d'Amaliada. Ils sont pour la peine et le sang de nos parents, pour le travail non déclaré, pour les horaires de travail interminables. Ils sont pour les frais administratifs, les amendes, les contributions de Sécurité sociale que nous payons et qui ne sont jamais reconnues. Ils sont pour les papiers d'identité que nous chercherons pendant le reste de notre vie, tel un billet de loterie gagnant.

Ces jours sont pour le prix que nous devons payer pour simplement exister et respirer. Ils sont pour tous les moments où nous avons serré les dents, pour les insultes que nous avons dû supporter, pour les défaites dont nous avons été accablés. Ils sont pour tous les moments où nous n'avons pas réagi quand bien même nous avions les meilleures raisons au monde de le faire. Ils sont pour toutes les fois où nous avons réagi et où nous nous sommes retrouvés seuls parce que nos morts et notre rage ne correspondaient pas aux formes existantes admises, n'apportaient pas de votes, n'étaient pas vendeurs au prime time de l'actualité.

Ces jours-ci appartiennent à tous les marginaux, aux exclus, aux personnes affligées de noms difficilement prononçables et d'histoires incompréhensibles. Ils appartiennent à tous ceux qui meurent chaque

3. Expression typiquement grecque pour désigner des forces para-étatiques *ad hoc*, normalement comprenant une bonne moitié de flics en civil.

jour dans la mer Egée et le fleuve Evros, à tous ceux assassinés à la frontière ou dans une rue du cœur d'Athènes. Ils appartiennent à la communauté rom de Zefyri, aux toxicomanes d'Eksarchia. Ces jours-ci appartiennent aux enfants de la rue Mesollogiou, aux non intégrés, aux lycéens incontrôlables. Grâce à Alexis, ces jours-ci nous appartiennent à tous.

18 ANS DE RAGE SILENCIEUSE, C'EST TROP.
TOUS DANS LES RUES, POUR LA SOLIDARITÉ ET LA DIGNITÉ !
NOUS N'AVONS PAS OUBLIÉ, NOUS N'OUBLIERONS PAS.
CES JOURS-CI SONT LES VÔTRES AUSSI.
LUAN, TONY, MOHAMED, ALEXIS ...



**À propos de l'interruption, par des protestataires,
de la diffusion de la chaîne nationale grecque NET
le 16 décembre 2008 à 15h10**

Notre action est une réponse aux pressions accumulées qui ravagent nos vies, et pas simplement un embrasement sentimental lié au meurtre d'Alexandros Grigoropoulos par la police grecque.

Nous ne sommes qu'un des regroupements spontanés qui participent à la révolte sociale en cours. Contre la domestication par les médias, nous les citoyens civils, nous interrompons la diffusion de la chaîne nationale grecque (NET).

Nous pensons que les médias cultivent systématiquement un climat de peur, nous vendent de la désinformation pour de l'information, et dépeignent un soulèvement aux multiples facettes comme une flambée de violence inconsidérée.

L'explosion de troubles civils est expliquée en termes criminels plutôt que politiques. Sélectivement, des événements cruciaux sont balayés sous le tapis. Le soulèvement est servi comme un divertissement de plus, quelque chose à regarder avant qu'un autre feuilleton n'arrive. Jour après jour, les médias servent à supprimer toute pensée libre et originale.

Organisons-nous nous-mêmes. Aucune autorité n'apportera de solution à nos problèmes. Rassemblons-nous et organisons nos espaces publics – rues, places, parcs et écoles – en zones d'expression non médiée. Rassemblons-nous, face à face, côté à côté, pour former ensemble notre discours et nos actions.

Surmontons notre peur, éteignons nos téléés, sortons de nos mai-

sons, continuons à revendiquer, et prenons nos vies en main.

Nous condamnons la violence policière et appelons à la libération immédiate de tous les protestataires emprisonnés.

Pour l'émancipation des êtres humains, pour la liberté.



Premier communiqué de l'occupation de la GSEE

L'assemblée générale des travailleurs insurgés
Mercredi 17 décembre 2008, 18h00

Nous déterminerons notre histoire nous-mêmes ou elle sera déterminée sans nous.

Nous, travailleurs manuels, employés, chômeurs, intérimaires et précaires, locaux ou migrants, ne sommes pas des téléspectateurs passifs. Depuis le meurtre d'Alexandros Grigoropoulos, samedi soir, nous participons aux manifestations, aux affrontements avec la police, aux occupations du centre ville comme des alentours. Nous avons dû maintes et maintes fois quitter le travail et nos obligations quotidiennes pour prendre les rues avec les lycéens, les étudiants et les autres prolétaires dans la lutte.

NOUS AVONS DÉCIDÉ D'OCCUPER LE BÂTIMENT DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS EN GRÈCE (GSEE).

Pour le transformer en un espace de libre expression et un point de rendez-vous pour les travailleurs,

Pour disperser les mythes vendus par les médias sur l'absence des travailleurs des affrontements, que la rage de ces derniers jours ne serait que l'œuvre de quelques 500 « cagoulés », « hooligans », ou d'autres histoires farfelues, alors que dans les journaux télévisés les travailleurs sont présentés comme des victimes de ces affrontements, et alors que la crise capitaliste en Grèce et dans le monde mène à des licenciements innombrables que les médias et leurs dirigeants considèrent comme un « phénomène naturel ».

Pour démasquer le rôle de la bureaucratie syndicale dans le travail de sape contre l'insurrection, mais aussi d'une manière générale. La Confédération générale des travailleurs en Grèce (GSEE), et toute l'intégralité de la machinerie syndicale qui la soutient depuis des di-

zaines et des dizaines d'années, savent les luttes, négocient notre force de travail contre des miettes, perpétuent le système d'exploitation et d'esclavage salarié. L'attitude de la GSEE mercredi dernier parle d'elle même : la GSEE a annulé la manifestation des grévistes pourtant programmée, se rabattant précipitamment sur un bref rassemblement sur la place Syntagma, tout en s'assurant simultanément que les participants se disperseraient très vite, de peur qu'ils ne soient infectés par le virus de l'insurrection.

Pour ouvrir cet espace pour la première fois, comme une continuation de l'ouverture sociale créée par l'insurrection elle-même, espace qui a été construit avec notre contribution mais dont nous avons été jusqu'ici exclus. Pendant toute ces années nous avons confié notre destin à des sauveurs de toute nature, et nous avons fini par perdre jusqu'à notre dignité. Comme travailleurs, nous devons commencer à assumer nos responsabilités, et cesser de faire reposer nos espoirs dans des leaders « sages » ou des représentants « compétents ». Nous devons commencer à parler de notre propre voix, nous rencontrer, discuter, décider et agir par nous même. Contre les attaques généralisées que nous endurons. La constitution de résistances collectives « d'en bas » est la seule voie.

Propageons l'idée de l'auto-organisation et de la solidarité sur les lieux de travail, les comités de luttes et les processus collectifs de base, abolissant les bureaucraties syndicales.

Pendant toutes ces années nous avons gobé la misère, la résignation, la violence au travail. Nous nous sommes habitués à compter nos blessés et nos morts – les prétendus « accidents du travail ». Nous nous sommes habitués à ignorer que les migrants, nos frères de classe, étaient tués. Nous sommes fatigués de vivre avec l'anxiété de devoir assurer notre salaire, de pouvoir payer nos contributions de sécurité sociale et de nous garantir une retraite qui maintenant ressemble à un rêve lointain.

De même que nous luttons pour ne pas abandonner nos vies dans les mains des patrons et des représentants syndicaux, de même nous n'abandonnerons pas les insurgés arrêtés dans les mains de l'État et des mécanismes juridiques.

LIBÉRATION IMMÉDIATE DES DÉTENUS
 RETRAIT DES CHARGES CONTRE LES INTERPELLÉS
 AUTO-ORGANISATION DES TRAVAILLEURS
 GRÈVE GÉNÉRALE

Quand ils attaquent l'une d'entre nous, c'est nous tous qu'ils attaquent !

Assemblée de solidarité à Konstantina Kouneva

Aujourd'hui, 27 décembre, nous occupons les bureaux centraux de l'ISAP (RATP d'Athènes) comme une première réponse à l'attaque meurtrière au vitriol sur le visage de Konstantina Kouneva le 23 décembre, quand elle revenait du travail. Konstantina est aux soins intensifs à l'hôpital d'Evangelismos avec de graves problèmes respiratoires et des problèmes de vue.

Qui est-elle et pourquoi l'a-t-on attaquée ?

Konstantina est une des centaines de travailleuses immigrées qui travaillent dans le nettoyage en « sous-location »⁴, coopérant avec la société de transport public. Secrétaire générale du syndicat panathénien (de tout le département de la capitale) des nettoyeurs et du personnel domestique, très engagée et connue des patrons pour cela. La semaine dernière elle s'est disputée avec la compagnie (Oikomet) revendiquant toute la prime de Noël pour elle et ses collègues, en dénonçant les actes illégaux des patrons. Avant cela, sa mère a été virée par la même compagnie. Elle-même a été déplacée loin de son premier poste de travail, alors qu'une rencontre, après ses accusations, devait avoir lieu avec ses patrons et la Commission du Travail le 5 janvier 2009. Ce sont des pratiques très répandues dans le secteur des compagnies de nettoyage qui recourent à la « sous-location » de travailleurs.

Les contrats en retard, les salaires jamais payés, les heures supplémentaires non payées, la différence entre ce que les travailleurs signent et ce qui se passe vraiment, le choix d'embaucher presque exclusivement des immigré(e)s, avec carte de séjour provisoire, pour qu'ils deviennent otages aux mains des patrons, le non-paiement des contributions de Sécurité sociale, et ceci toujours sous la protection du secteur

4. Les travailleurs sous-loués travaillent comme s'ils étaient des employés de l'entreprise qui sous-traite, mais sans les droits qui vont avec. C'est très utilisé par exemple dans les banques grecques.

public et de ses membres corrompus, qui connaissent la situation et renforcent ces conditions d'esclavage moderne... Ce sont les règles dans ce domaine.

C'est spécialement le cas d'Oikomet, une compagnie de nettoyage qui embauche des travailleurs précaires partout en Grèce, et propriété de Nikitas Ikonomakis (membre du PASOK, le parti socialiste grec) qui emploie officiellement 800 travailleurs (les travailleurs parlent du double, tandis que les trois dernières années plus de 3000 y ont travaillé), où le comportement mafieux illégal des patrons est un phénomène quotidien. Par exemple, les travailleurs y sont obligés de signer des contrats blancs (les conditions sont écrites par les patrons ultérieurement) qu'ils n'ont jamais l'occasion de revoir. Ils travaillent 6 heures et ne sont payés que pour 4,5 (salaire et contributions de Sécurité sociale) pour ne pas dépasser les 30 heures (sinon ils devaient être inscrits dans la catégorie plus onéreuse de travailleurs à haut risque). Les patrons les terrorisent, les déplacent, les licencient et les menacent avec des démissions forcées (une travailleuse a été retenue de force dans un bureau de la compagnie pendant 4 heures jusqu'à ce qu'elle signe sa démission). Le patron a créé lui-même un syndicat jaune afin de manipuler les travailleurs tandis qu'il licencie et embauche à sa guise sans permettre la communication et l'action collective entre les travailleurs.

Quelle est la relation entre Oikomet et ISAP ?

Oikomet a le monopole du nettoyage chez ISAP (comme dans d'autres services et entreprises publics) car elle « offre » le paquet le moins cher avec les conditions d'exploitation et de dévalorisation du travail les plus élevées. Tel sont les termes « d'offre et de demande » mis en place par les organismes publics, parmi lesquels ISAP. ISAP est complice du maintien de ce statut d'exploitation sauvage malgré les dénonciations continues de la part des travailleurs. L'attaque meurtrière contre notre collègue a un caractère de **vengeance** et de punition exemplaire.

La cible n'était pas choisie au hasard : femme, immigrée, syndicaliste active, mère d'un adolescent ; la plus vulnérable aux yeux des patrons.

La manière n'était pas choisie au hasard : elle relève des pratiques d'autrefois et a pour objectif de stigmatiser, de terroriser et de montrer ce qui les attend.

Le moment n'était pas choisi au hasard : à l'heure où les médias, les partis, l'Église, les entrepreneurs et les chefs des syndicats essayent

de décrédibiliser le mouvement d'explosion sociale, où **l'assassinat de sang-froid du lycéen de 15 ans Alexandros se camoufle en un ricochet de la balle**, l'attaque contre Konstantina passe inaperçue. L'attaque meurtrière des patrons a été minutieusement préparée.

Konstantina est une d'entre nous. La lutte pour la DIGNITÉ et la SOLIDARITÉ est NOTRE lutte. L'attaque contre Konstantina **a marqué notre mémoire** des rafles racistes, des camps de concentration, des attaques paramilitaires, des accidents du travail, des assassinats de l'État, des conditions de travail esclavagistes, des inculpations, des licenciements jusqu'au terrorisme — montrant le long chemin de la lutte sociale et de la lutte de classes. Notre cœur est rempli de douleur et de rage. On va seulement dire :

**Les assassins vont payer !
Le terrorisme patronal ne passera pas !**

LA CRISE PERMANENTE DE L'ÉDUCATION : SUR QUELQUES LUTTES RÉCENTES EN GRÈCE

TPTG
Juillet 2008

LE DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE en Grèce, durant les années 1960, a été fondé sur la croissance du secteur secondaire, plus particulièrement sur la construction et sur l'industrie, cette croissance avait pour principale base le faible coût du travail et non des investissements importants en capital fixe. Elle a signifié : exode rural et érosion des économies locales de subsistance. Graduellement, ce développement a généré un besoin de main-d'œuvre plus qualifiée et plus diversifiée. En conséquence, l'enseignement public s'est développé, l'éducation de base est devenue obligatoire et la population universitaire a commencé à croître. Les grèves sauvages étaient quotidiennes, les mobilisations sur la protection sociale, la question du logement ou les problèmes locaux étaient organisées dans quasiment chaque quartier. C'est aussi à ce moment-là que les luttes pour une « éducation libre et publique » ont commencé.

Les luttes de classe réformistes revinrent à l'ordre du jour après la chute de la dictature (1974) et l'enseignement – en particulier l'enseignement universitaire – devint le principal « mécanisme » d'ascension sociale à partir des années 1970 en Grèce, comme cela avait été le cas dans les pays capitalistes avancés, deux décennies auparavant. Les étudiants d'origine modeste, venant de famille ouvrières ou paysannes, pouvaient trouver un emploi permanent dans le secteur public ou un emploi relativement assuré dans le secteur privé s'ils étaient en possession d'un diplôme universitaire (et, plus encore, ils pouvaient même acquérir une position de cadre ou créer leur propres petites entreprises,

particulièrement dans le secteur de la construction). Ainsi, l'université publique est devenue une des plus importantes institutions pour l'intégration et la satisfaction des « espérances sociales », avec un accroissement constant des coûts dans le budget de l'État.

L'intégration des revendications « populaires » contribua à la légitimation des rapports d'exploitation capitalistes, ce qui est une des deux fonctions de base de l'État capitaliste démocratique moderne – son autre fonction étant de mettre en place les conditions d'un procès continu d'accumulation capitaliste, par la reproduction élargie de la force de travail et du capital. Mais les luttes de classe des années 1970 eurent pour conséquence qu'au début des années 1980, l'État commença à connaître de grandes difficultés à exercer, de façon satisfaisante, ces deux fonctions complémentaires mais contradictoires. Les « espérances sociales » n'ont pas diminué, même après l'introduction de politiques néolibérales dans les années 1990, qui visaient à résoudre cette contradiction par le biais de l'approfondissement des divisions dans la classe ouvrière. La réapparition constante de luttes dans le secteur éducatif en est la preuve.

Ce qui suit est constitué de parties de textes que nous avons écrits durant les deux dernières années. Ces textes constituaient une tentative d'analyse théorique de la crise du système éducatif, c'est-à-dire du processus de restructuration néolibérale mis en place depuis des années et des luttes qui s'y sont opposés. En dehors des occupations d'universités, une autre lutte récente qui a inspiré ces textes fut la grève de six semaines des enseignants du primaire à l'automne 2006. Sa durée, ses revendications et le fait que certains d'entre nous aient participé à la grève nous ont poussés à tenter de l'analyser dans le contexte général de la crise de l'éducation.

Bien que les enseignants du primaire, en Grèce, n'aient pas encore ressenti la pression d'un procès de travail aliénant, standardisé et soumis à de constantes évaluations – comme au Royaume-Uni par exemple –, il existe néanmoins une tendance croissante à rendre les cours de plus en plus intensifs. Les programmes tendent à devenir plus stricts, de nouvelles méthodes d'enseignement ont été introduites et, assez récemment, de nouveaux livres de classe ont été imposés aux enseignants et aux élèves mais, de fait, avec beaucoup plus de difficultés qu'auparavant. La perte graduelle de contrôle des enseignants sur le processus d'enseignement s'accompagne lentement de l'entrée des lobbies vendant des programmes éducatifs. Pour couronner le tout, il y a une tendance croissante à réduire les coûts éducatifs, comme partie intégrante de la politique générale de réduction des dépenses publiques.

Dix ans plus tard

Comme nous l'avons dit plus haut, l'éducation, comme principale institution capitaliste qui forme, qualifie et alloue la force de travail comme marchandise, dans la division capitaliste du travail en développement continu, s'est élargie en termes de population universitaire depuis les années 1960, en Grèce. Ce développement a fait surgir de nouvelles revendications « populaires », des attentes, des opportunités de mobilité sociale et des « succès » individuels. Il a aussi conduit à l'accumulation des tensions et des contradictions, des frustrations et des « échecs » individuels (aussi nommés « échecs du système scolaire »). En 1998, déjà, nous avons participé au mouvement contre la précédente tentative de l'État de faire une réforme de l'éducation qui était présentée sous le nom incongru de « [loi-cadre] vingt-cinq vingt-cinq ». À ce moment-là, dans le numéro 7 de notre revue, nous écrivions que :

« La démocratisation de l'éducation qui avait généré une production massive d'espairs (et une hausse temporaire, corrélative, de fonctionnaires et de petits-bourgeois durant les années 1970 et 1980 : en 1982, 68,7 % de diplômés travaillaient dans le secteur public), a entraîné une inévitable crise structurelle de la division hiérarchique du travail et une crise de la discipline et de la légitimité de l'école ; en d'autres termes, une crise de légitimité qui frappe durement l'enseignement public. »

Dix ans plus tard, nous sommes obligés de dire que cette crise... continue.

Peu importe qu'on nomme cette crise – une « crise de légitimité », une « crise du rôle de l'éducation en tant que distribution sélective de la force de travail », une « crise des espérances sociales » ou une « crise dans l'adéquation des qualifications aux opportunités de carrière » – le fait est que l'enseignement a été sérieusement conduit à la crise et qu'il paraît raisonnable de penser que cette situation perdurera dans les années à venir.

C'est précisément le fait que l'enseignement public doive accomplir un grand nombre de fonctions ayant une grande importance sociale qui le condamne à se trouver dans un état de crise permanent. Dans la mesure où il s'est approprié et a intégré des fonctions qui étaient historiquement accomplies par d'autres institutions sociales (la famille, la communauté ouvrière, l'atelier, la corporation), tous les conflits sociaux et les contradictions se manifestent sur son terrain. La

socialisation n'est pas confinée seulement à la famille, l'apprentissage comme moyen de partage de la connaissance a quasiment cessé d'exister comme œuvre de la corporation, et les capitalistes individuels n'ont pas le droit d'organiser l'éducation de base de leur force de travail.

Comme le rôle de l'enseignement public se développe, il est inévitablement transformé en terrain de lutte sociale, un terrain de revendications de classe et de mobilisations (et souvent, au niveau quotidien, il est le lieu d'une dure compétition entre individus). Plus encore, le fait que tous ces conflits prennent place dans la sphère des institutions éducatives les fait apparaître comme des aspects d'une crise éducative et non comme une crise des rapports d'exploitation de classe. De ce point de vue, même si l'école moderne a perdu son monopole dans la transmission et la gestion du savoir, en étant confrontée à des challengers puissants, et peut-être plus attractifs, tels les mass media et Internet, il n'en reste pas moins qu'elle conserve entièrement son rôle social (et il n'y a pas de signe qu'elle soit remplacée par d'autres institutions sociales). D'un côté, elle est utilisée par l'État capitaliste comme instrument de légitimation et de reproduction des rapports de classes, de l'autre, elle est utilisée par la classe ouvrière comme instrument de réduction des divisions et de la sélection. Chacun de ces deux objectifs antagoniques touche à la racine de la reproduction des rapports de classes capitalistes.

Les tentatives néolibérales de restructurer l'éducation, qui eurent lieu en Grèce il y a dix ans, ont rencontré l'opposition des mouvements des étudiants, des élèves et des enseignants. Dans l'article cité précédemment, nous avons essayé de rendre compte théoriquement de cette réponse (multiple, et, plus ou moins, contradictoire). Une de nos erreurs fut de prendre pour acquis le fait que l'État capitaliste serait capable de se sortir de sa crise. À ce moment-là, le projet de sortie de crise de l'État était patent : pour autant il n'en resta pas moins un projet. Dans une étude détaillée, nous faisons référence aux différents « programmes éducatifs qui lient les directives éducatives européennes à une organisation postfordiste du travail et alignent qualifications professionnelles et qualifications éducatives afin de former le futur travailleur-collaborateur polyvalent, qui se voit comme usager/consommateur de produits technologiques et de services... ».

Nous mentionnions aussi le rôle de «[...] La décentralisation qui vise non seulement à la fragmentation de la résistance et des revendications sociales, mais aussi au transfert des coûts éducatifs aux communautés locales, tout autant qu'au renforcement de "l'autonomie" de l'unité-école, comme unité d'une équipe éducative "s'auto-évaluant et collaborant", qui autogère l'école (peut-être avec l'aide de

financeurs) – et probablement en compétition avec d'autres unités. » Finalement, nous faisons mention de la transformation de l'identité enseignante comme « fonctionnaire » – « un mot qui est rarement utilisé aujourd'hui, alors qu'il y a quelques années, il indiquait une identité prestigieuse et une obsolète conscience de soi social-démocrate et "humanitaire" – en celle de "professionnel de l'éducation". »

Dans le cas de l'enseignement supérieur, nous pensions que la tentative de creuser la séparation entre les travailleurs faiblement qualifiés et les diplômés, tout autant qu'entre les diplômés avec des qualifications faibles ou moyennes et ceux de haute qualification serait couronnée de succès. Mais il ne fallait pas prendre pour argent comptant la propagande néolibérale dans sa tentative de surmonter les contradictions héritées de la période sociale-démocrate. Il est vrai qu'au début, nos adversaires remportèrent pas mal de victoires, et, plus encore, des victoires bien concrètes, lorsqu'ils firent passer le *vingt-cinq vingt-cinq* en 1997 : l'abolition de la liste d'ancienneté des enseignants signifiait qu'ils entraient dans une ère de « formation tout au long de la vie » et que la précarité serait renforcée au travers de l'idéologie de la « méritocratie » et de la compétition, remplaçant un statu quo d'égalité formelle dans les rapports de travail. Dans le cas de l'enseignement secondaire, la sélection devint plus intensive avec la création de la nouvelle École secondaire polyvalente d'un côté et des « TEE » (instituts techniques) de l'autre ; dans le cas des universités, l'État tentait d'établir une « formation tout au long de la vie » au travers de nouveaux programmes de formation (appelés « PSE ») en imposant des frais pédagogiques.

Toutefois, il s'ensuivit une série de luttes ouvertes : le mouvement des enseignants au chômage et les émeutes devant les centres d'examen contre l'abolition de la liste d'ancienneté citée plus haut ; les occupations d'écoles secondaires et d'universités par les élèves et étudiants plus tard durant cette même année.

Il y eut aussi beaucoup de réaction invisibles et de refus exprimés par les élèves, les enseignants et les parents qui amoindrirent la monstruosité des examens dans l'École secondaire polyvalente. Le résultat fut un relâchement relatif du processus de sélection et un pont jeté au-dessus de la séparation entre « l'élite » entrant dans l'enseignement supérieur et le « rebut » diplômé dans les instituts techniques. Plus encore, les programmes universitaires « PSE » ne furent jamais vraiment mis en place, et le projet initial pour l'abolition de la liste d'ancienneté des enseignants fut amendé, grâce à la création d'un système complexe de nomination, constitué de plusieurs listes, qui se substitua aux dispositions de la loi de 1997.

Du fait des luttes de classe, de l'utilisation des subsides européens pour mettre en place de nouveaux départements universitaires dans des petites villes afin d'augmenter les rentrées d'argent locales, et de la formation et de la gestion par l'État d'un réservoir de force de travail complexe, peu coûteuse pour le secteur tertiaire, il y eut une hausse spectaculaire du nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur. En 1993, seuls 26,7 % des citoyens grecs entre 18 et 21 ans étaient dans l'enseignement supérieur. En 2004, ce nombre était porté à 60,3 %. Afin d'éviter une crise des finances publiques, la part du budget de l'éducation dans le PNB grec resta au même niveau durant les 15 dernières années (fluctuant entre 3,5 et 4 %).

Mais afin de tempérer les « attentes de la société », l'État devait faire quelque chose de plus. Ainsi il orienta sa stratégie éducative vers un projet néolibéral plus net. Les premiers signes de ce changement apparurent dès le début de cette décennie. De façon générale, cette réorientation consiste en deux recettes simples : des changements dans la gestion du système éducatif (ou, du moins, un mouvement graduel dans cette direction) et un financement étatique volontairement insuffisant de l'éducation.

La mise en place de la première recette consiste seulement, pour l'instant, en ce qui concerne l'enseignement primaire et secondaire, à faire coopérer les secteurs public et privé dans la construction et la gestion conjointe de nouvelles écoles. Cela se manifestera probablement dans le futur par l'apparition d'entreprises finançant des écoles primaires et secondaires, attestant de la sorte de leur droit à participer à la formation de leur future force de travail. La révision de l'article 16 de la Constitution grecque (voir plus loin) est aussi partie intégrante du même processus, en ce qui concerne les universités. La réduction des dépenses publiques pour le secteur éducatif est une caractéristique constante des politiques néolibérales. Elle n'en est pas moins contradictoire, condamnée à créer plus de problèmes que ceux qu'elle est supposée résoudre. D'un côté, elle permet à l'État de réduire ses dépenses et d'accélérer le processus de restructuration de l'éducation, en affirmant qu'il s'agit là d'une « demande de la société ». De l'autre, les capitalistes individuels (futurs financeurs de l'enseignement primaire ou propriétaires d'universités privées) ont, à juste titre, la réputation d'être incapables d'aller au-delà de leurs intérêts propres et de se placer à la disposition des intérêts généraux de l'accumulation capitaliste. En d'autres termes, du fait de leurs priorités, une entreprise ou un secteur privé ne peuvent se substituer aux fonctions qui étaient historiquement assurées par l'État.

De surcroît, les néolibéraux peuvent difficilement dissimuler leur vulgarité idéologique. La « méritocratie », par laquelle la mystification de l'idéologie sociale-libérale prétendait à une justification sociale, a été mise à nu. Pour les néolibéraux, le droit de chaque individu d'agir comme s'il était un entrepreneur privé conduit au déclin historique de l'idée de justice sociale. La « société » est vue comme un simple agrégat d'individus (ou de familles-ménages, comme disait Thatcher), qui sont supposés se trouver en état de compétition permanente. Le problème des néolibéraux est que de telles idées sapent les bases de leur légitimité politique, ce qui, en retour, fait revenir la nécessité de renforcer l'État (et donc le budget de l'éducation). C'est un cercle vicieux.

À tous les niveaux de l'enseignement, cette tentative de le transformer en entreprise capitaliste est contradictoire mais constante. Cette tentative est perceptible dans les écoles maternelles avec les nouvelles propositions d'intensification des programmes et donc l'insertion précoce dans le monde de l'évaluation, de la quantification et, par là même, du *travail* ; dans l'enseignement secondaire, avec la proposition – une fois encore – du Conseil de l'Éducation nationale d'une sélection plus stricte des étudiants de l'École secondaire polyvalente et l'orientation d'une partie de la population étudiante vers une formation courte, via les « nouvelles » écoles techniques ; dans la nouvelle loi sur l'Université, qui intensifie le travail dans tout cet environnement de l'enseignement supérieur partiellement et subrepticement marchandisé depuis les années 1990, menaçant le prolétariat intellectuel improductif (et donc excédentaire) d'exclusion.

Les luttes visibles ou invisibles des années précédentes ont imposé des limites à la valorisation capitaliste de l'enseignement public et continuent à le faire de nos jours. Le mouvement des occupations d'universités qui a éclaté en mai 2006 et a duré pendant presque un an est un parfait exemple d'une lutte (spectaculairement) visible. Dans le second cas, elles appartiennent aux processus latents qui sabotent et sapent les « innovations » imposées. Par exemple, les tentatives de transformer les enseignants du primaire en « professionnels de l'éducation » – exécutant les ordres du ministre de l'Éducation, et porteurs de « programmes » et de projets afin de trouver des financeurs – ont fait face à un rejet. Un programme appelé « Zone flexible », qui était supposé relier les écoles aux activités commerciales locales et qui était présenté par les intellectuels d'État comme une tentative de mettre en pratique les vieux principes d'une éducation radicale et intégrale, n'a jamais été réellement mis en place. Ni le discours sur la « connexion de l'école avec la vie quotidienne », ni le blabla sur « l'abolition du

modèle centré sur l'enseignant » et le « développement de la collaboration entre élèves » n'eurent d'effets. En termes simples, la plupart des enseignants pouvaient voir que de tels programmes creuseraient les inégalités entre les élèves puisqu'ils étaient liés aux nouveaux systèmes d'évaluation et, après tout, qu'ils leur imposeraient plus de travail non rétribué. Dans le cours des événements, il devint clair pour tous que la mise en place du programme cité plus haut était de première importance pour le ministre de l'Éducation, dans la mesure où il rassemblait les principaux traits de sa politique : une combinaison de contrôle centralisé bureaucratique et de décentralisation, une réduction des financements d'État et l'assimilation de la logique du capital, alors que dans le même temps la participation des financeurs était encouragée afin de trouver des ressources pour la réalisation des projets.

Quand la loi cède

Dans cette seconde partie, nous essaierons de résumer les actes de résistance contre les tentatives du capital de restructurer l'enseignement durant ces dernières années. Comme nous l'avons déjà dit, les principales armes utilisées par l'État sont l'intensification du travail des étudiants et des enseignants, le financement insuffisant du secteur éducatif et une sélection stricte. De cette façon, l'État essaie de répondre à la crise de répartition hiérarchisée de la force de travail qui s'est tout d'abord manifestée dans le milieu des années 1980, alors que dans le même temps, il s'échine à la légitimation perpétuelle des rapports sociaux capitalistes – un mélange qui, disons-le encore, tend constamment à créer de nouvelles crises et contradictions.

Le nouveau projet de loi sur l'enseignement supérieur, qui fut initialement soumis au milieu de 2006 (et fut finalement voté au milieu du second round du mouvement étudiant en mars 2007) tentait d'entériner légalement et de renforcer les tendances existantes de privatisation et de transformation en entreprises des universités. Une série de mesures de ce projet de loi mettait en avant l'intensification des études (par exemple, en instituant une limite aux nombres d'années d'études accordées) et imposait un travail étudiant sous-payé ou même non payé (par exemple, en garantissant les prêts étudiants et les bourses concomitantes en échange d'emploi à temps partiel dans l'université). Plus encore, le financement de l'université était lié à un procédé d'évaluation. De même, la tentative de réviser l'article 16 de la Constitution grecque afin de permettre l'établissement d'universités privées, vise au même but, c'est-à-dire à restructurer les universités publiques afin

qu'elles fonctionnent de plus en plus comme des entreprises privées. En utilisant l'arme du financement insuffisant et sélectif, l'État place les universités dans un contexte compétitif. Cela a pour conséquence, pour les universités, l'obligation de faire de leurs activités des activités rentables partout où cela est possible. Le critère de base de leur « bonne » marche et du financement étatique adéquat sera la taille de leurs investissements, le type de recherches qu'elles engagent et leur capacité à imposer de nouvelles règles disciplinaires et à encourager leurs étudiants à investir individuellement en capital humain.

Dernière chose mais non des moindres, la nouvelle loi change la définition du principe d'inviolabilité des universités. L'inviolabilité des universités a été le résultat légal d'un précédent cycle de luttes de classe en Grèce. Il fut introduit au début des années 1980 par le gouvernement « socialiste » en reconnaissance du rôle de l'insurrection « étudiante » de 1973 dans le renversement de la dictature, et était une des mesures qui visaient à récupérer, non seulement le mouvement étudiant militant, mais tout le mouvement de classe des années 1970. Grâce au principe d'inviolabilité, il y eut continuellement des occupations d'universités pour des campagnes politiques et, dans une certaine mesure, pour d'autres usages sociaux (par exemple, les locaux de l'université dans le centre d'Athènes sont utilisés pour des rencontres politiques, des fêtes non commerciales, et ainsi de suite, sans la permission des autorités universitaires). Le nouveau projet de loi restreint le principe d'inviolabilité des universités à la protection du « droit au travail » et prévoit des sanctions spécifiques. À partir de maintenant, les grèves des équipes d'enseignement ou d'encadrement, les occupations étudiantes, etc. peuvent être considérées comme des actions contraires à la loi d'inviolabilité des universités et, en tant que telles, peuvent être réprimées par la police.

Le mouvement d'occupation des universités a éclaté en mai 2006. Les écoles et les départements universitaires entrèrent dans la lutte l'un après l'autre, et en très peu de temps, toutes les universités furent occupées. Le premier round du mouvement étudiant parvint à repousser l'adoption du projet de loi. Les occupations reprirent en janvier 2007, quand le gouvernement tenta de réviser l'article 16 de la Constitution et durèrent jusqu'à la fin mars. Le mouvement parvint à repousser la révision constitutionnelle de deux ou trois ans (de toute façon, le processus de révision est lent et requiert l'appui d'une large majorité au Parlement). Néanmoins, le projet de loi devint loi le 8 mars, alors qu'une émeute féroce, qui dura plusieurs heures, se déroulait à l'extérieur du Parlement. Le mouvement gagna quelques concessions (rien d'essentiel), mais la nouvelle loi ne fut pas appliquée. Il y avait des

risques qu'un nouveau mouvement apparaisse avec l'application réelle de la loi.

En ce qui concerne les caractéristiques qualitatives du mouvement, il est vrai que les occupations furent plus actives en termes de participation étudiante, d'organisation de rencontres, ateliers et ainsi de suite, durant le premier round du mouvement que durant le second. Il y eut seulement quelques actions minoritaires qui tentèrent d'étendre le mouvement sur d'autres terrains (comme par exemples des blocages ou des interventions sur des lieux de travail, comme les centres d'appel où travaillent quelques étudiants), mais la participation aux manifestations fut réellement massive dans toute la Grèce (le 8 mars, on estime que 40 à 50 000 personnes participèrent à la manif).

Mais pour comprendre les raisons pour lesquelles ce mouvement a pris des dimensions si importantes, il ne suffit pas d'en appeler aux changements de législation, parce que certains de ces changements concernaient principalement de futurs étudiants. On ne peut comprendre ce mouvement qu'en le voyant comme une expression du mécontentement accumulé par toute une génération de jeunes prolos depuis les précédentes réformes, dix ans auparavant. Ces réformes étaient l'instrument de l'intensification du travail, à l'école et dans le domaine du travail salarié proprement dit. Il n'est pas fortuit que les mobilisations aient éclaté au milieu d'une période d'examens. Même si les porte-parole officiels du mouvement n'ont jamais cessé de jacasser sur le fait que l'année scolaire « ne serait pas perdue » et que les examens se dérouleraient après le mouvement, les occupations avaient aussi le caractère d'un « grève des examens », particulièrement pendant mai et juin 2006, puisque nombre d'étudiants, à la fois participants actifs et « passifs » du mouvement, ne voulaient pas passer leurs examens avant les vacances d'été, affirmant ainsi leur refus de l'intensification du travail. Plus encore, les étudiants mobilisés soulevèrent la question de la « libre » reproduction de leur force de travail (même de façon contradictoire) par la revendication d'une « éducation libre et publique ». Cette revendication fut exprimée plus explicitement par des tendances minoritaires du mouvement qui revendiquèrent « repas et hébergement gratuits » aussi bien qu'un « transport gratuit pour tous », revendications qui furent soutenues par quelques blocages de routes et de gares, et quelques interventions dans les stations de métro.

Bien que la réforme de 1997 de l'enseignement secondaire ait réussi à mettre au pas une génération d'étudiants pour quelques années, c'était une victoire temporaire. Cette génération ne pouvait être arrêtée dans l'expression de son refus d'une vie qui se caractérisait de plus

en plus par l'insécurité et la crainte. Une grande partie des étudiants réalisaient que les promesses d'une « carrière couronnée de succès » se réaliseraient seulement pour une minorité d'entre eux. En même temps, ils se révoltèrent contre une activité quotidienne qui ressemblait à n'importe quel travail. Cette révolte contre le travail étudiant fut impulsée par un nombre important d'étudiants qui avaient déjà fait directement l'expérience de l'exploitation et de l'aliénation comme salariés proprement dits. Dans ce contexte, il y eut des interventions pour de meilleures conditions de travail dans les centres d'appel où travaillaient les étudiants. Néanmoins, ce n'était pas une tendance dominante du mouvement, puisque la plupart des étudiants dépendent de leurs parents alors que d'autres espèrent toujours d'une façon ou d'une autre accéder au statut d'entrepreneurs ou de membres des professions libérales. Ainsi, les « travailleurs » étaient principalement considérés comme des soutiens extérieurs, et c'étaient principalement les parents. Bien sûr, la connexion avec d'autres fractions de la classe ouvrière dépend directement de l'existence de luttes en dehors de l'université. Par exemple, quand une lutte locale pour une amélioration des conditions de travail a éclaté dans un dispensaire d'État dans un village près de Thessalonique, les étudiants de la faculté de médecine qui étaient en grève exprimèrent leur solidarité.

Le syndicat des enseignants appela à la grève des enseignants du primaire durant le premier round du mouvement étudiant suite à une proposition faite par les syndicalistes gauchistes. Il faut noter qu'il n'y eut pas d'offensive de la part de l'État avant l'appel à la grève. La liste des revendications officielles comprenait à la fois des revendications salariales et sur les conditions de travail. C'était une assez longue liste de revendications, mais bien qu'elle fût venue « d'en haut », et en particulier du groupe gauchiste qui en avait pris l'initiative, elle se centrait quand même sur les besoins des enseignants, de façon indirecte.

La grève commença le 18 septembre 2006 comme une action de cinq jours et dura six semaines. Le syndicat n'avait pas l'intention de continuer la grève au-delà de la première semaine, comme l'a montré l'attitude des syndicalistes dans les assemblées générales qui se déroulèrent après la première semaine de grève. Toutefois, le fait que la participation à la grève ait été très élevée, particulièrement à Athènes et dans d'autres zones urbaines (autour de 70-80 %), tout autant que celui que le ministre n'ait fait aucune concession, rendaient le recul très difficile pour le syndicat. Ici, il peut être utile de remarquer que certains enseignants des zones rurales n'ont pas pris part à la grève, peut-être parce qu'ils avaient d'autres boulots comme à-côtés, l'élevage

par exemple. Ainsi, bien que la grève ait été initiée par les dirigeants syndicaux, dans son cours elle devint de plus en plus une action de la base. La participation demeura assez élevée dans certaines zones urbaines pendant toute la période des six semaines, et durant cette période des manifestations massives se déroulèrent au centre d'Athènes. D'un autre côté, la participation aux AG n'était pas très importante à l'exception de quelques unions locales. Des comités de grève furent organisés dès le début. Ces comités étaient principalement les exécutants des décisions prises dans les AG locales et il n'y avait pas de coordination entre eux. Comme d'habitude, les AG furent l'arène de différents conflits. La lutte restait sous le contrôle du syndicat et ceci est en partie dû au fait que le groupe gauchiste qui, d'une certaine façon, représentait et rassemblait beaucoup d'éléments radicaux du secteur s'empara de l'administration du syndicat pendant la grève. Maintenant, portons notre attention sur les raisons réelles de la grève et de sa combativité.

Premièrement, nous devons souligner que les enseignants ne peuvent pas être considérés comme un secteur privilégié de la classe ouvrière : le salaire de base d'un enseignant est d'environ 900 euros alors que le salaire minimum en Grèce est d'environ 700 euros. Mais les revendications salariales ne prévalaient pas sur toutes les autres.

Les revendications principales réellement formulées par la base étaient principalement au nombre de deux : un budget plus élevé pour l'enseignement, et deuxièmement, la fin de la continue « marchandisation de l'école ».

La première revendication exprime une opposition complète aux transferts des coûts de reproduction de la force de travail vers la classe ouvrière. D'une certaine manière, les enseignants portaient une revendication émanant de l'ensemble de la classe ouvrière. Les conditions plus dures de travail et la misère économique de l'école étaient assimilées, aux yeux des enseignants, à *la misère du manque de sens de leur travail*. La conscience positive que les enseignants avaient traditionnellement d'eux-mêmes s'était effondrée sous le poids de leur abandon économique et de l'aliénation. Le fait que tout cela n'ait pas été exprimé explicitement dans les revendications alors que c'était évident dans beaucoup de rencontres entre enseignants et parents, dans certains textes, dans des débats et dans la rue, est tout à fait significatif de la difficulté de la base à s'exprimer et à se débarrasser des porte-parole syndicaux officiels.

Les protestations contre la « *marchandisation de l'école* » étaient la seconde caractéristique principale de la grève. L'arrivée de financeurs concentrait toute la colère des grévistes, dissimulant le fait que l'ensei-

nement public était déjà lié au capital et que ce rapport ne pouvait pas seulement être assimilé aux financeurs. Si les enseignants étaient parvenus à dépasser ce point de vue étroit, ils en auraient dit beaucoup plus sur leur aliénation quotidienne. À part quelques paroles isolées, *ce sentiment contre le travail* n'était pas articulé dans un discours et s'est exprimé seulement par la durée très longue de la grève.

Des slogans comme « *on fera grève jusqu'en l'an 3000* » et « *on laisse tomber le salaire du mois prochain, aussi* », expriment le désir de ne pas retourner à l'aliénation de la salle de classe. En dehors de cela, il est très difficile d'expliquer l'écart entre la longueur de la grève et sa combativité et les revendications syndicales plus ou moins prévisibles. Notre interprétation des événements repose plutôt sur le fait que ce fut une grève offensive : sans une attaque patente de la part de l'État et avec un ensemble de revendications qui exprimaient seulement de façon indirecte les besoins des grévistes. Il serait sinon difficile de comprendre pourquoi beaucoup d'enseignants ne voulaient pas reprendre le travail, même après six semaines de grève.

En poursuivant cette explication, nous pouvons mieux comprendre les revendications salariales. La revendication d'une augmentation de 500 euros était une revendication en compensation de la détérioration croissante des conditions de travail. De la sorte, c'était plus une revendication centrée sur les enseignants, sectorielle, et moins une revendication ouvrière : les slogans sur les salaires semblaient dire que « *le travail est devenu impersonnel, aliénant et intensifié – au moins, il ne devrait pas être autant sous-payé* ».

Néanmoins, la nécessité de s'unir avec d'autres fractions de la classe ouvrière (principalement les parents, mais aussi d'autres travailleurs qui soutenaient la grève) sur un terrain commun ne pouvait s'exprimer par la revendication d'un bon salaire pour les enseignants (qui implique aussi que le travail intellectuel est supérieur au travail manuel). Ce terrain commun peut seulement s'édifier sur des besoins communs, c'est pourquoi la revendication initiale fut transformée en « *1 400 euros pour tous* » au milieu de la grève et fut alors acceptée par la majorité des enseignants. Toutefois, la communication avec les « autres » fut confinée à des manifs communes avec une minorité d'étudiants et à quelques rencontres avec des parents organisées par les grévistes. Comme nous le disions, la grève prit fin au bout de six semaines. Confrontés à l'intransigeance de l'État et incapables de dépasser les limites imposées par leur rôle social et la représentation syndicale, les grévistes ne parvinrent pas à faire le pas supplémentaire qui était nécessaire. Mais, bien sûr, cela n'était pas facile : une offensive et une critique collectives contre l'aliénation et la nature

sélective de l'enseignement accompagnées d'une critique du syndicat, cela serait devenu bien plus qu'une grève : une insurrection.

La grève n'a pas obtenu de concessions matérielles, mais a-t-elle eu des aspects intéressants ? Notre réponse sera positive sous deux aspects. Premièrement, la grève a délégitimé d'une certaine façon l'État néolibéral qui prétend garantir un système éducatif « de qualité » et « libre et public ».

Deuxièmement, au niveau du système éducatif même, une grève d'un mois et demi a anéanti l'image d'un système scolaire fonctionnant « sans à-coups ». Et, plus important, elle a détruit l'image de l'enseignant comme professionnel, un rouage de l'État pour l'application de son contrôle idéologique, et un « petit-bourgeois » qui, censément, profite de sa position privilégiée.

Néanmoins, la façon dont la grève a pris fin, sans aucune perspective future ni aucun gain matériel, a des conséquences négatives et montre clairement qu'une fraction de la classe ouvrière ne peut pas gagner beaucoup si elle demeure isolée, aussi combative soit-elle. C'est devenu patent au début de l'année lorsque le gouvernement a introduit une nouvelle loi qui était une attaque contre la protection sociale et les retraites. Cette nouvelle loi sur la Sécurité sociale prévoit un recul de l'âge de la retraite même pour les mères d'enfants mineurs, une baisse du montant des retraites et une hausse de la durée de cotisations requise pour l'assurance maladie, quelque chose qui frappe durement, principalement les travailleurs jeunes, à temps partiel et précaires. Malgré la violente attaque contre tous les travailleurs (étudiants compris), la résistance des enseignants et des étudiants fut très faible.

L'OCCUPATION, PAS LA DÉMOCRATIE !

Blaumachen
Thessalonique, été 2006

Introduction

Pour commencer, nous devons écrire quelques lignes d'introduction sur le mouvement étudiant qui s'est répandu en Grèce en mai et juin dernier [2006]. Nous pensons que cela est nécessaire, puisque peu d'informations sont disponibles à ce propos en français [anglais]. Nous écrivons en tant que participants de ce mouvement, étant donné qu'au moins la moitié des membres de Blaumachen sont étudiants.

L'enseignement supérieur, en Grèce, subit une restructuration, conformément à la « Déclaration de Bologne » (1999), et comprise dans la restructuration néolibérale au sens large des rapports capitalistes en Grèce. Le but est, comme ailleurs en Europe, de produire une force de travail plus flexible, capable d'apprentissage tout au long de la vie et de requalification. Cette politique a créé une population de jeunes de plus en plus prolétarisés, condamnée largement à des conditions de travail flexibles et/ou au chômage. La restructuration actuelle de l'enseignement supérieur a rencontré les premières vagues de résistance dans la lutte des étudiants, en 2001. Toutefois, cette lutte est terminée, le travail scolaire a été de plus en plus intensifié depuis lors, et dans le même temps, des réformes législatives ont été mises en place (bien qu'elles n'aient pas été encore appliquées). Les tentatives de l'actuel gouvernement (néoconservateur) visent à réviser la Constitution qui, jusqu'à présent, garantit le caractère public de l'enseignement supérieur, et à réformer la législation sur l'enseignement supérieur afin de mettre en conformité l'université avec les impératifs d'évaluation, de compétitivité, de flexibilisation et de marchandisation. Cette tentative a déclenché la récente lutte des étudiants.

Les « journées de juin » ont été le mouvement étudiant le plus massif depuis 1986. 430 universités et instituts techniques ont été occupés (451 occupations en tout). Il y a eu un grand nombre de manifestations (les plus grandes à Athènes et Thessalonique, avec respectivement vingt et dix mille manifestants), des affrontements avec les flics dans le centre d'Athènes et des assemblées générales massives. D'après nous, « *Nous ne pouvons rien comprendre de cette lutte si nous croyons que le projet de loi est le seul problème du jeune prolétariat occupant les universités, abandonnant les études, manifestant et faisant ses propres fêtes. Au lieu de cela, nous vivons une explosion sociale qui est le reflet de la colère accumulée, la négation d'une vie quotidienne sur les campus de plus en plus intensifiée, de la pauvreté des choix infiniment limités offerts par le spectacle, de la promesse d'un futur avec rien d'autre qu'encore plus de travail, encore plus d'insécurité, encore plus de peur. L'opposition forte et déterminée au nouveau projet de loi représente la riposte du jeune prolétariat aux obsessions néolibérales : ne nous faites pas porter le chapeau pour le fait que les besoins sociaux ne sont pas satisfaits ; nous ne paierons pas pour cela ; nous n'essaierons pas plus fort. Toutefois, cette négation est segmentée et (jusqu'à présent) ne s'unifie pas dans une critique radicale du monde existant. Ce qui émerge pour l'instant, comme tendance dominante de ce mouvement, une tendance qui est sans cesse renforcée par la Gauche, c'est la défense contre l'expression institutionnelle de la restructuration de l'enseignement supérieur, ce qui signifie l'affirmation d'une forme précédente de la régulation des rapports de classes. Cela se retrouve dans des slogans comme "éducation gratuite et publique", "nous voulons des emplois, pas du chômage"...* »¹ Finalement, ce mouvement a pris fin en juin, lorsque le gouvernement a annoncé que l'introduction de la nouvelle loi serait repoussée à l'automne ; de ce fait, nous ne saurions laisser de côté les pratiques des organisations (réformistes ou radicales) de gauche et les vacances d'été imminentes.

Nous savons que cette introduction est trop brève pour décrire et critiquer une lutte sociale dans son ensemble. Ce n'est pas l'endroit où entreprendre un tel travail. Nous travaillons actuellement sur un projet semblable, en grec. Pour l'heure, nous publions notre contribution en [anglais] française, *L'occupation, pas la démocratie!* Ce tract a été écrit par quelques-uns d'entre nous avec d'autres camarades durant les premiers jours du mouvement. Il a été distribué pendant la deuxième semaine des occupations et la manifestation de 10 000 personnes à Thessalonique. Son contenu a été défini par ce que nous voyions alors comme la principale faiblesse du mouvement, c'est-à-dire l'adhésion aux procédures

1. Éditorial de *Blaumachen*, n°1, juin 2006

démocratiques et généralement à l'idéologie démocrate, accompagnant l'absence de toute critique du travail scolaire et du rôle de médiation des médias. Un autre tract, sous le titre *Que les occupations deviennent des barricades temporelles* fut distribué à Athènes et Thessalonique durant les troisième et quatrième semaines du mouvement, critiquant les divers groupes gauchistes et introduisant la revendication d'un « salaire social ». Nous espérons que cela sera aussi disponible pour les lecteurs francophones [anglophones] dans le futur.

À propos de quelques mythes largement répandus ; à l'usage des étudiants combattifs (et pas seulement eux) de juin

L'idée de débattre démocratiquement, chaque jour, avec les non-grévistes, de la reconduction de la grève est une aberration. La grève n'a jamais été une pratique démocratique, mais une politique du fait accompli, une prise de possession immédiate, un rapport de force. Nul n'a jamais voté l'instauration du capitalisme. [...] Une étrange idée hante ce mouvement, celui d'une occupation des facultés aux heures ouvrables. D'une occupation qui ne serait pas libération de l'espace. Où vigiles, pompiers, administration, prétextes d'autorité et de sécurité continueraient à exercer leur empire infantilisant, où l'université resterait platement l'université. Il est vrai que cet espace, une fois conquis, nous devrions le peupler, le peupler d'autre chose que du désir de retourner à la normale. Nous placer dans la perspective sereine qu'il n'y aura pas de retour à la normale. Puis habiter cette irréversibilité... [...] Qu'on ne nous dise plus que ce que nous faisons est « illégitime ». Nous n'avons pas à nous envisager du point de vue des spectateurs de la lutte, ni a fortiori du point de vue de l'adversaire. La légitimité appartient à qui pense ses gestes. À qui sait ce qu'il fait, et pourquoi il le fait. Cette idée de la légitimité est évidemment étrangère à celle d'État, de majorité, de représentation. Elle n'obéit pas au même type de rationalité, elle pose sa propre rationalité. Si le politique consiste en la guerre entre différentes légitimités, entre différentes idées du bonheur, notre tâche est désormais de nous donner les moyens de cette lutte. Sans autre limite que ce qui nous paraîtra juste, et joyeux.

Extraits du 4^{ème} communiqué du comité d'occupation de la Sorbonne en exil », distribué durant l'agitation de mars en France.

Nous débutons ce petit exposé en rappelant un moment de l'explosion sociale en France, il y quelques mois. Nous faisons certes référence à la France, mais principalement pas à ce qui est vraiment arrivé là-bas, mais à ce qui n'est pas arrivé ; aux échecs et faiblesses de ce mouvement ; au contenu révolutionnaire qui n'a pas existé et aux pratiques qui n'ont pas eu lieu ; aux choses que nous devons dépasser afin que ces leçons de lutte deviennent une partie de notre propre mémoire, de notre propre lutte ici. Le mouvement en France a pris fin. Ce qu'il en reste, ce n'est pas seulement le retrait partiel du « CPE » ; il a aussi transmis à ceux qui étaient dans les rues de la « Ville-Lumière » et dans le reste de la France des moments de poésie humaine et de joie collective.

Tout le campus de notre ville est dorénavant occupé et sous notre contrôle. Nous manifestons dans les rues pour renverser l'attaque capitaliste contre nos vies, une attaque que représente la nouvelle loi. Nous n'acceptons la solution que le capital nous offre. Cela ne veut pas dire que nous sommes satisfaits de ce qui existe actuellement. En occupant l'université, en luttant, nous créons une barricade temporelle, que nous souhaitons voir devenir une attaque totale contre le monde existant. Nous sommes las de travailler de plus en plus intensément et toujours sans être payés. Nous sommes las de toute ces conneries telles que « la vie étudiante », « le savoir », et « l'éducation ». Nous sommes révoltés par le fait que nous en venons à penser comment le capital pourrait mieux gérer notre exploitation. Nous sommes accablés par les jeux politiques, les tactiques politicardes et toute pensée ayant trait au coût politique. Seuls ceux qui s'engagent dans la politique peuvent subir un coût politique. La seule politique qui nous concerne est l'abolition de la politique. Nous avons donc besoin de nous débarrasser de certains mythes qui hantent les esprits de nombre de gens avec lesquels nous luttons, côte à côte.

Premier mythe : la majorité a toujours raison

L'idée que, dans un mouvement, on doit compter les mains, ou même qu'on le puisse, n'a aucun sens. Donner suite à cette idée est se placer soi-même à la merci de l'illusion démocratique selon laquelle la volonté collective est la simple addition des volontés individuelles souveraines, alors qu'elle est en réalité le résultat d'un jeu complexe d'influences mutuelles. Le mythe démocratique souhaite nous convaincre

que seuls les individus existent, chacun avec ses propres responsabilités², sa volonté propre et ses propres pensées. Notre expérience, toutefois, prouve que les rapports humains, les communautés et la joie du contact humain existent ; ce que nous voyons, c'est que tout cela est détruit jour après jour. Leur démocratie veut que nous soyons seuls, des individus isolés névrosés. Leur contradiction est que nous ne pouvons produire du profit pour eux en étant isolés, et donc la coopération productive entre nous doit toujours être assurée. C'est dans cette contradiction que réside notre puissance.

Quand se constituent des procédures de délibération (une assemblée, une coordination ou un Parlement), la principale question, ce ne sont pas les procédures par lesquelles la volonté de tous les participants peut s'exprimer, mais le rapport entre le processus de débat et l'action, une question qui ne peut pas être dissociée de la nature de l'action elle-même. Nous n'avons que faire des procédures par lesquelles l'opinion de tout un chacun peut s'exprimer. Nous ne voulons pas débattre avec tout le monde. L'opinion de ceux qui essaient, à un moment donné, de changer leurs conditions de vie, est celle qui nous concerne. Si une situation est suffisamment riche de possibilités, on peut tout à fait concevoir une minorité soutenant sa propre action à côté de la majorité, et que le résultat des leurs actions mène alors une bonne partie de la majorité à rejoindre la minorité, ou alors à montrer à la minorité qu'elle a fait fausse route. La domination de l'illusion démocratique conduirait la minorité à l'inertie du fait du respect de la procédure, et le mouvement dans son ensemble perdrait l'opportunité d'une avancée qualitative. Ce que nous disons ici peut facilement se comprendre si l'on songe à la procédure des assemblées générales d'étudiants. Nous sommes tous contents que la majorité soutienne l'occupation et la lutte. Mais que se passerait-il si le DAP [l'organisation étudiante du gouvernement] (ou un quelconque « DAP ») mobilisait plus de gens dans certaines écoles (ou même dans toutes), devenant majoritaire ? Devrions-nous accepter notre défaite en adhérant à la légitimité démocratique ? Toute procédure démocratique finit par se retourner contre notre révolte. L'État et tous les partis ont l'habitude d'outrepasser la légitimité démocratique quand elle ne sert pas leurs buts. La preuve se trouve tout autant dans l'histoire des régimes fascistes et notre expérience directe de lutte, maintenant. Nous serions encore

2. Pensez combien cette conception est éloignée de chaque affirmation ministérielle que « [le prolétaire] est responsable de son chômage. Il n'a pas essayé assez fort.»

plus heureux si 500 personnes déterminées à continuer à lutter, bien que minoritaires dans une assemblée générale, détruisaient la dictature de la majorité.

Deuxième mythe : l'occupation n'est qu'un moyen.

Même si la plupart des universités du pays sont occupées, il y a toujours différentes compréhensions de la signification de l'occupation de nos lieux de travail. L'occupation est un acte qui bloque le processus productif, que ce soit pour produire des voitures, de l'enseignement supérieur, ou des humains-marchandises, c'est-à-dire nous. De ce point de vue, l'occupation peut être considérée comme un moyen de pression, puisqu'elle gèle le processus de production du profit (et aucun patron, aucun gouvernement ne peut accepter un tel gel). Mais, par dessus tout, l'occupation est un acte de réappropriation de l'espace et du temps dominés par le capital. Le blocage des fonctions universitaires signifie que, en premier lieu, nous arrêtons de travailler, d'étudier, d'être présents dans les hôpitaux et les cours obligatoires. Au moins, nous avons un peu de temps... un peu de temps pour vivre (ce que nous ne pouvons pas faire d'habitude). Au moins, nous sentons que le campus de l'université est à nous, et nous arrêtons de gaspiller notre activité quotidienne dans un lieu étranger. Au moins, nous pouvons vraiment rencontrer d'autres gens, rire, traîner, nous faire plaisir. Nous savons que, dans la situation actuelle, ces moments de négation sont probablement temporaires. Dans quelques semaines l'occupation sera finie. Néanmoins, *nous devons accueillir avec sérénité le fait qu'il n'y aura pas de retour à la normale, et ensuite habiter cette irréversibilité.*

Il est important d'empêcher ce projet de loi d'être voté ou appliqué puisque cela signifierait une détérioration de nos vies. Il est aussi important de créer ces formes d'organisation qui remettront en cause le mythe démocratique et éviteront d'être figées de la sorte, puisque toute forme d'organisation figée nous est étrangère. Aucune forme particulière ne garantira jamais la nature du mouvement. Mais ce qui nous concerne en premier lieu est **de créer des situations rendant difficile le retour à l'état antérieur des choses.** C'est une question de commencer à modifier, bien que légèrement, les conditions d'existence de ceux que le mouvement a concerné – dans et en dehors de lui. Il y 20 ans, toujours en France, quelques postiers avancèrent l'idée de délivrer le courrier gratuitement. Si une seule poste l'avait fait – par exemple en affranchissant les lettres sans payer – cela aurait eu un impact dont tout le mouvement aurait bénéficié et dont les ondes de choc se se-

raient répandues dans toute la société : l'action d'une minorité aurait eu infiniment plus de poids, pour eux comme pour les autres, que des centaines de milliers de votes dans les assemblées.

Troisième mythe : images et actions.

Ce mouvement est hanté par l'idée d'attirer l'attention des médias sur ses actions et ses "justes revendications". Nous trouvons cette idée absurde et même hostile. Le seul rôle que les médias puissent jouer est d'incorporer le langage du mouvement dans le langage dominant, celui du capital. La seule attitude que nous devons avoir envers les médias est celle de nier totalement la domination de l'image. Tant que le discours du mouvement reste dans la limite de la gestion des problèmes du capital, il se réconciliera avec le langage médiatique (ou du moins avec ceux [des médias] pratiquant l'opposition à la stratégie du gouvernement actuel). Notre parole ne peut échapper à la médiation de l'image et des mensonges médiatiques si ce n'est par le développement de ses qualités propres et son reflet dans les actions limpides correspondantes. Des pratiques de révolte ont déjà émergé ; nous avons bloqué le processus productif d'enseignement et de recherche dans les campus. Nous devons étendre ces pratiques au champ de la circulation des marchandises-biens et des marchandises-humains en bloquant les routes et les gares. Nous avons beaucoup à apprendre de l'expérience française par rapport à ça. Après tout, est-ce que nous ne voulons pas bloquer la reproduction des rapports sociaux capitalistes ? Est-ce que nous ne voulons pas abolir ce qui nous aliène de notre propre vie ? En ce sens, le mouvement doit se doter de ses propres moyens de diffusion de son expression ; il doit développer sa propre voix. *La force d'un mouvement se trouve dans son pouvoir effectif, non dans ce qui est dit de lui, et dans le commérage malicieux à son propos.*

La dictature de l'image ne se retire pas au rapport entre le mouvement et les médias. Elle implique aussi les rapports qui se développent entre les individus dans le même mouvement. *La séparation est l'alpha et l'oméga du spectacle* ; la séparation entre ceux qui sont impliqués dans le mouvement et ceux qui le regardent (fragmenté) à la télé ; entre ceux qui votent juste pour des actions et ceux qui y prennent part ; entre ceux qui sont juste partie prenante et ceux qui organisent les actions, et ainsi de suite... Ces séparations créent des spectateurs à différents niveaux. Ce monde, qui est basé sur la séparation d'avec les produits de notre activité et notre capacité créative, nous reproduit comme spectateurs de notre vie. Nous sommes habitués à regarder notre vie plus qu'à la faire. Cela

est si solidement imprimé dans nos esprits et nos corps que cela perdure aussi durant nos luttes. Prenez par exemple l'admiration pour ceux qui ont des « facilités de commandement » ou dotés de la capacité de délivrer un discours galvanisant, les applaudissements pour des discours syndicaux vains, les millions de photos d'assemblées générales massives, l'idée obsessionnelle que nos manifestations doivent se diriger vers les bâtiments gouvernementaux, symboles des prises de décision, l'affrontement spectaculaire avec les flics... c'est ce que le spectacle en général attend. *Le spectacle est le cauchemar de la société moderne emprisonnée qui en définitive n'exprime rien de plus que son désir de dormir. Le spectacle est le gardien du sommeil.* Ce que le mouvement est obligé de faire afin d'avancer, c'est écraser l'image par les actions créatives de nous tous.

Quatrième mythe : coordination.

La coordination nationale reflète la stérilité de la politique et essentiellement notre faiblesse. Les syndicalistes, des dizaines de groupes de gauche, offrent des plateformes écrites par avance par leurs dirigeants. La coordination nationale est une tentative politique certaine de dominer le mouvement. Nous savons que coordonner les actions de différentes fractions du mouvement dans un cadre plus large est nécessaire ; de même pour la confrontation des idées dans le mouvement. Toutefois, non seulement l'idée d'une coordination nationale (de la façon dont elle s'est jusqu'à présent développée) ne met pas cela en avant, mais est aussi réfractaire à une telle nécessité. Le seul débat existant est sur la nécessité de la coordination, sur le « quand » et le « où », mais il n'y a pas de discussion sur **ce que nous allons exactement coordonner**. La discussion sur le contenu de nos actions est presque totalement absente de la plupart des comités d'occupation. Dans les cas où une tendance politique domine, le contenu est évident ; c'est leur plateforme politique. Dans le reste des comités, la discussion est toujours repoussée afin de ne pas rompre une soi-disant unité sur les « minima ».

Il est tout à fait clair dans de telles conditions que la coordination nationale signifie la domination de la plateforme politique de l'organisation ou des organisations qui domineront (en premier lieu en termes numériques) dans l'amphithéâtre du conflit. Ils nous veulent spectateurs. Au contraire, parce que nous ne recherchons pas les « minima » mais le maximum (« nous ne voulons pas juste un croûton de pain, mais toute la putain de boulangerie », comme disait un vieux slogan), nous devons détruire cette logique et coordonner nos mutineries de façon autonome.

Cinquième mythe : Vous avez tort ; je ne travaille pas... Mais quand je serai grand je serai docteur !

Très peu sont ceux qui n'ont pas d'ores et déjà compris que l'université a partie liée avec le marché du travail ; personne ne croit que l'enseignement supérieur a des buts tels que ouvrir les horizons de chacun, fournir une culture variée ou toute autre connerie résiduelle de l'Académie Platonicienne (pour les amoureux de l'Antiquité, nous pouvons rappeler que dans l'Athènes antique, il n'y avait pas que les chics types – mâles bien sûr – débattant dans le cadre des procédures de la démocratie directe, mais beaucoup, beaucoup d'esclaves aussi qui auraient volontiers chié devant les portes de la « république idéale »). D'un côté, l'université produit du savoir nécessaire à la reproduction du système du travail salarié (nouvelle technologie, la vapeur idéologique d'une société d'exploitation, etc.). De l'autre, de nouveaux travailleurs sont produits clés en main avec ces attributs qui les rendent plus exploitables par leurs futurs employeurs (déqualifiés, flexibles, catégorisés, et bien sûr compromis corps et âme dans la réalité capitaliste – les divers nouveaux projets de loi viennent juste compléter cette condition).

Ce qui est bien dissimulé, c'est que les études universitaires sont du travail, pas juste potentiellement du travail. Nous sommes déjà pris dans le procès de production, produisant une très précieuse marchandise ; nous-mêmes. *Les heures de travail étudiant ressemblent à celles « librement » employables ou mieux encore à celles de celui qui est totalement subsumé sous le rapport d'exploitation du travail ; de ceux qui ont travaillé toute leur vie durant.* À l'École de médecine (la majeure partie d'entre nous y gaspille leur vie quotidienne), qui vomit un soi-disant gratin de travailleurs sur le marché, le travail scolaire est de plus en plus intensifié. La version moderne du futur docteur est bâtie par de nombreuses heures d'entraînement pratique dans les hôpitaux d'application, de jours de garde, de présence obligatoire à de nombreux cours et colloques, et des études à plein temps, qui n'ont rien à voir avec le rêve de la Renaissance de l'homme universel, puisque toute son existence est absorbée exclusivement par la médecine. Le masque idéologique de ce travail intensifié, non payé, consiste en des mots comme « éducation », « professionnalisme » et « conscience ». Toute une génération de jeunes gens a été bercée par les valeurs du Rêve-Américain-made-in-Greece, celui de devenir un respectable avocat ou docteur ; et s'ils vont se dévouer à leur discipline (comprendre : travail éreintant sans autres intérêts en parallèle), obtenir leurs diplômes avec mention (comprendre : individualisme et compétition féroce), lécher

le cul des docteurs-éducateurs, ils seront gratifiés avec la reconnaissante sociale adéquate et un gros salaire.

Nous serons probablement amenés à nous souvenir que l'époque pendant laquelle nombre de médecins représentaient une partie « sécurisée » de la petite bourgeoisie est terminée depuis pas mal d'années. Les étudiants en médecine viennent en majorité de familles ouvrières, qui probablement ne peuvent pas couvrir les frais d'un cabinet de consultation privé, même modeste. La plupart d'entre eux vont être embauchés dans une des différentes entreprises (publiques ou privées) du secteur de la santé ou alors grossir les rangs des chômeurs. Un énorme prolétariat médical est apparu en Grèce durant les 10 dernières années ; le capital n'a rien d'autre à nous offrir comme solution sinon d'introduire des examens pour obtenir une spécialité médicale, de concert avec un système d'évaluation continue des médecins en exercice. Peuvent avancer ceux qui sont « méritants ». Qu'est-ce qu'ils méritent ? Une récompense parce qu'ils sont le plus productif possible pour le capital, bien sûr. Le travail aliéné épuisant à l'université signifie (pas pour tous) passer les examens et devenir interne, devenir interne signifie (pour tous) du travail aliéné épuisant à l'hôpital.

Sixième mythe : un mythe qui contient tous les mythes.

En guise de conclusion ; les discussions sur les modalités de la délivrance du savoir par l'université, cela ne nous concerne pas. Nous ne cherchons pas un savoir étranger, mort, indifférent, incompréhensible qui se présente face à nous, que nous ne faisons qu'absorber. Les discussions sur l'amélioration des institutions démocratiques de cette société, cela ne nous concerne pas. Nous ne voulons pas être des individus seuls, isolés, dont les rapports sont médiés par l'argent, l'image ou le vote. Les discussions sur la façon dont nos représentants pourraient mieux correspondre à nos revendications (que ce soit des notes servant aux examens ou des mobilisations), cela ne nous concerne pas. Nous ne voulons pas être spectateurs. Les discussions sur la façon dont notre travail pourrait être organisé de façon différente, cela ne nous concerne pas. Nous ne voulons pas travailler. Nous ne voulons pas être segmentés : médecins, ouvriers, citoyens, consommateurs, hommes, femmes, travaillant aujourd'hui, plus tard nous divertissant et de temps en temps votant dans des procédures complètement séparées du mouvement incessant de la vie. Ce qui nous concerne, c'est la transformation de nos vies en une expérience unifiée et créative. Afin d'y parvenir, nous devons abolir cette université et le reste de la société marchande.

« Nous avons fait de notre corps un vaste cimetière d'anticipations et de désirs assassinés ; nous abandonnons les choses les plus importantes, les plus essentielles, comme jouer et parler avec les enfants et les animaux, avec les fleurs et les arbres, s'amuser l'un avec l'autre et être heureux, faire l'amour, profiter de la nature, des magnifiques productions de la main et de l'esprit humain, plonger doucement tout au fond de nous, parvenir à nous connaître et connaître notre prochain... »

Chronis Missios ³, *Souris, mec... Qu'est-ce qu'il y a de si difficile ?*

Avec mes sentiments,
Depuis l'occupation de l'École de médecine de l'Université de
Thessalonique,
Luther Blissett.

3. Chronis Missios (né en 1930) est issu d'une famille ouvrière. Militant de la gauche, condamné à mort durant la guerre civile à l'âge de 17 ans, il a passé au total, entre 1947 et 1973, une vingtaine d'années comme détenu politique, en prison ou en exil (c'est là qu'il a appris à lire et écrire). Ce n'est qu'en 1985 que paraît son premier livre (*Toi au moins tu es mort avant*). Le livre cité est son deuxième, publié en 1988. Assumant avec fierté son passé, et se basant souvent sur un humanisme combatif, il devient très critique de la gauche (« Il y a deux sortes de révolutionnaires. Ceux qui croient en une autre civilisation et veulent renverser le système et ceux qui se trouvent en dehors de ce système et veulent simplement le comprendre pour prendre part au jeu. Je crains que la gauche d'aujourd'hui ait fini par appartenir à ce deuxième genre. ») – ndt.

PLUS RIEN NE SERA JAMAIS COMME AVANT

Mouvements pour la généralisation de la révolte

Plus rien ...

Le 6 décembre, à 21 heures, un membre des forces spéciales de la police a arrêté son véhicule, visé un gamin de quinze ans et l'a abattu dans le quartier d'Exarchia, à Athènes. Ce meurtre n'est pas un cas exceptionnel ou isolé de violence policière. Le matin du même jour, des travailleurs immigrés qui faisaient la queue pour déposer une demande d'asile au poste de police situé sur l'avenue Petrou Ralli ont été attaqués par des flics anti-émeute. Suite à cette agression, un Pakistanais a été victime d'un grave traumatisme crânien et lutte depuis pour sa vie dans l'unité de soins intensifs de l'hôpital Evangelismos. Ce ne sont là que deux cas pris parmi des dizaines d'autres similaires au cours des dernières années.

La balle qui a transpercé le cœur d'Alexis n'est pas une balle perdue tirée par un flic et qui aurait atteint le corps d'un adolescent « indocile ». Elle résulte d'un choix : celui de l'État qui, par la violence, veut imposer la soumission et l'ordre aux milieux et aux mouvements qui résistent à ses décisions. Un choix qui vise à menacer tous ceux qui veulent résister aux nouvelles dispositions prises par les patrons dans le domaine du travail, de la Sécurité sociale, de la santé publique, de l'éducation, etc.

Ceux et celles qui travaillent doivent s'épuiser pour gagner une misérable paye mensuelle de 600 €. Ils doivent bosser jusqu'à épuisement chaque fois que le patron a besoin d'eux, accepter d'effectuer des

heures supplémentaires non rémunérées et d'être mis à pied chaque fois que les entreprises sont « en crise ». Et enfin, ils doivent se tuer au boulot chaque fois que l'intensification de la production l'exige, comme ces cinq dockers qui sont morts dans les chantiers de Perama, il y a cinq mois. Si ce sont des travailleurs immigrés, et qu'ils osent demander quelques euros de plus, ils seront tabassés et vivront sous un régime de terreur, comme les travailleurs et travailleuses agricoles employés dans les serres de fraises de Nea Manolada, dans l'ouest du Péloponnèse.

... ne sera jamais...

Ceux et celles qui étudient doivent passer leur temps dans des salles de classe minables et payer des cours particuliers pour se « préparer » de façon intensive aux examens annuels. Les enfants et les ados doivent oublier de jouer avec les autres dans la rue et de se sentir insouciant, afin de se gaver d'émissions de télé-réalité et de jeux électroniques, puisque les espaces publics gratuits ont été transformés en galeries marchandes, ou parce que les enfants ne disposent plus d'assez de temps libre pour s'amuser.

Plus tard, les étudiants, parce que l'« évolution » naturelle vers le succès est ainsi faite, découvrent que les prétendues « connaissances scientifiques » sont en fait orientées vers la satisfaction des besoins des patrons. Un étudiant doit continuellement s'adapter à de nouveaux cursus et récolter le plus grand nombre de « certificats » possible afin d'être finalement récompensé par l'attribution d'un diplôme qui ne vaut guère plus qu'un rouleau de papier-toilette, mais sans son importance pratique.

Ce diplôme ne garantit rien de plus qu'un salaire mensuel de 700 €, souvent sans droit aux assurances sociales ou à la couverture maladie. Tout cela se déroule alors que des millions d'euros atterrissent dans les poches d'institutions religieuses et d'athlètes olympiques dopés et payés des sommes extravagantes pour « glorifier la patrie ». Un argent qui finit dans les poches des riches et des puissants. Alors que des pots-de-vin sont versés aux « copains » et que des journalistes corrompus se livrent à de sordides marchandages afin de couvrir des scandales impliquant le gouvernement. Alors que des dizaines de personnes périssent dans des incendies de forêts pour permettre au grand capital de transformer ces zones en sites touristiques et que des travailleurs crèvent dans les chantiers de construction et dans les rues et que leurs décès sont classés comme de simples « accidents du travail ». Alors que l'État

distribuée de l'argent aux banques pour les aider à nous enfoncer dans un océan de dettes et de prêts et qu'il augmente la fiscalité directe pour tous les travailleurs. Alors que la stupidité des stars de télévision riches devient parole d'évangile pour un nombre croissant d'exploités.

Pour une fraction importante de cette société, celle qui sait qu'elle n'a rien à perdre, si ce n'est l'illusion que les choses puissent s'améliorer, la balle qui a transpercé le cœur d'Alexis était une balle dans le cœur de l'exploitation et de la répression. Les événements qui ont suivi l'assassinat d'Alexis prouvent qu'une large part des exploités et des opprimés sont dans le bain jusqu'au cou, et que ce bain vient juste de déborder et menace de noyer les patrons et les politiciens, les partis et les institutions étatiques. Il poursuit sa crue pour nettoyer ce monde répugnant fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme et le pouvoir de quelques-uns sur le plus grand nombre. Il emplit nos cœurs de confiance et ceux des patrons de crainte. La destruction des temples de la consommation, la réappropriation des biens, c'est-à-dire le « pillage », de toutes les choses qui nous sont dérobées alors qu'on nous bombarde de publicités, correspondent à la réalisation profonde que toute cette richesse est nôtre, parce que nous la produisons. « Nous », dans ce cas, désigne toutes les personnes qui travaillent dans leur ensemble. Cette richesse n'appartient pas aux propriétaires des magasins, ni aux banquiers, cette richesse est notre sueur et notre sang. Elle est le temps que les patrons nous volent tous les jours. Cette richesse, c'est de tomber malades quand nous prenons notre retraite. Ce sont les disputes dans la chambre à coucher et c'est de n'avoir même plus la force de rencontrer un couple d'amis, un soir de week-end. Cette richesse, c'est de sombrer dans la solitude et l'ennui chaque dimanche après-midi, c'est d'avoir le sentiment d'étouffer tous les lundis matin. Exploités et opprimés, immigrés ou Grecs, travailleurs, chômeurs, étudiants ou lycéens, on nous somme aujourd'hui de prendre position face au faux dilemme posé par les médias et par l'État : sommes-nous du côté des porteurs de capuche ou du côté des propriétaires de boutiques ? Ce dilemme n'est qu'un leurre.

Parce que le véritable dilemme que les médias ne veulent pas que vous vous posiez est le suivant : êtes-vous pour les patrons ou les travailleurs ? Pour l'État ou la révolte ? Et c'est la raison pour laquelle les journalistes s'appliquent à diffamer le mouvement, à dénoncer les « porteurs de capuche », les « pillards », etc. Ils veulent semer la peur parmi les opprimés pour une raison simple : la révolte rend leur position - et celle de leurs patrons - très précaire. La révolte prend pour cible la réalité qu'ils créent, elle lutte contre le sentiment que « tout va

bien », elle combat toute séparation entre une « révolte sentimentale et juste » et de prétendus « éléments extrémistes » et elle s'oppose finalement à toute distinction entre des « hors-la-loi » et des manifestants pacifiques.

Face à ce dilemme, nous n'avons qu'une réponse : nous sommes du côté des « porteurs de capuche ». Nous sommes les « encapuchonnés ». Non pas parce que nous voulons cacher notre visage, mais parce que nous voulons nous rendre visibles. Nous existons. Nous ne portons pas des capuches par amour de la destruction, mais parce que nous sommes motivés par le désir de prendre notre vie en mains. Nous voulons construire une société différente sur la tombe des marchandises et des pouvoirs. Une société où tout le monde prendra des décisions collectives dans les assemblées générales des écoles, des universités, des lieux de travail et des quartiers, sur tout ce qui nous concerne, sans que nous ayons besoin de représentants politiques, de dirigeants ou commissaires politiques. Une société où tous ensemble nous prendrons en mains nos destinées. Une société où nos besoins et nos désirs dépendront seulement de nous, et non d'un député, d'un maire, d'un patron, d'un prêtre ou d'un flic.

Notre espoir d'une telle vie a été remis à l'ordre du jour sur les barricades érigées partout en Grèce et dans la solidarité dont le mouvement a bénéficié à l'étranger. Il nous reste à faire de cet espoir une réalité. La possibilité d'une telle vie est maintenant soumise à l'épreuve des assemblées qui se tiennent dans les bâtiments municipaux, les sièges des syndicats et les bâtiments des universités occupés à Athènes et ailleurs en Grèce, assemblées où chacun peut exprimer librement ses opinions et discuter des formes d'action collective, sur la base de ses désirs et besoins. Le rêve de cette nouvelle vie a commencé à prendre forme.

... comme avant.

Que nous reste-t-il à faire pour voir ce rêve réalisé ? Nous devons nous organiser là où nous étudions, travaillons ou habitons. Sur nos lieux de travail nous pouvons discuter de nos problèmes quotidiens et créer des noyaux de résistance contre la terreur des patrons. Dans nos écoles nous pouvons participer aux occupations et les soutenir, animer des groupes de contre-information, organiser des conférences et des ateliers de discussion, remettre en cause le savoir souverain, produire de nouvelles connaissances pour satisfaire nos besoins et non ceux du Capital. Dans les quartiers et les immeubles, nous pouvons parler à nos voisins, organiser des rencontres et créer des comités, partager des

connaissances et des compétences, décider collectivement d'actions. Nous pouvons participer à des marches et des manifestations, nous tenir les coudes, briser la peur que propage l'État, aider les lycéens qui sont aujourd'hui les premières victimes des attaques de l'État. Nous sommes solidaires de tous ceux qui ont été arrêtés durant la révolte, qu'ils soient grecs ou immigrés, qu'ils se trouvent en Grèce ou à l'étranger. La plupart sont maintenant poursuivis grâce à toutes les astuces juridiques qui font partie de l'arsenal de la lutte contre le terrorisme parce qu'ils s'opposent aux diktats de l'État.

Tout commence maintenant.

Tout est possible.

COMME UN HIVER D'UN MILLIER DE DÉCEMBRE

TPTG, Blaumachen
4 février 2009

- LA VIOLENCE, c'est travailler 40 ans, pour des salaires misérables, et s'estimer heureux si jamais on parvient à prendre sa retraite,
- LA VIOLENCE, c'est l'affaire des obligations, les fonds de pension volés, l'arnaque boursière ¹,
- LA VIOLENCE, c'est être forcé d'emprunter pour te loger et de rembourser à prix d'or,
- LA VIOLENCE, c'est le droit pour la direction de te licencier quand elle veut,
- LA VIOLENCE, c'est le chômage, l'intérim, 400 € de salaire avec ou sans Sécurité sociale,
- LA VIOLENCE, ce sont les « accidents du travail » ; vu que les patrons diminuent leurs coûts aux dépens de la sécurité,
- LA VIOLENCE, c'est de se rendre malade de travailler si dur,
- LA VIOLENCE, c'est consommer des psychotropes et des vitamines afin d'affronter des horaires de travail épuisants,
- LA VIOLENCE, c'est ne pas avoir l'argent qui sert à s'acheter les médicaments nécessaires pour maintenir ta capacité de travail,
- LA VIOLENCE, c'est mourir sur des lits prêts à l'emploi dans les couloirs des hôpitaux horribles, quand tu ne peux pas payer de pot-de-vin.

Prolétaires occupant le siège de la Confédération
Syndicale Grecque (GSEE), Athènes, décembre 2008

1. Allusion au scandale dit « des obligations structurées » de 2005-2006, qui a permis de dévaliser les réserves de dizaines de fonds de pension sectoriels de moyenne et de petite taille (réduction moyenne de ces réserves de l'ordre de 40 % en l'espace de six mois). Par décision du gouvernement, relayée par les directeurs des fonds de pension qui sont directement nommés par lui, ces derniers se sont défaits d'obligations d'État avantageuses (parce qu'à un taux élevé datant d'une période précédente) et ont acheté des obligations « structurées » (c'est-à-dire basées sur des formules complexes impliquant des indices boursiers), le plus souvent montées ad hoc

EN DÉCEMBRE DERNIER, le vent de l'insurrection a soufflé sur les villes de Grèce. L'atmosphère joyeuse et festive de la fête de Noël a été réduite en cendres avec l'Arbre de Noël de la place Syntagma. L'assassinat du lycéen de 15 ans, Alexis Grigoropoulos, par un flic de la police spéciale, le 6 décembre, a été l'étincelle.

D'une manière générale, l'agitation sociale de décembre peut être caractérisée comme une violente rébellion prolétarienne qui a éclaté de façon soudaine, massive et sauvage, évoluant graduellement vers des actions moins violentes, plus productives et plus politiques, mais dans lesquelles moins de personnes étaient impliquées.

Du point de vue de la composition de classe, la rébellion s'étendait des lycéens et des étudiants aux jeunes travailleurs et chômeurs. Certains des élèves et des travailleurs étaient immigrés de seconde génération (principalement des Albanais, bien qu'il y ait eu également certains immigrés d'autres nationalités) et il y avait également quelques travailleurs plus âgés aux des emplois plus ou moins stables.

En ce qui concerne les chiffres, progressivement de plus en plus de gens ont participé aux actions, qui ont pris la forme d'une insurrection. Le premier jour il n'y avait que quelques centaines de militants anti-autoritaires autour d'Exarchia – le quartier du meurtre – Ils ont été au départ des confrontations violentes avec les flics. Plus tard dans la nuit, une manifestation spontanée a eu lieu à l'initiative des étudiants et des gauchistes. Environ 2 000 personnes y ont participé et ont déclenché des émeutes dans les avenues Patission et Akadimias, tandis qu'une centaine de personnes dévastaient la rue Ermou, la rue la plus commerciale d'Athènes. Des émeutes ont également éclaté dans les rues de Thessalonique où une manifestation spontanée s'est dirigée vers le commissariat central de la ville puis l'a attaqué.

Le deuxième jour plus de 10 000 personnes ont surgi dans les rues (principalement des étudiants, des anti-autoritaires encore et des membres de partis et d'organisations de gauche) ; le troisième jour, il

par l'État et une grande banque américaine, dont la valeur s'est effritée très vite. En plus, dans l'opération même de l'achat, des sommes vertigineuses ont été transférées dans les poches des ministres et de leurs acolytes. Dans un cas notoire, dont on connaît les détails, les titres ont transité en l'espace de quatre heures via trois agences de courtage (une grecque, une anglaise et une chypriote) et le fonds de pension a fini par les payer à un prix supérieur de 20 % au prix courant du marché, permettant ainsi le transfert de plus de dix millions d'euros blanchis vers des poches privées en un seul après-midi.

y avait plus de 20 000 personnes à Athènes, 7 000 à Thessalonique et plusieurs milliers partout dans la Grèce ont rejoint les manifestations qui se sont bientôt transformées en émeutes. Nombreux étaient ceux impliqués dans les combats de rue avec la police ; 10 000 personnes semblent être une estimation plutôt modérée. Il y avait beaucoup plus de gens partout dans le pays, particulièrement le lundi, le troisième jour des émeutes. Ce jour-là, les banques, les bâtiments publics et des magasins – essentiellement des grands supermarchés – ont été dévastés, pillés ou incendiés. Ceux qui ont pris part aux actions violentes ce jour-là ne formaient pas une masse homogène : il y avait une multitude de jeunes – lycéens, étudiants, travailleurs salariés, chômeurs, immigrés, supporters de foot hooligans, toxicomanes – dont une partie avait des liens avec le milieu anti-autoritaire. Du fait de la composition hétéroclite de la multitude et de sa violence, beaucoup de militants (même certains anarchistes organisés) les ont trouvés trop « incontrôlables » et se sont tenus en retrait de ce qui se passait. À partir du lundi matin et au cours des jours suivants, partout dans le pays, des postes de police ont été attaqués, principalement par des lycéens. Certaines de ces attaques ont été très violentes, (principalement dans les banlieues ouest d'Athènes et au Pirée), avec cocktails Molotov et voitures de police renversées. Mais les manifestations devant les postes de police se sont généralisées dans toute la Grèce, même dans certains quartiers huppés ou dans des petites villes de province, avec des formes atténuées de contestation. C'est en effet par la contestation violente spontanée des lycéens que les émeutes se sont étendues et ont pris ainsi une dimension nationale. Par affrontements avec les flics, nous entendons principalement des barricades, des jets de pierres et de cocktails Molotov, mais pas de combats physiques. D'une façon générale, non seulement les émeutiers, mais également les policiers ont préféré ne pas s'engager dans le « combat rapproché », préférant faire excessivement usage de gaz lacrymogènes.

En ce qui concerne les immigrés, les jeunes Albanais de seconde génération qui ont participé aux émeutes sont si bien intégrés dans la société que c'est seulement quand ils commencent à parler albanais entre eux qu'on peut dire qu'ils sont immigrés. La plupart d'entre eux ont grandi ici et c'est pour cela qu'ils peuvent participer si largement aux affrontements avec la police ou aux attaques contre les bâtiments publics et les banques ainsi qu'aux pillages avec des jeunes prolétaires grecs. Ils se sont sentis plus « à l'aise » pour agir de la sorte que d'autres immigrés, principalement asiatiques et africains vivant toujours en marge, isolés dans leurs communautés ethniques. C'est principalement la peur qui

a empêché d'autres communautés immigrées de rejoindre les affrontements violents en dehors de leurs quartiers et non un « manque de conscience ». Il était plus facile pour eux de participer aux émeutes en pillant ou en fréquentant l'École polytechnique occupée et ouverte à tous dans le centre d'Athènes où vivent de grandes communautés d'immigrés ; quand les émeutes ont fait irruption près de « leurs » quartiers, c'était là leur « contribution ». D'autre part, ils ont été les plus violemment attaqués par la police et la calomnie des médias. Ils ont été présentés comme des « pillards » et des « voleurs ». Ils ont subi aussi quelques attaques du genre pogrom menées par des fascistes et des flics en civil.

D'une manière générale, on peut dire que, outre les lycéens et les étudiants, ceux qui ont eu un rôle plus actif dans la révolte c'étaient généralement de jeunes travailleurs, la plupart d'entre eux ayant un emploi précaire ou « flexible ». Dans la rue, il y avait de jeunes (ou plus si jeunes) travailleurs de différents secteurs comme les écoles, le bâtiment, le tourisme et les loisirs, les transports, et même les médias. Pour les ouvriers d'usine, il n'y a pas d'estimation exacte sur leur participation individuelle aux émeutes, puisque nous n'avons pas d'information en provenance ces lieux de travail. Pendant l'occupation du local syndical de la GSEE, on a avancé l'idée d'aller distribuer des tracts aux portes des usines et d'appeler les ouvriers à participer à l'occupation, néanmoins les divisions parmi les participants (mentionnées brièvement dans notre chronologie des événements) ont entravé toute poursuite de l'action – sauf l'intervention dans les centres d'appel voisins – c'est ainsi que plusieurs occasions ont été manquées. Peu après que Konstantina Kuneva, immigrée travaillant dans le nettoyage, une des travailleurs qui avait rendu visite aux occupants de la GSEE, ait été attaquée à l'acide sulfurique, les « travailleurs insurgés » avec d'autres ont organisé les premières actions de solidarité. En janvier, ils sont même parvenus à entraîner certains syndicats dans les actions de solidarité. De façon générale, les émeutes n'ont pas eu d'effets significatifs sur les lieux de travail, dans le sens qu'il n'y eut aucun appel à la grève pour les soutenir. La seule exception fut la grève des enseignants le jour de l'enterrement du jeune Alexis et la grande participation à la manifestation du jour de grève contre le budget de l'État, le 10 décembre. Cela mis à part, la rébellion ne toucha pas les lieux de travail.

À en juger par les slogans et les attaques contre la police, c'est massivement un sentiment anti-flic qui a dominé les jours de la rébellion. Le policier représentait le pouvoir, et plus spécifiquement la brutalité et l'arrogance du pouvoir. Néanmoins, c'est en tant que symboles d'un certain pouvoir - le pouvoir de l'argent, le pouvoir d'imposer l'exploita-

tion du travail et d'approfondir les clivages de classe divisant la société grecque - que les grands magasins, les banques ainsi que les bâtiments de l'État (hôtels de ville, préfecture, ministères) ont été attaqués, incendiés ou occupés. Ainsi, nous pourrions parler d'un sentiment dominant et très répandu anti-policiier, anti-État et anti-capitaliste. Même les intellectuels de gauche ont reconnu le caractère de classe de la rébellion et certains des principaux journaux ont admis que la « rage des jeunes » n'avait pas seulement pour raison la violence policière. Les flics étaient crûment et visiblement le sommet de l'iceberg dont la partie immergée était la corruption scandaleuse du gouvernement, un État de contrôle sécuritaire - renforcé après les Jeux olympiques de 2004 - qui n'hésite pas à tuer de sang froid, l'attaque continuelle des salaires, la perpétuelle augmentation du coût de la vie et du coût pour les ouvriers de leur reproduction par la démolition aggravée de l'ancien système de retraite et de santé, la détérioration des conditions de travail et l'augmentation du travail précaire et du chômage, une surcharge de travail insupportable dans les lycées et les universités, une destruction effrayante de la nature, le clinquant des objets du désir inconsistant des centres commerciaux et des clips télé, objets qui ne sont accessibles que si vous acceptez un lourd surcroît d'exploitation et d'anxiété. Aux premiers jours de la révolte c'était presque dans l'air qu'on pouvait sentir toutes ces raisons, ensuite beaucoup de textes, d'articles, de tracts ont suivi, écrits à la fois par les insurgés ou les sympathisants, et les « commentateurs » qui devaient reconnaître qu'il y avait quelque chose « de plus profond ». Ce « quelque chose de plus profond » dont tout le monde discutait c'était la nécessité de surmonter l'isolement de l'individu d'avec la vie réelle et collective [*gemeinwesen*], un isolement que toutes ces raisons historiques ont créé. La preuve de la spontanéité et du caractère incontrôlable de cette insurrection c'est l'absence de propositions politiques, c'est un rejet explicite des pratiques politiques. Ce sont avant tout les gauchistes qui ont insisté sur des revendications particulières comme la démission du gouvernement, l'abrogation de la loi anti-terroriste, le désarmement des flics et le démantèlement des forces spéciales de police. Néanmoins, le sentiment qu'il y avait « quelque chose de plus profond » prédominait tellement qu'il explique à lui seul l'impuissance de certains partis de l'opposition, des organisations gauchistes, et même de certains anarchistes comme nous l'avons dit. L'absence de revendication politique spécifique et leur intensité ont aussi rendu l'ensemble de ces émeutes très menaçantes pour les forces habituelles de récupération et de manipulation.

À partir des tout premiers jours de la révolte, trois universités ont été occupées dans le centre d'Athènes : l'École polytechnique d'Athènes,

la Faculté de droit et la Faculté d'économie. Chacune d'elles a été occupée par une tendance différente du mouvement. L'École polytechnique, qui est la plus proche de la place Exarchia était le principal lieu d'organisation des affrontements avec la police. Ses occupants étaient représentatifs des rebelles d'Athènes : jeunes travailleurs (immigrés ou grecs), étudiants et éléments marginaux – dont beaucoup d'anarchistes. Les occupants de la Faculté de droit étaient principalement des gauchistes et quelques anti-autoritaires ils organisaient des manifestations et des discussions. Dans l'une d'entre elles, des syndicalistes gauchistes se sont rassemblés afin d'organiser et « diffuser la rébellion » vers les lieux de travail, en réalité sans faire autre chose que de distribuer quelques tracts. La Faculté d'économie a été occupée principalement par les groupes anarchistes et anti-autoritaires qui voulaient utiliser le bâtiment à des fins de contre-information. Ils ont surtout organisé des activités quotidiennes. Ils se sont emparés du restaurant de l'université et ont mis en place des ateliers afin de faire fonctionner l'occupation et d'organiser des actions au dehors. Les moyens expropriés de l'université ont également servi d'infrastructures pour d'autres activités. Beaucoup de camarades ont participé aux actions organisées à partir de la Faculté d'économie même s'ils ne participaient pas à l'occupation elle-même. Toutes les occupations ont servi de bases « rouges » pour le mouvement, à partir desquelles des actions subversives étaient organisées et où les révoltés pouvaient trouver refuge, en cas de besoin. À Thessalonique, il y avait deux occupations du même type dans le centre ville : l'école de théâtre a été occupée par des militants anarchistes et des étudiants en théâtre, tandis que les bureaux du Barreau de Thessalonique ont été occupés jusqu'au quatrième jour de la rébellion par les étudiants, principalement gauchistes.

Il faudrait également mentionner ici des dizaines d'occupations de départements universitaires votées par les assemblées générales d'étudiants et les centaines d'occupation de lycées partout dans le pays.

Graduellement, la violence des premiers jours s'est avérée productive dans le sens que c'était le préalable nécessaire pour les actions plus imaginatives et plus organisées qui ont suivi. Après les cinq premiers jours d'émeute, l'Hôtel de ville d'Aghios Dimitrios (une banlieue au sud d'Athènes) a été occupé, à l'initiative des groupes anarchistes locaux et de certains travailleurs municipaux (principalement des cols bleus). Les occupants ont organisé des réunions avec la population locale, appelées « assemblées populaires », essayant d'élargir la révolte en organisant des actions locales, toujours reliées à la révolte. Ils ont même essayé de laisser certains services fonctionner dans le bâtiment

sans l'intermédiation des autorités municipales. Le lendemain, un bureau d'informations du ministère de l'Intérieur à Halandri, une banlieue du nord d'Athènes, était occupé et des manifestations et des actions toujours liées à la révolte ont été organisées.

À Thessalonique, à Sykies, une banlieue ouvrière de la ville, l'Hôtel de ville a été en partie occupé pendant quelques jours, quelques temps après s'ensuivit une occupation de la bibliothèque municipale d'Ano Poli, un quartier de Thessalonique. Elle a servi de lieu d'organisation des « assemblées populaires » et des manifestations. Dans toutes ces activités, la nouvelle caractéristique commune était la tentative d'« ouvrir » la rébellion vers les quartiers. Ces assemblées étaient comprises comme des « assemblées de lutte de quartier » ou des « assemblée du peuple », comme on les a appelées. Dans la plupart des cas, des tendances diverses ont fait leur apparition dans cette « ouverture sociale », particulièrement quand la révolte s'est apaisée. Une tendance voulait organiser une communauté de lutte en élargissant les causes de la révolte, une autre a préféré des activités plus stables orientées vers des questions locales sur une base stable. Au début, les assemblées ont semblé plutôt innovatrices et animées. Il n'y avait pas de procédure formelle de prise de décision, ni de règle de majorité et les initiatives étaient encouragées. Cependant, à la fin janvier, les occupations des bâtiments – qu'ils soient publics, syndicaux ou municipaux – n'étaient plus à l'ordre du jour, et il n'est pas évident qu'un nouveau mouvement puisse émerger de cette pratique de courte durée.

Parmi la « population », ou pour le dire mieux « la classe ouvrière dans son ensemble », il y avait de la sympathie envers les émeutiers, non seulement parce que c'étaient leurs enfants qui se battaient et manifestaient là dehors, mais aussi parce qu'ils ont senti que c'était une lutte justifiée. Les incendies de banques étaient particulièrement populaires, des milliers de personnes étant lourdement endettées. Les pillages n'ont pas été acceptés, du moins pas ouvertement, en raison du fort respect pour la propriété privée – ou, dans le cas des gauchistes et de certains anarchistes, pour des raisons morales. D'une façon générale, il y avait beaucoup de sympathie et d'intérêt pour les insurgés mais très peu de participation active de la « population ».

À partir du tout premier moment après l'assassinat le 6 décembre, l'État et les médias ont réagi pour faire face à l'explosion de la rage prolétarienne. D'abord ils ont essayé de mettre les réactions probables sous contrôle en mettant en avant le fait que Pavlopoulos et Chinofotis avaient spectaculairement présenté leur démission (respectivement, le ministre de l'Intérieur et son ex-adjoint) ; exploitant également la pro-

messe du Premier ministre que chacun des responsables du décès du jeune de 15 ans seraient « punis de façon exemplaire », en utilisant aussi la désapprobation du gouvernement par tous les partis de l'opposition et de nombreux journalistes et le fait que les flics restaient à « distance respectueuse » des manifestants. Malgré ça ils ont très rapidement, lâché la bride à toutes les formes de répression : menaces de déclarer l'état d'urgence dans le pays, mobilisation des fascistes et des organisations para-étatiques de « citoyens indignés », les dizaines d'arrestations et le matraquage des manifestants, et plus de coups de feu tirés par les flics à Athènes. Tous les partis politiques du patronat (le Parti communiste KKE étant le plus vulgaire) et tous les menteurs de la télé ont, en un chœur unanime, essayé de répandre la peur. De même, les deux principales confédérations syndicales, la GSEE et l'ADEDY, ont annulé les manifestations « de routine » contre le budget annuel de l'État quand ils ont pressenti le danger que ces manifestations ne se transforment en émeutes. En dépit du baratin des bureaucrates syndicaux parlant de la faillite du gouvernement à assurer l'ordre et la paix sociale et contre ce baratin, des manifestations ont bien eu lieu pendant la journée de grève générale et, en effet, elles ont été sauvages. Ainsi, la réalité a été autre : c'étaient les patrons qui étaient effrayés. Quand le ministre des Affaires étrangères français a déclaré dès les premiers jours de l'insurrection « je voudrai exprimer notre préoccupation, la préoccupation de tous, au sujet de l'évolution des conflits en Grèce », il exprimait la peur des patrons de la possibilité que cette explosion sociale se propage, des manifestations de solidarité aux révoltés de Grèce ayant eu lieu dans de nombreuses villes partout dans le monde. En France le ministère de l'Éducation a retiré sa réforme des lycées, mettant fin au mouvement lycéen émergent qui applaudissait les flammes de l'insurrection dans les grandes et petites villes grecques.

Du côté de la propagande de l'État et des médias, la stratégie dominante était celle de la séparation des sujets de l'insurrection. Soit ils présentaient l'insurrection comme une aventure d'adolescents, auxquels la sensibilité de leur âge donnait le droit de se rebeller contre le monde de leurs parents (comme si les parents prolétaires ne désiraient pas légitimement la destruction de ce monde), soit ils excitaient les réflexes racistes, utilisant la pseudo-distinction entre « manifestants grecs » et « pillards immigrés ». Ils essayaient principalement de séparer les manifestants entre les bons pacifiques et les mauvais émeutiers. Le droit de manifester n'a été confirmé par les patrons et leurs laquais que pour mettre un terme à l'insurrection. Ils ont voulu éviter toute future socialisation des comportements violents dans les rues, ils ont cherché par

tous les moyens à les présenter comme des actions d'« anti-autoritaires » ou de « hooligans » introduits dans les manifestations des citoyens pacifiques. Les destructions, comme action prolétarienne, exposaient l'existence quotidienne des commissariats, des banques ou des grandes chaînes de magasins comme moments d'une guerre silencieuse. Ces destructions était également la rupture manifeste avec la gestion démocratique du conflit social, qui tolère les manifestations contre ceci ou cela, à condition qu'elles soient exemptes de toute action autonome de classe. Invoquant le dernier rempart politique de la domination du capital, la démocratie, le Premier ministre a déclaré que « les luttes sociales ou le décès d'un adolescent ne peuvent pas être confondus avec les actions contre la démocratie ». La démocratie approuve évidemment les villes et les campagnes dévastées, l'atmosphère polluée et l'eau contaminée, les bombardements, les ventes d'armes, la création de décharges d'êtres humains, nous forçant à cesser d'être des hommes afin de devenir des « objets qui travaillent » (ou « des objets qui cherchent du travail », puisque de plus en plus de personnes sont ou seront sans emploi en raison de la crise). De façon implicite, le Premier ministre affirmait aussi que certaines personnes peuvent détruire tout ce qu'elles désirent aussi longtemps que cela crée de nouvelles occasions de profit et encourage le développement. Agir contre la propriété privée constitue le scandale ultime pour une société qui a établi, dès son origine, le droit de propriété comme son droit essentiel. Les incendies et les destructions blessent la légitimité de cette société. Le terme « émeutiers cagoulés » est une notion vide à usage strictement policier. La police a le monopole de la définition du profil des menaces. Ajoutons que depuis les tirs contre un policier anti-émeute à Exarchia le 4 janvier, la répression policière contre les manifestants s'est accrue. Les riverains qui défendaient un parc dans la ville d'Athènes, les agriculteurs qui voulaient venir au volant de leurs tracteurs au parlement [pour manifester contre l'effondrement des prix agricoles – ndt] et les protestataires contre l'emprisonnement des manifestants récemment arrêtés ont été attaqués, non seulement avec des gaz lacrymogènes, mais également à coup de grenades.

Pour l'appareil de production des images, l'inverse de « l'émeutier cagoulé » (image construite pour diviser les prolétaires) c'était « le citoyen-pacifique-dont-la-propriété-a-été-détruite ». Mais qui était ce « citoyen pacifique » tant célébré, rendu fou de rage par les destructions ? En l'occurrence les « citoyens pacifiques » étaient des petits hommes d'affaires, des propriétaires de « petits » magasins et la petite bourgeoisie. Eux aussi, l'État les trompait, puisque beaucoup sont en train d'être ruinés par la crise capitaliste. En décembre dernier, le

chiffre d'affaires était la moitié de celui de décembre 2007, non seulement dans les rues aux magasins de luxe, mais aussi aux marchés en plein air ; bien qu'aucun de ces marchés n'ait été attaqué pendant les émeutes... Les patrons ont affirmé que les destructions de magasins ont fait perdre leur emploi à de nombreuses personnes, alors que dans le même temps 100 000 licenciements sont annoncés pour bientôt en Grèce pour cause de crise. Pour celles des attaques de « petits » magasins qui n'ont pas été perpétrées par des agents cagoulés de l'État ², des travailleurs de ces magasins dans un tract signé par « l'Initiative autonome des employés de magasin de Larissa » écrivent : « Nous dénonçons quiconque essaye de nous terroriser et de nous convaincre que la défense de certaines propriétés se place au-dessus de la vie et de la dignité humaines, alors que ces propriétés ont été créées par les travailleurs précaires non payés, par du surtravail et du travail au noir ; aucune petite propriété n'a été endommagée pendant les attaques symboliques contre les banques et les bâtiments publics [du moins à Larissa et dans les autres villes provinciales]. S'ils se souciaient vraiment des employés de magasin, ils devraient augmenter les salaires misérables qu'ils leurs donnent, ils devraient apprendre ce qu'est la sécurité sociale et ils devraient créer des horaires et des conditions de travail humaines ».

Les partis de gauche ont été surpris par les émeutes et ont eu des attitudes variées envers elles. SYRIZA (coalition de la gauche radicale), une coalition entre Synaspismos et de petites organisations gauchistes, a gardé une attitude mesurée envers la révolte. Les leaders principaux de SYRIZA n'ont pas hésité à prendre leurs distances vis-à-vis de la violence des émeutiers, les dénonçant même, néanmoins, d'une façon modérée comparée à la frénésie du parti communiste KKE. Durant la folle nuit du 8 décembre, les manifestants de Syriza s'en sont pris [verbalement] à des manifestants violents, sans pour autant essayer de les empêcher d'agir. La base ou les électeurs de Syriza étaient très bien

2. Les destructions de banques et de grands magasins provoquant l'euphorie manifeste d'une grande partie de la population, la propagande officielle s'est concentrée sur une menace hypothétique pour les (très nombreux) petits boutiquiers de la Grèce et, au niveau local, elle annonçait partout l'imminente arrivée de 300 ou 1 000 anars qui allaient tout détruire. Mais le nombre de petites boutiques cassées était très insuffisant pour étayer cette affirmation. Des vidéos amateurs ont révélé, à Athènes, des flics cagoulés en civil, armés de barres de fer, qui tantôt discutaient avec leur collègues en uniforme et tantôt allaient casser les petites boutiques avoisinantes.

disposés dans la plupart des cas envers la révolte bien que la présentant comme une « explosion de la jeunesse » et donc comme quelque chose qui leur était extérieur. Les étudiants de Syriza ont participé aux manifestations contre la police et ils ont eu une attitude plus modérée envers le mouvement dans la plupart des cas. Le KKE, comprenant parfaitement que c'était son pouvoir politique même, comme partie intégrante du système politique, qui était en jeu, a choisi d'adopter une attitude de type policier, ressemblant davantage à l'extrême droite condamnant les émeutiers dans leur totalité comme des « provocateurs », manipulés par quelques « centres occultes », de l'intérieur ou étrangers. Quant aux partis et aux organisations gauchistes, le KOE en particulier (membre de la coalition SYRIZA), ils étaient favorables à la rébellion vue comme une explosion à laquelle ils « s'attendaient », excepté l'absence de revendications « positives ». C'est pourquoi ils voulaient présenter une liste de revendications demandant au gouvernement de démissionner pour pouvoir exploiter politiquement le changement de personnel politique. Parmi les différents groupes trotskystes certains étaient plus actifs que d'autres et ont participé à l'occupation de la Faculté de droit. Le KKE-ml a eu une attitude plutôt positive envers la révolte, s'abstenant évidemment de participer aux affrontements avec la police. En général, les gauchistes, à part quelques groupes, ont eu une relation plutôt superficielle à la révolte prenant principalement part aux manifestations mais pas aux autres activités.

La force des fascistes en Grèce ne peut pas être comparée à celle des fascistes en Italie dans les années 1970. La principale organisation néonazie (*Chrisi Avgi*, l'Aube dorée) peut compter sur quelques centaines de militants dans toute la Grèce. Il y a aussi le LAOS, un parti populiste d'extrême droite qui est le cinquième parti du parlement grec avec 3,8 % des voix, mais il est difficile d'estimer leur base militante. Bien que les militants de droite aient participé à la répression de la révolte dans les villes de Patras (principalement) et Larissa (à un moindre degré), il est impossible de faire une comparaison entre la situation en Italie et en Grèce, car les fascistes sont moins organisés en Grèce. Ils ont été un des recours de l'État quand la propagande des médias et la répression policière n'étaient plus suffisantes, mais ils n'ont de base organisationnelle qu'à Patras (dans la lignée d'une longue tradition, en effet : Temponeras, un prof de lycée a été assassiné dans une école occupée de Patras en 1991 par celui qui était alors le secrétaire de la branche de jeunesse du parti de droite, et actuellement au gouvernement).

Les émeutes étaient liées à une forme particulière de sous-culture politique, celle des anarchistes et anti-autoritaires en Grèce, qui ont

joué un rôle très important dans les deux premiers jours des émeutes et surtout le premier jour. Leur réaction violente immédiate au meurtre a déclenché une explosion sociale qui les a dépassés et qui s'est étendue partout en Grèce. Mais l'insurrection de décembre, marquée par les activités des étudiants et d'autres parties du prolétariat, ne peut se réduire au rituel des combats de rue que cette sous-culture semble affectionner traditionnellement et dans lequel elle est comme emprisonnée.

Bien que la révolte soit terminée, il y en a encore des traces visibles. Certaines occupations perdurent, la solidarité avec les prisonniers et l'esprit de la révolte unissent toujours les différents éléments qui ont participé à l'insurrection (bien que certains signes sectaires et idéologiques commencent à apparaître), de nouvelles luttes émergent avec des caractéristiques plus radicales et la violence contre l'État semble être beaucoup plus légitime.

L'essor de nouvelles formes organisationnelles et de nouveaux contenus de lutte sont discutés par tous les éléments insurgés. Politiquement, ces partis et organisations de gauche qui avaient été pris par surprise et étaient dans un état de crainte mêlé d'admiration vis-à-vis de la révolte, n'ont plus beaucoup à offrir. Ils espèrent juste recruter de nouveaux membres et ne semblent pas avoir été atteints par la révolte. Les syndicats, à la fois comme forme et comme contenu de lutte, petits ou grands, sont restés insensibles à l'insurrection ou lui ont même été hostiles. Les principaux partis politiques ne peuvent pas dissimuler leur crainte face à des expressions si puissantes de désobéissance et d'attaque de toutes les institutions. Il y a certains signes d'un retour à la normalité à la fois de la vie quotidienne et de la politique habituelle mais aussi des traces de nouvelles alliances et pratiques qui demanderont du temps pour acquérir une forme et un contenu plus clairs.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----|
| Le Plancher de verre | 9 |
| Note sur les différents textes du mouvement grec . . | 55 |
| Présentation actualisée des évènements récents à Athènes et Thessalonique vus par quelques parti- cipants prolétariens. | 57 |
| La crise permanente de l'éducation : sur quelques luttes récentes en Grèce | 95 |
| L'occupation, pas la démocratie ! | 109 |
| Plus rien ne sera jamais comme avant | 120 |
| Comme un hiver d'un millier de Décembre | 125 |

